

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

HISTOIRE AGRICOLE DE LA SOLOGNE DEPUIS 1850

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

Présentée et soutenue le Lundi 6 Novembre 1911, à 1 h. 1/2

PAR

HENRY MILLET

DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES

Président : M. SOUCHON, *professeur*
Suffragants { MM. TRUCHY, *professeur*
 { HITIER, *professeur*

PARIS (V°)

M. GIARD & É. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1911

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses :
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

HISTOIRE AGRICOLE DE LA SOLOGNE

DEPUIS 1850

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(Sciences politiques et économiques)

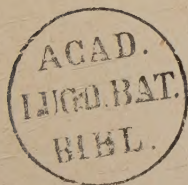
Présentée et soutenue le Lundi 6 Novembre 1911, à 1 h. 1/2

PAR

HENRY MILLET

DIPLÔMÉ DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES

Président : M. SOUCHON, professeur
Suffragants { *MM. TRUCHY, professeur*
 { *HITIER, professeur*



PARIS (V°)
M. GIARD & É. BRIÈRE
LIBRAIRES-ÉDITEURS
16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1911

INTRODUCTION

C'est de 1850 que date l'essor de la Sologne. C'est à partir de cette époque déjà lointaine que nous commencerons son histoire agricole.

Un plan tout naturel se présente à nous.

Nous essayerons, tout d'abord, de décrire l'état de la Sologne avant qu'elle ait commencé sa marche vers le progrès.

Nous étudierons ensuite, dans une deuxième partie, sa transformation et les agents qui la réalisèrent.

Enfin dans la troisième partie de notre travail nous examinerons la Sologne transformée, la Sologne contemporaine, et nous chercherons à dégager les conséquences que peuvent avoir, sur l'orientation de son avenir économique, des phénomènes qui ont pris de nos jours une particulière acuité, notamment la « cherté de la viande » et la « crise de la natalité ».

On a beaucoup écrit sur la Sologne. Mais un champ, si bien moissonné qu'il soit, conserve toujours quelques épis. Nous voudrions, simple glaneur, tenter de les recueillir et ajouter notre modeste gerbe à cette riche moisson.

PREMIÈRE PARTIE

Etat de la Sologne en 1850

CHAPITRE PREMIER

SON ASPECT

La Sologne, en 1850, n'était qu'un vaste désert ; pays abandonné qui faisait tache au milieu des contrées environnantes, si fertiles. La possibilité de son existence semblait inconcevable à quelques myriamètres de Paris.

Dans cette immense étendue, à peine ondulée par quelques vallons, sillonnée de nombreux ruisseaux, couverte de bois, de bruyères, d'ajoncs, de marécages, tout attestait la misère et l'abandon :

Des sables mobiles qui s'envolent au souffle du vent ; des bois taillis rabougris, écimés par le pâturage des troupeaux ; rarement une forêt avec des arbres à haute tige, échappée au pillage ; des étangs nombreux,

trop nombreux, jamais entretenus, couverts de roseaux, de joncs, dont le fond s'exhausse sans cesse et dont l'eau bourbeuse gagne les terrains avoisinants, les transforme en tourbe spongieuse, inaccessible à l'homme. Dans cette ingrate contrée, la terre traite l'homme en ennemi et semble vouloir se soustraire à son travail.

On ne voyait alors, en Sologne, qu'une végétation toute spontanée que l'indigène paraissait à peine vouloir utiliser et qu'en tout cas il utilisait fort mal. Dans son calcul inconsideré, le Solonais avait cru pouvoir substituer aux productions naturelles d'autres qu'il croyait plus avantageuses ; mais il avait été jusqu'alors trop faible pour violenter ainsi la Nature. Il ne s'était pas rendu compte des ressources de la terre et son effort séculaire n'était parvenu qu'à remplacer les grandioses forêts, où de magnifiques chênes drainaient naturellement le sol si humide, par des landes couvertes de bruyères, sous lesquelles se cachait une eau morte, croupissante, qui engendrait encore, il y a trente ans, de véritables fièvres paludéennes.

A peine quelques champs mal cultivés, où maigrissaient de pauvres sarrazins et de mauvais seigles, venaient-ils témoigner à la fois du travail de l'homme et de la stérilité de son effort.

Tel était l'aspect général de la Sologne vers le milieu du siècle dernier, aspect très particulier et formant un contraste frappant avec les pays voisins.

Ces vastes solitudes, ces landes immenses avec leurs

bruyères, les bois, les étangs aux eaux endormies, teintaient d'un charme mélancolique les paysages de Sologne. Des artistes, des peintres étaient parfois captivés par son cachet si spécial et si poétique.

Cet attrait qui, avec la chasse, rendait agréable le séjour en Sologne a contribué beaucoup, — comme nous le verrons plus loin, — à sa transformation.

La Nature avait su envelopper la misère économique de la Sologne d'un voile si pittoresque qu'il a été une des causes fondamentales de sa résurrection.

CHAPITRE II

POPULATION

Il est bien évident qu'une pareille contrée ne pouvait nourrir une forte population ; et d'un autre côté il était impossible à une population aussi faible de transformer un pays aussi déshérité. Il y avait là un « cercle vicieux » duquel il paraissait difficile de sortir si aucun secours, aucune aide ne venait de l'extérieur.

Cent mille habitants vivaient misérablement en Sologne, vers 1850.

Cent mille habitants, pour cinq cent mille hectares : soit 20 habitants par kilomètre carré, à peine le tiers de la population ordinaire.

En vérité, si toutes les terres impropres à la culture avaient été plantées en bois, si l'exploitation de ce sol ingrat, qui vend cher sa fertilité, avait demandé moins d'efforts, si surtout l'assainissement avait offert moins de difficultés, les habitants auraient pu vivre dans un état plus prospère. Ce n'est pas en définitive le manque de bras qui empêchait la Sologne de se développer. Mais

à la faible densité de la population venait s'ajouter sa déchéance physique et morale.

L'insalubrité du pays, due surtout à la stagnation des eaux, avait sur la santé des habitants les plus funestes conséquences. Le paludisme existait à l'état permanent. De l'été au printemps la fièvre terrassait les indigènes et les rendait incapables d'un effort sérieux.

« Le mal causé par ces effluves marécageuses et qui entraîne les populations au tombeau, aux époques même où les chances de la vie sont les plus favorables dans les pays sains, les attaque, les énerve dès le jeune âge et les rend peu capables de travail, longtemps avant d'être fatal (1). »

Ainsi, bien peu échappent à ces fièvres intermittentes que les Solonais appellent « grand mal » et les étrangers « mal de Sologne ».

Vers 1850, le curé de Tremblevif se plaint du nombre des *malades* de sa paroisse ; il en compte plus de 500 sur 1.200 habitants.

Il y eut des années calamiteuses où il mourut assez de Solonais pour faire croire que « la peste avait pris une large part dans la dépopulation de ce malheureux pays » (2).

Il semble véritablement impossible qu'au milieu du

(1) PUVIS, *De l'agriculture du Gâtinais, de la Sologne et du Berry et des moyens de l'améliorer* (Paris, 1833).

(2) BEAUVALLET, *De l'agriculture en Sologne* (Orléans, 1844).

siècle qui vient de finir cent mille paysans, en pleine France, aient pu vivre aussi misérablement, épuisés, décimés chaque année par les fièvres ; pauvres gens souffrants et résignés par habitude, sans espoir de guérir ; travaillant comme leurs pères, sans obtenir la juste récompense de leur labeur et sans trouver dans leur peine la consolation d'un meilleur avenir !...

Cet état paraissait tellement irrémédiable que l'abbé Ménard, en 1823, conseillait aux habitants de quitter le pays.

Et jadis le père de Mirabeau s'étonnait de ce que les rois de France allaient conquérir, avec grandes pertes d'hommes et d'argent, des provinces lointaines, tandis qu'ils pouvaient, sans sortir de leur royaume, répandre de grands bienfaits dans des régions malheureuses et incultes qui avaient besoin de leur secours.

Il est, en effet, des pays où la Nature, généreuse, prodigue à l'homme toutes ses richesses ; il y peut vivre presque sans effort ; et son travail, lorsqu'il facilite la production du sol, lui est payé souvent au-delà de sa valeur.

A l'opposé, l'on voit des contrées où la terre donne juste à l'homme ce qu'il faut pour ne pas mourir. Un climat insalubre et débilitant lui enlève toute son énergie, et la maladie vient rendre plus pénible un labeur déjà très ingrat. La Sologne en est un exemple.

Dans cette âpre lutte, l'homme épuise sa faible force à faire produire à la terre ce qu'il faut pour entretenir

sa vie misérable ; et quand il ne travaille pas, c'est qu'il souffre.

Hélas ! que peut devenir l'esprit dans des corps soumis à de pareilles épreuves ?

L'acte devient, en général, irraisonné, irréfléchi. L'habitude tient presque lieu d'intelligence. Pour un peu, la pensée, qui est l'apanage de l'être humain, sombrerait dans cet abîme de misères et serait remplacée par une sorte d'instinct, commun à tous ces malheureux.

Tout progrès est impossible.

De là viennent cette apathie, non exempte d'un certain fatalisme qui leur fait accepter tout sans réagir, cette indifférence ou même cette méfiance contre tout ce qui est nouveau et cette difficulté d'accepter le progrès parce qu'il change de vieilles habitudes.

Tel était bien l'état de la plupart des Solonais vers 1850.

Et qu'avaient-ils alors pour les aider et les secourir, même dans leur misère physique ? Pas d'hospices, pas d'asiles ! Bien des cantons n'avaient pas de médecins!.. (1)

(1) Nous lisons dans un procès-verbal du Conseil d'arrondissement de Romorantin, en juillet 1855 : « Les soins de la santé publique laissent beaucoup à désirer. Il est peu de médecins, peu ou point de pharmaciens. Les décès ne sont pas régulièrement constatés. La vaccination n'est pas suffisamment surveillée. Les rares hospices ne répondent pas à tous les besoins. Les indigents manquent le plus souvent de secours. »

Une nourriture insuffisante, composée de mauvais pain de seigle et de sarrazin, de fromage maigre, de viande très rarement et encore sous forme de « lard, ayant quelquefois plus d'une année de salaison » ; une eau malsaine, comme boisson ; des habitations basses, construites avec de l'argile, de la paille et du bois, humides, non carrelées, avec un sol imprégné des eaux de fumier (1) ; ajoutez à cela une mauvaise éducation physique, qui empêche les enfants de se développer au moment de la puberté, en les soumettant à des travaux disproportionnés avec leurs forces : tout fait du Solonais une proie pour la maladie et le rachitisme.

Aussi la race est-elle abâtardie. La taille est petite, le teint jaune. Une mortalité infantile considérable empêche le développement de la population, limitée déjà par la faible production du pays. La durée moyenne de la vie est aussi basse que dans les départements les moins favorisés (29 ans).

Les travaux d'une race aussi chétive, sur ce sol difficile, ne pouvaient être productifs et, par suite, les salaires élevés.

Vers 1850, les journaliers gagnent en moyenne un franc l'hiver et un franc vingt-cinq centimes l'été.

(1) « On rencontre fréquemment au milieu des landes des huttes sauvages, bâties par l'ouvrier lui-même, où il vit avec sa femme et où naissent des enfants condamnés à une mort misérable. »

Magasin pittoresque de 1863, cité par Denizet.

Et « ce qui prouve que ces malheureux ne peuvent
« gagner davantage, c'est que, différentes routes ayant
« été tracées en Sologne, les entrepreneurs cherchèrent
« à utiliser les journaliers du pays et offrirent de dou-
« bler leurs salaires. Beaucoup commencèrent à tra-
« vailler, mais ils ne purent tenir plus de quatre ou cinq
« jours et furent obligés de renoncer aux bénéfices qui
« leur étaient offerts (1). »

Les salaires, en général, sont en raison directe de la production de l'ouvrier.

Lutter contre le capital, gêner l'industrie et l'agriculture dans leur essor, par des lois vexatoires ou prématurées, c'est, réduire les forces productives et la valeur du travail, c'est empêcher, dans une large mesure, l'accroissement normal des salaires.

Nous tenions à noter ici, en passant, cet exemple prouvant que le salaire ne saurait être fixé arbitrairement et que la faculté productive de l'ouvrier joue un grand rôle dans la détermination de son taux.

Enfin, une preuve de l'infériorité physique de la race solonaise, vers 1850, se trouve dans la difficulté du Recrutement militaire.

Bien des cantons ne pouvaient fournir le contingent exigé par la loi ; et, comme les jeunes gens jugés « bons pour le service » lors de la révision l'étaient en compa-

(1) BEAUVALLET, *op. cit.*

raison de ceux qui restaient, nombre d'entre eux étaient réformés au Corps.

En 1854, le Loir-et-Cher compte parmi les départements qui ont eu le plus de réformés dans les régiments.

Les départements ont alors, en moyenne, 2.50 0/0 de réformés au Corps : le Loir-et-Cher, qui est presque entièrement compris dans la Sologne, en a 8.80 0/0.

Le moral n'était pas supérieur au physique. Il faut bien reconnaître que la faible densité de la population, la difficulté des communications, l'état maladif des habitants, enfin l'absence des propriétaires aisés et, en général, des hommes instruits qui auraient pu mieux diriger le travail du Solonais, étaient loin de favoriser son développement intellectuel.

Cependant cette race n'était pas sans avoir certaines qualités qui plus tard ont puissamment aidé à sa prospérité.

Au reste, pour parfaire cette esquisse du passé, nous ne saurions mieux faire que de citer ce portrait du Solonais de 1850, que nous empruntons à de Gaugiran :

« L'âme se fatigue et s'épuise à lutter contre un corps « énervé ; le Solognot manque d'énergie, au physique « comme au moral.

« Au lieu de la bonté, il a la faiblesse ; au lieu de « l'activité, du courage, de l'intelligence, il a la finesse ; « au lieu de l'économie il a l'intérêt. Sa pauvreté en « est la cause et sans doute son excuse.

« Rarement propriétaire, il vit au jour le jour, grappillant, affûtant, quelquefois maraudant.

« Facilement il se fait mendiant. Devenu riche, il reste pauvre car il cache et enfouit son argent.

« Comme le Breton, le Solognot adore dans son église le Dieu des Chrétiens ; mais, rentré chez lui, il croit aux dieux naïfs de son imagination souvent poétique, aux birettes, aux meneux de loups, aux sorciers, aux toucheurs, aux croix de Saint-André...

« Il doute de tout ce qu'il ne connaît pas ; la routine lui cache le progrès...

« Il aime son pays, comme le montagnard. Par cette loi providentielle, qui développe l'amour du sol précisément là où il est le moins riche, il l'aime tel qu'il est et le quitte avec peine (1). »

Tel était, brièvement résumé, l'état de la population de la Sologne, vers 1850, au point de vue de sa densité, de sa valeur physique, intellectuelle et morale.

Avant d'examiner l'œuvre de production agricole en Sologne à cette époque il était nécessaire de connaître les producteurs.

(1) DE GAUCIRAND, *Vues de Sologne*, Blois, 1856.

CHAPITRE III

LA PROPRIÉTÉ

Cette production agricole, comme on a pu le pressentir, ne pouvait être que fort minime.

La population si clairsemée et surtout si faible, si misérable, ne pouvait cultiver qu'une petite partie du territoire, et elle ne devait baser son économie rurale que sur ce principe : produire sans effort et sans capital.

Tant bien que mal, et plutôt mal que bien, le cultivateur va essayer de tirer parti de ces immenses étendues que la Nature a couvertes de bois, de marécages et d'une mauvaise végétation dont, la plupart du temps, la bruyère sera l'élément principal.

Aussi trouvons-nous en 1850, d'après la statistique établie par M. Brongniart, qui avait reçu du ministre de l'Agriculture mission de faire ces recherches :

Etangs	13.000 hectares
Landes	130.000 »
Bâtiments, jardins, vignes.	6.000 »
Prairies	21.000 »
Bois feuillus	50.000 »
Sapinières	30.000 »
Terres arables	210.000 »
	460.000 hectares

Une enquête, faite en 1848, donne à peu près les mêmes résultats :

Sur 1.000 hectares :

Prés	45 hectares
Bois, taillis, futaies	116 »
Sapins	59 »
Pâtures, bruyères, landes	277 »
Etangs	28 »
Vignes, Chenevières, bâtiments	13 »
Terres labourables (produisant presque exclusivement du seigle et du sarrasin)	402 »
	1.000 hectares

Ainsi, plus de la moitié de la Sologne n'était pas cultivée, et, parmi les terres travaillées, la moitié environ portait des récoltes, l'autre restant en jachère.

Il y avait bien, à la vérité, quelques cultures de plantes sarclées et de prairies artificielles, mais leur étendue était, en 1850, absolument insignifiante.

Dans ces conditions la petite propriété partant, — la petite culture, — ne pouvait se constituer : elle demande beaucoup de main-d'œuvre, donc une forte population, et un certain degré de prospérité.

La grande propriété, — la grande culture, — peut préparer le terrain pour la petite : mais elle ne doit pas pour cela rester stationnaire ; il faut qu'elle accroisse la fécondité du sol en même temps que la surface cultivable. Or il était loin d'en être ainsi en Sologne.

Aussi nous n'y voyons point, pendant cette période, de petites propriétés se constituer aux dépens de la

grande. A la vérité, maintes propriétés contiennent cinq cents hectares, et certaines plusieurs milliers ; mais, malgré leur étendue, elles restent sans beaucoup de valeur : la quantité n'arrive pas à remplacer la qualité. Cette dernière n'est même plus prise en considération pour la location des fermes. Le système de culture pratiqué uniformément en Sologne, — et que nous étudierons tout à l'heure, — avait été à ce point épuisant qu'il avait égalisé, par en bas, si l'on peut dire, la valeur des terres. Que des fermes se composassent, dans des proportions différentes, de prés, étangs, bruyères, terres labourables et même taillis, elles se louaient indifféremment pendant la première moitié du *xix^e* siècle, de 3 à 5 francs l'hectare (1).

Sur ce loyer infime, souvent réduit, quelquefois impayé, le propriétaire devait supporter les frais d'entretien des bâtiments et la plupart du temps fournir encore un cheptel à son fermier.

On ne doit pas s'étonner que les propriétés en Sologne fussent peu recherchées à cette époque,

Beauvallet cite le cas d'un général du Premier Empire à qui Napoléon avait donné une immense propriété provenant de biens confisqués et située entre Meung-sur-Beuvron et Marcilly en Gault. Le vieux général vint « reconnaître le terrain », mais il battit en retraite tout aussitôt. Jamais la Sologne ne le revit !

(1) Beauvallet cite des terres qui, sous le Consulat, étaient affermées 0 fr. 75 l'hectare !

On semblait abandonner ce pays : les propriétaires eux-mêmes se désintéressaient de leurs propriétés. « Surtout pas de frais ! » Voilà ce qu'ils se disaient quand il leur arrivait de penser à leurs terres. Au reste, ils n'y résidaient pas. Sans doute, depuis la Restauration quelques fonctionnaires du régime déchu avaient fixé leur résidence en Sologne ; ce mouvement s'accroissait même d'année en année, mais il était encore bien faible avant 1850 et l'on peut dire qu'à cette date « l'absentéisme » était encore la règle.

Comment, dans de telles conditions, les propriétaires retiraient-ils des revenus de leurs domaines lointains ?

Sur le sous-sol argileux et imperméable de la Sologne de nombreux étangs devaient exister naturellement ; mais les Solonais en créèrent une assez grande quantité. C'était pour eux un moyen de diminuer la surface cultivée et d'augmenter « sans frais » leurs ressources. Il faut reconnaître que même aux jours les plus noirs de l'histoire de la Sologne l'exploitation des étangs s'est toujours faite d'une façon entendue et dans des conditions, sinon exemptes de toute critique, du moins satisfaisantes.

Sans doute les étangs eussent pu être mieux entretenus, mieux débarrassés des roseaux et des joncs qui, en exhaussant le fond, forçaient les eaux à s'étendre davantage chaque année et à transformer les rives en marécages. Mais l'empoissonnement y était bien compris et les propriétaires tiraient de la vente de leurs

alvins (*pennards*) ou de leurs carpes, des ressources qui n'étaient pas à dédaigner.

Les bois taillis, les futaies auraient dû se développer vigoureusement en Sologne ; mais, par suite d'une « exploitation » — si l'on peut appeler ainsi la destruction régulière des taillis, — vraiment déplorable, les bois ne produisaient rien.

La disette fourragère, — fatale dans ce pays où l'on ne cultivait pas encore les prairies artificielles, où les prés étaient grillés ou inondés, — avait amené le fermier à conduire son « bestial », et notamment ses bêtes à laine, dans les jeunes taillis (1). Rongées, broutées à mesure qu'elles poussaient, les cépées de taillis ne pouvaient s'élever ; elles s'éclaircissaient même de plus en plus, laissant la place à l'envahissante bruyère. Aménagés de la sorte ces malheureux taillis arrivaient, au bout de quinze ans, à se vendre 40 à 50 francs l'hectare, — ne produisant que du bois à charbon et des « bourrées » ou fagots dont l'écoulement était difficile.

Quelques propriétaires plus prévoyants avaient bien interdit à leurs fermiers le pacage des animaux

(1) L'impossibilité de nourrir ses troupeaux à la bergerie avait donné au paysan Solonais cette idée : « Que le mouton doit se nourrir dehors. »

Cette idée existe encore, toujours aussi forte ; elle a été, en grande partie, cause de la distomatose qui a ravagé le troupeau ovin de Sologne, en 1910.

dans leurs taillis, mais ils furent rares, et leur interdiction fut d'ailleurs mal respectée.

Il y avait des chênes magnifiques, qui constituaient le plus bel ornement de la Sologne. Malheureusement, ils ne furent pas toujours protégés contre la hache des fermiers. Et quand plus tard, par suite de la facilité plus grande des transports, ils acquirent une grande valeur, les propriétaires les firent couper en masse, sans peut-être songer suffisamment à l'avenir.

Pendant la première moitié du xix^e siècle, trente mille hectares avaient été plantés en pins maritimes ; mais bien peu encore avaient été exploités, de sorte que vers 1850 il est difficile de faire rentrer dans les produits habituels de la propriété la vente des pineraies.

La vente du poisson en bloc à un marchand qui se chargeait de le « détailler » ; la vente d'un taillis à un marchand de bois qui entreprenait l'exploitation, n'étaient pas des opérations bien compliquées ou tout au moins bien longues ; elles n'exigeaient pas des propriétaires une présence constante, ni une surveillance bien active. Cela s'accommodait, du reste, fort bien avec leur désir d'habiter le moins possible en Sologne.

Il n'est pas étonnant qu'avec de pareils sentiments le *faire-valoir direct* fût rare en ce pays.

Quelques propriétaires hardis, entreprenants, hommes

de progrès, s'étaient bien mis à la tête de leurs fermes afin de les transformer, de les améliorer et d'augmenter leur production, en introduisant une culture mieux entendue, conforme aux perfectionnements de la science agricole. Leurs efforts ne furent pas toujours couronnés de succès ; mais leurs tentatives, véritablement courageuses, restèrent fécondes en résultats. Ils donnèrent le bon exemple en consacrant leur savoir, leur intelligence à l'agriculture délaissée dans la Sologne, et en essayant de la sortir de la profonde ornière de la routine où le malheureux paysan l'avait laissée descendre.

Certains fermiers devenus, pour une raison ou pour une autre, propriétaires de leurs fermes, les faisaient aussi valoir directement. On pouvait s'attendre à ce qu'ils cultivassent mieux leurs terres que les fermiers à bail ; ils étaient vis-à-vis de ces derniers dans une situation privilégiée, puisqu'ils étaient sûrs de profiter seuls de leurs améliorations. Cette pensée aurait dû les conduire à tenter quelques innovations et à augmenter par de meilleures façons culturales, par des fumures moins parcimonieuses, par des amendements et des drainages, la fertilité de leurs domaines... Mais leur condition nouvelle de *propriétaires* ne suffisait pas pour les faire renoncer à leurs errements et à leur routine. C'était toujours et partout, à cette époque, la même inertie, la même apathie !...

Cela montre combien est stérile, même dans le monde rural, le travail manuel s'il manque d'une savante di-

rection. Bien peu encore, dans nos campagnes, se rendent compte de cette vérité.

A ce point de vue la grande culture, — celle qui progresse sans cesse, celle qui emploie le dernier appareil technique agricole et qui, dans une pratique bien raisonnée, tient compte des vérités scientifiques, — a une « mission éducatrice » de la plus haute importance, faisant de son existence une nécessité économique et une cause réelle de progrès.

Donc, la grande majorité des propriétaires Solonais louaient leurs fermes à bail d'argent et au prix de trois à cinq francs l'hectare. Longtemps les bois taillis, voire même les futaies, furent compris dans la ferme.

Quelques propriétaires, mal payés de leurs fermiers, leur retirèrent la jouissance des bois. « C'est à cette précaution, — remarquaient Joubert et Chevallier, — qu'il « faut attribuer la conservation des quelques bouquets « de futaie que nous possédons et des quelques taillis « qui sont encore en assez bon état.

« Il arriva une époque où les réserves n'étant plus respectées par les métayers (1), les propriétaires crurent « qu'il serait plus avantageux pour eux de louer à moitié fruits. Ainsi le fermier séparait avec son maître « le blé récolté, l'avoine et le blé noir recueilli et la mul-

(1) La plupart des auteurs qui ont écrit autrefois sur la Sologne emploient souvent le mot « métayer » pour « fermier ».

« tiplication annuelle du troupeau... Mais les propriétaires s'aperçurent bientôt que les fermages à moitié « entraînaient à trop de surveillance et conséquemment « à trop de duperie et ils revinrent aux baux d'ar-
« gent (1). »

Les baux, en général, étaient faits pour trois, six ou neuf années, selon la volonté réciproque des parties.

Qu'il s'agisse du *fermage* ou du *métayage*, dans un cas comme dans l'autre les résultats n'étaient pas meilleurs.

Devait-on en accuser les institutions elles-mêmes du métayage ou du fermage ?

Dans d'autres contrées elles ont donné d'excellents résultats.

N'étaient-elles donc pas faites pour la Sologne ?... Mais alors quels autres liens pouvaient unir le propriétaire et sa ferme ?... Le *faire-valoir* direct ? Il était impossible, dans la plupart des cas, par suite de « l'absentéisme » ; et, entre les mains des fermiers-propriétaires qui cultivaient leurs domaines comme leurs pères, comme leurs voisins, nous avons vu quels piètres résultats il donnait !...

Nous avons une grande tendance à critiquer les institutions, les différents rouages de notre organisme social et économique, lorsqu'ils ne donnent pas entière satisfaction. Nous sommes disposés à attendre tout

(1) JOUBERT et CHEVALLIER, *De l'agriculture en Sologne* (Paris, 1845).

d'un changement d'institutions ; et, lorsqu'il est fait, nous sommes étonnés que tout ne soit pas modifié et n'aille pas mieux qu'auparavant. Or, c'est l'homme qui fait la valeur d'une institution et non celle-ci qui crée la valeur de l'homme.

Une réforme législative ou économique, modifiant les rapports des hommes entre eux ou les conditions de la production ne peut être féconde que si nous-mêmes nous sommes modifiés, améliorés, et rendus capables de l'utiliser et d'en profiter.

Aussi bien, en Sologne, ne devait-on s'en prendre ni au faire-valoir, ni au fermage, ni au métayage, si la terre rapportait de minimes produits. Sans doute les baux eussent pu être mieux établis, les obligations imposées aux fermiers plus précises, plus prévoyantes et de nature à améliorer les fermes, mais, même lorsqu'elles étaient claires, les fermiers ne les remplissaient pas, — notamment en ce qui concernait le curage des fossés, si utiles en Sologne. — Il était du droit et du devoir du propriétaire de les y astreindre, dira-t-on. — Mais que faire contre des gens, presque insolubles, qui vous opposent la force d'inertie ? — Les changer ? — A quoi bon ? Leurs successeurs auraient agi de même !...

On a reproché, d'autre part, aux baux d'être de trop courte durée : trois, six, neuf ans.

Assurément, avec un long bail à ferme on a beaucoup plus d'intérêt à faire des améliorations, à bien cultiver, à ne pas épuiser ses terres ; mais pour se *lier* ainsi pen-

dant de longues années, il faut avoir confiance dans son locataire. Les fermiers de cette époque méritaient-ils celle de leurs propriétaires ?... Au surplus, les propriétaires, toujours absents pour la plupart, ne pouvaient connaître ou distinguer les rares cultivateurs qui auraient été véritablement dignes de leur confiance.

Le *métayage* exigeait leur présence effective pour fonctionner normalement : et nous savons qu'il avait été presque abandonné, pour cette raison.

Nous lisons également à ce sujet dans Deloynes de Gautray le passage suivant :

« Les reproches qu'on adresse aux fermiers de Sologne, sous le rapport de la probité, sont particulièrement dirigés contre ceux qui donnent à leur maître, au lieu de fermage, une part dans la récolte et dans le troupeau. Si ces reproches sont fondés, il faut peut-être en accuser ce mode de fermage. En effet, non seulement il permet au fermier de commettre trop souvent des vols manifestes, mais il lui fournit sans cesse l'occasion de fraudes indirectes et de larcins déguisés. Qu'on établisse le fermage à moitié en Beauce, et l'on verra si les riches laboureurs donnent moins de sujets de plaintes à leurs maîtres que les pauvres métayers de la Sologne !... (1) »

Ne trouverait-on pas dans la misère si grande du

(1) DELOYNES DE GAUTRAY, *Eloge de la Sologne* (Orléans, 1851).

paysan et l'éloignement du propriétaire quelque excuse à ces fraudes et à ces larcins ?...

En délaissant ainsi leurs terres, en refusant de faire le moindre sacrifice, la moindre avance, les propriétaires se rendaient responsables, pour une large part, des mauvais résultats du fermage et du métayage dans le pays solonais.

D'un autre côté, devait-on attribuer uniquement au sol les médiocres rendements, — ce que semblaient croire à la fois propriétaires et fermiers ? — Son infertilité était-elle irrémédiable ? Ou bien les cultivateurs auraient-ils pu, avec leurs faibles ressources, améliorer la terre et augmenter sa production ?

Nous allons essayer de répondre à cette question.

Suivons donc, quelques instants, le paysan de Sologne à travers sa lande où vivent ses maigres troupeaux.

Nous avons déjà vu que la terre se louait très bon marché en Sologne. Le cultivateur ne chercha donc pas à restreindre ses ambitions territoriales.

Souvent le paysan, qu'il soit propriétaire ou locataire, veut « cultiver grand ». Dans sa pensée économique fort simpliste la terre seule est une richesse, et, sans souci des conditions essentielles d'une bonne production agricole, il croit profondément que plus sa charrie « tournera » d'arpents, plus il récoltera. Et puis, à quoi bon prendre une petite ferme quand pour un prix dérisoire on en loue une très grande ?

Aussi bien, les propriétaires supprimaient de plus en

plus les petites, pour éviter l'entretien des bâtiments et ils rattachaient les terres aux grands domaines.

Bref, en Sologne au milieu du siècle dernier, il n'y avait guère que de grandes exploitations ; la moyenne était de 100 à 200 hectares. Certaines fermes atteignaient 500 hectares.

Comment le fermier répartissait-il ses cultures sur ces vastes superficies ?

D'après Joubert et Chevallier, « sur une propriété de « 200 hectares, un cultivateur du pays emblave 20 hectares de seigle, 20 hectares de sarrazin, 4 hectares d'avoine, 1 hectare de pommes de terre. Il reste « 20 hectares de jachère. Le reste est en bruyères et « pâtureaux. En tout, 65 hectares en valeur, et 135 en « friche (1). »

En somme, un tiers de la ferme était cultivé ; un quart seulement portait des récoltes.

M. Mairesse, dans son remarquable ouvrage sur la Sologne, a fait, croyons-nous, une erreur en indiquant le septième environ : « Sur une surface de 250 à 300 hectares, — écrit-il, — 35 ou 40 seulement portaient des récoltes » (2).

Cette erreur provient certainement du manque de clarté du passage de Joubert et Chevallier, cité par M. Mairesse et sur lequel il s'est basé :

(1) JOUBERT et CHEVALLIER, *op. cit.*

(2) MAIRESSE, *Economie rurale de la Sologne*.

« La majeure partie des fermes de Sologne se compose « de 100 à 400 hectares », suivant ces deux auteurs ; puis ils indiquent ce que cultivent habituellement les fermiers du pays : 15 à 20 hectares de seigle ; 18 à 20 de sarrazin ; 2 à 3 d'avoine ; 1/2 hectare de pommes de terre ; 40 à 50 hectares de jachère. Mais ils ne spécifient pas ce qui reste en landes et bruyères, et n'indiquent pas sur quelle étendue *totale* leur répartition s'applique. — A la moyenne, devrait-on penser, c'est-à-dire 250 à 300 hectares, — surface indiquée par M. Mairesse. Mais plus loin, page 92, Joubert et Chevallier, pour une ferme de 200 hectares, donnent une répartition différente ; c'est celle que nous avons citée, car elle nous paraît beaucoup plus claire et elle a le mérite d'être conforme, à très peu près, à celle de Beauvallet (1), qui écrivait à la même époque, à l'enquête de 1848, et à la statistique de M. Brongniart, que nous avons citées précédemment.

Quoi qu'il en soit, la partie cultivée — un tiers environ d'une *ferme*, — se trouvait être précisément composée des terres les plus stériles (2). Le métayer ou fermier n'avait pas eu le choix : elles lui avaient été imposées par la nature, parce qu'il n'avait pas su ou pu lutter contre elle.

(1) BEAUVALLET, *op. cit.*

(2) Ainsi que l'a soutenu Carey réfutant la théorie de la rente foncière, les premières terres cultivées n'ont pas toujours été les plus fertiles.

Lors de la prospérité relative de la Sologne au xvi^e siècle (dont nous dirons quelques mots plus loin), on avait remédié à l'humidité naturelle du sol par des fossés d'assainissement, qui avaient rendu possible la culture dans les terres les plus fertiles.

L'écoulement des eaux avait été déjà, à cette époque lointaine, l'objet de soins particuliers ; mais lorsque les guerres de religion, l'exagération des impôts, les disettes, les épidémies eurent dépeuplé la Sologne, les fossés ne furent plus entretenus ni les rivières curées. Il advint alors que les terres productives furent envahies par les eaux la plus grande partie de l'année et soustraites à la culture ; la plupart se couvrirent de bruyères et les prés bas, continuellement submergés, furent infestés par les joncs et autres plantes aquatiques.

Que restait-il alors pour être ensemencé ? Des sables arides, redoutant d'autant moins l'humidité que la couche siliceuse était plus profonde et rendait la terre plus infertile.

Voilà donc les deux parties d'un domaine en Sologne : la première, la plus vaste, devait nourrir le bétail ; la seconde assurer le pain du fermier.

Les prés, situés le long des rivières, ne donnent que de mauvaises herbes, des joncs, des carex, des rumex, des renoncules, à peine acceptés par le bétail ; et souvent il est impossible de les faucher tant ils sont humides (1).

(1) En 1746, les cultivateurs d'une paroisse voisine de Chambord, appartenant alors au maréchal de Saxe, lui présentèrent une

Si, par hasard, les prés sont sains, ils ne donnent qu'une herbe rare et petite, à peine « fauchable » ; car, bien entendu, ils ne sont jamais amendés ni fumés ; ils ne sont même pas nivelés ; les trous restent toujours pleins d'eau, les parties hautes sont brûlées ; et pourtant de simples rigoles, nécessitant quelques coups de bêche de temps à autre, eussent à la fois permis d'irriguer et d'assainir bien des prés.

Le foin d'une dizaine d'hectares de ces mauvais herbages, dans une ferme de 200 hectares, constituait la seule ressource pour nourrir, l'hiver, les animaux.

Si l'on suppose l'hectare de pré donnant 2.500 à 3.000 kilogrammes de foin sec, cela faisait une récolte totale de 30.000 kilogrammes environ ; en admettant une bonne qualité, — qui n'existait pas, — il y avait de quoi entretenir huit bœufs pendant six mois... Et c'est avec cette faible et médiocre nourriture, à laquelle il mêlait de la paille, que le cultivateur solonais devait tâcher d'assurer l'existence, pendant la mauvaise saison, à trois cents moutons, une trentaine de bêtes à cornes et deux ou trois chevaux !

requête, où ils exposaient « que les prés, *depuis le mauvais entretien des rivières*, étaient submergés ;... que l'agriculture n'avait plus d'autres ressources pour la nourriture de ses bestiaux que dans les herbes des chaumes. Ils lui demandaient qu'on leur permit de faucher le tiers de leurs terrains couverts de ces fourrages ». Les règlements de la Capitainerie portaient défense à tous cultivateurs du ressort de couper aucun chaume ni de mener paître les bestiaux dans lesdits chaumes avant le 15 août.

Il fallait, il est vrai, un bien mauvais temps pour que le bétail ne profitât pas du pâturage, bien maigre aussi, des vastes plaines de bruyères et de quelques taillis rabougris.

Seuls, les rustiques moutons « solognots » supportaient assez bien ce dur régime. Infatigables, ils utilisaient ces vastes « parcours », glanant de ci de là leur nourriture.

Malheureusement, les fermiers, qui n'ayant rien à leur donner à la bergerie, envoyaient constamment leurs troupeaux dehors, en arrivèrent très vite à cette idée : que « les moutons ne peuvent vivre qu'aux champs ».

Venait-il une année humide, les plantes aquatiques marécageuses, si abondantes en Sologne, se chargeaient de distomes ; et des troupeaux entiers, qui venaient chercher leur vie sur ces pâturages mouillés, tombaient malades et étaient décimés par la « cachexie aqueuse ».

Malgré tous ces déboires l'élevage du mouton était la moins mauvaise opération du cultivateur Solonais, car elle nécessitait très peu de frais et le produit brut était presque un produit net.

Il n'en allait pas de même pour les bêtes à cornes qui peuvent, moins bien que les ovins, utiliser les maigres pâturages.

Notre pauvre paysan ne voyait pas, ne comprenait pas quel était le rôle du bétail dans une ferme et comment son exploitation pouvait être rémunératrice. Il cherchait bien avoir *beaucoup* de bêtes comme il avait cherché à avoir *beaucoup* de terres, sans se de-

mander dans quelles conditions elles étaient réellement productives. Il ne concevait pas que le bétail devait transformer en argent, et avec avantage, les récoltes servant à sa nourriture ; il ne distinguait pas dans celle-ci la ration d'entretien qui doit assurer la vie, et la ration de production qui doit se transformer en viande, en lait, en travail. Donner seulement la ration d'entretien, c'est prendre de la peine et faire des frais pour placer son argent sans stipuler d'intérêts ; mieux vaut le garder dans son « bas de laine ! »

C'est pour avoir méconnu ce principe que le cultivateur Solonais avait des vaches chétives, sans charpente, rebelles à l'engraissement, donnant péniblement dix kilogrammes de beurre en une année, alors qu'une bonne vache normande les procure en dix jours ; des moutons dont le développement de trop longue durée augmentait inutilement et sans compensation le chapitre des dépenses ; des chevaux qui, à trois ans, ne pouvaient être vendus que deux cents francs ; des bœufs qui, après l'hivernage, étaient à peine capables de se tenir debout : (il fallait attendre, avant de les faire labourer, qu'ils aient mangé de l'herbe nouvelle) ; c'est avec de pareils « moteurs » qu'il fallait travailler les terres !...

On mettra huit bœufs à une charrue, deux hommes pour les conduire ; et cet attelage imposant ne pourra passer que dans des sables légers qui n'offrent pas de résistance. On aura une charrue spéciale, à deux « oreilles », qui ne rentrera qu'à quatre ou cinq centi-

mètres dans le sol, mais qui ira deux fois plus vite que l'autre et permettra ainsi « d'emblaver beaucoup plus grand »...

Et, dans ces terres siliceuses manquant de cohésion, privées d'humus, où il aurait fallu des fumures organiques considérables, pour entretenir la fertilité du sol, on va éparpiller quelques voitures d'un fumier lessivé par la pluie l'hiver, desséché par l'ardeur du soleil l'été, et que le maigre bétail aura produit pendant ses rares séjours à la ferme.

Sans doute le seigle et le sarrazin, — les plantes des pays pauvres, — arriveront à pousser ; mais, ne trouvant aussi qu'une nourriture trop parcimonieuse, ils végèteront : ils ne pourront point prospérer (1).

En diminuant sa surface cultivée et en concentrant ses efforts et ses semences sur une étendue moins grande, le cultivateur solonais aurait allégé ses charges et augmenté sa production ; de même qu'en supprimant quelques têtes de bétail et en donnant aux autres toute la nourriture, il aurait réalisé un produit net plus considérable.

Par cette simple opération, — sans parler de l'amélioration de ses prés, assez facile dans la plupart des cas, ni du défrichement des bruyères, permettant de remplacer ses terres usées par des terres neuves, — il lui

(1) Le rendement des seigles, dans l'ancienne Sologne, était 5 à 6 hectolitres par hectare.

était possible de rendre plus productif le sol ingrat de la Sologne.

Mais, à cette époque, s'il ne le faisait pas ce pouvait être beaucoup par ignorance. Et devait-on le rendre responsable de cette ignorance quand, tout autour de lui, on cultivait de la même façon ?...

Dans cette première phase de la lutte entre l'homme et la Nature — que M. Marcel Monmarché a narrée dans son étude magistrale sur la Sologne, — la Nature sortait triomphante : elle avait reconquis sur l'homme les terres qu'il lui avait prises, les avait rendues inviolables, et consentait seulement à lui faire l'aumône des plus misérables pour lui faire gagner son pain.

Recherchons maintenant quels obstacles la Nature avait placés entre elle et l'homme, et pour quelles raisons il n'avait pas pu les vaincre.

CHAPITRE IV

LES CAUSES DE CET ÉTAT DE LA SOLOGNE

La situation géologique de la Sologne était la cause profonde de sa misère. C'est elle qui avait gêné sans cesse l'homme dans son effort de production.

Étudions-la donc, rapidement, afin de mieux nous rendre compte des difficultés que l'on avait à surmonter pour donner un peu de prospérité à cette malheureuse contrée.

Sur ce point tout spécial de la géologie, nous citerons M. Mazure :

« Le terrain de craie qui contourne tout le bassin de
« Paris limite, au sud, les terrains de la Sologne : en
« outre, il s'étend sans discontinuité sous les alluvions
« de la Sologne et sous les terrains tertiaires qui appa-
« raissent au nord ; de sorte que tous les terrains solo-
« nais se trouvent contenus dans une vaste cuvette de
« craie.

« Dans les derniers remaniements géologiques, opérés
« par le déplacement des eaux qui a mis fin à la for-
« mation du terrain tertiaire, s'est creusée au milieu

« des couches des terrains de craie et des terrains ter-
« tiaires, sur leurs limites séparatives, une cavité pe-
« tite, si on la compare à la cuvette de craie du grand
« bassin de Paris, mais immense encore par elle-même.
« C'est dans cette cavité que se sont déposées les allu-
« vions qui composent les terrains de la Sologne.

« L'épaisseur de ces alluvions est énorme au centre
« de la Sologne ; dans les sondages pratiqués à Vannes,
« à Isdes, à Souvigny, à Sennely, il a fallu traverser
« des couches superposées de sable et d'argile, à des
« profondeurs de 30 à 60 mètres, avant d'arriver aux
« terrains calcaires. L'épaisseur va naturellement en
« diminuant quand on s'approche des bords saillants
« de la cuvette ; ce qui fait qu'on trouve sur les confins
« de la Sologne les couches de calcaires à de faibles pro-
« fondeurs.

« Les terrains de la Sologne sont dans des terrains de
« transport ; ce sont des alluvions formées des produits
« de la désagrégation sur place des terrains primaires
« et des roches plutoniques des montagnes du centre
« de la France. Ces sédiments ont été arrachés et en-
« traînés par de violents courants d'eau qui, partis du
« plateau de l'Auvergne, se sont frayé des chemins à
« travers les vallées creusées par la Loire, l'Allier et le
« Cher. Ces courants ont laissé déposer une partie de
« ces alluvions sur les points du sol où ils sont devenus
« moins rapides et particulièrement dans la cuvette so-
« lonaise qu'ils ont trouvée sur leur passage...

« D'après cette origine géologique, on peut prévoir
« que les minéraux de ces alluvions seront de même na-
« ture que ceux qui composent les sédiments des ter-
« rains primaires et les roches plutoniques elles-mêmes
« c'est-à-dire de la silice isolée, comme dans le quartz,
« et des silicates où la silice est combinée aux bases
« alcalines et terreuses. *Le calcaire ne s'y rencontre ja-*
« *mais* ; et c'est en effet ce que prouve l'analyse miné-
« ralogique directe (1). »

Donc, le sable et l'argile sont les deux éléments qui vont constituer le terrain de la Sologne. Tantôt nous trouverons le sable presque pur, alors nous aurons une terre sans consistance, sans pouvoir absorbant, très perméable. A l'opposé, nous trouverons des terres argileuses, compactes, où l'eau de pluie séjournera. Rarement le sable et l'argile seront mélangés dans d'heureuses proportions assurant une certaine compacité au sol sans entraîner son imperméabilité. Les couches de sable alternent avec celles d'argile, et sur le premier banc argileux imperméable se trouvera une nappe d'eau stagnante, rarement plus profonde que deux mètres, souvent dépassant la surface du sol et constituant un étang. La présence, à une faible profondeur, de cette nappe d'eau souterraine est une des caractéristiques du terrain solonais.

(1) FÉLIX MAZURE, *Etudes sur les terrains agricoles de la Sologne*. — Orléans, 1870.

Naturellement, au moment des grandes pluies d'automne et de printemps, cette nappe d'eau s'élèvera et transformera en marais la plupart des terres. Le manque de relief de la Sologne viendra accentuer encore cette humidité et rendra l'assainissement plus difficile.

Voilà donc de grandes étendues de terrains perdues pour l'agriculture ! Certaines sont recouvertes d'eau presque toute l'année ; et il est par suite impossible de leur donner les façons culturales nécessaires pour l'ensemencement. Et quand bien même cela serait possible, les plantes cultivées ne pourraient s'y développer : leurs racines, arrivées à la couche d'eau stagnante du sous-sol où sont entraînées les matières organiques, débris des plantes qui ont végété sur le sol, se corrompraient au contact de ces résidus putréfiés et ne pourraient puiser leur nourriture dans ce milieu acide, impénétrable à l'air, inoxydable. Les céréales, la betterave, les racines en général, les pommes de terre, la majeure partie des plantes formant les prairies artificielles, périssent dès qu'elles sont en contact avec ces eaux stagnantes.

Il fallait donc, pour que l'agriculteur pût profiter des meilleures terres en Sologne, établir des drainages sérieux, étudier d'une façon complète le problème capital de l'écoulement des eaux, ou, faute de moyens pour le faire, abandonner ces terres et se contenter des sables profonds, terres éminemment maigres et ne pouvant guère produire que du seigle et du sarrazin. C'est à ce dernier parti, comme nous l'avons vu, que s'étaient

rangés les cultivateurs solonais de l'époque que nous étudions. Bien entendu, ils n'avaient pas opté librement, ne concevant pas alors une autre manière d'opérer : trop faibles, ils ne pouvaient secouer le joug de la nature.

Ils avaient bien tenté d'augmenter artificiellement l'épaisseur de la couche arable, quand elle était mince et reposait sur de l'argile, en labourant à « billons » : c'étaient des sortes d'ados constitués par deux bandes de terre renversées l'une sur l'autre ; ils alternaient par conséquent, avec des sillons aussi larges qu'eux-mêmes, facilitaient l'évaporation des eaux et en assuraient dans une certaine mesure l'écoulement, ou tout au moins la concentration, là où elles pouvaient faire le moins de mal.

Ce palliatif insuffisant, — et qui n'allait pas sans de graves inconvénients, — avait surtout le mérite d'être établi par le labour ordinaire de la charrue du pays, à deux « oreilles ». On peut même se demander si les Solonais avaient bien perçu cet avantage lorsqu'ils créèrent cet instrument aratoire, établi surtout pour « labourer grand » dans des terres sableuses ?...

Quoi qu'il en soit, les eaux avaient rejeté ces pauvres laboureurs dans les terres les plus stériles, où ils n'étaient même pas toujours en dehors de leurs atteintes.

Cet excès d'eau n'avait pas été nuisible seulement à l'agriculture ; il avait eu d'autres conséquences funestes à la prospérité du pays. Les eaux stagnantes créaient

partout des marécages qui, à demi desséchés pendant l'été, devenaient de véritables foyers d'émanations pestilentiellees. L'insalubrité de la Sologne était proverbiale ; nous avons vu dans un précédent chapitre quelles tristes influences elle avait eues sur la population : nous n'y reviendrons pas.

C'est encore cette pernicieuse humidité qui, — directement en rendant difficile l'entretien des routes, indirectement en amenant l'infertilité et l'insalubrité dans le pays, — empêchait de doter la Sologne d'un réseau de voies de communication convenables. Les chemins, jamais entretenus à cette époque, étaient de « véritables fondrières » absolument impraticables.

En novembre 1850, le ministre de l'Agriculture et du Commerce, venu pour visiter la Sologne, est obligé de renoncer à sa voiture et de parcourir à pied les chemins, tant ils sont « difficiles ».

Voilà donc une contrée presque sans débouchés, privée des bienfaits de l'échange. Sa production va se trouver fâcheusement influencée par cette mauvaise situation économique.

Produire pour lui et pour sa famille sera l'unique but du cultivateur solonais ; s'il produit peu, il restreindra ses besoins. Comment être incité au progrès avec une pareille économie rurale !...

Ce pays fermé, sans rapports avec ses riches voisins, restera étranger à leur développement, à leurs progrès ; et tandis que ceux-ci seront constamment vivifiés par

le capital, par la science, il deviendra, lui, la citadelle de la routine et de l'ignorance !...

Les propriétaires eux-mêmes qui, à tous points de vue, auraient pu être un trait d'union entre la Sologne et les autres pays, et lui apporter avec le savoir les premières avances nécessaires à son progrès, avaient, — comme nous l'avons vu, — abandonné pour la plupart leurs propriétés improductives, d'un accès difficile et dont le séjour était si insalubre.

Toutes ces causes secondaires de la misère économique de la Sologne, dérivées, en définitive de l'excès d'humidité, agissaient et réagissaient les unes sur les autres, augmentant leurs effets, mais toujours dans un sens défavorable à cette région déshéritée.

Une seconde caractéristique des terrains solonais, qui provient de leur situation géologique, est le manque de calcaire. On sait le rôle important que joue cette substance dans l'amendement des terres et la nutrition des plantes. Mais elle était nécessaire en Sologne plus qu'ailleurs peut-être, pour neutraliser dans les « terres noires » l'acidité des matières organiques qui rend toute nitrification impossible ; y apporter du calcaire c'était donner de l'utilité à toutes ces réserves d'humus et rendre les plus fécondes les terres qui étaient jusqu'alors les moins fertiles.

Telles sont les deux grandes barrières par lesquelles la Nature s'opposait au développement de la Sologne : il fallait les renverser pour assurer la prospérité de ce

pays ; mais on devait d'abord bien les reconnaître pour ne pas chercher aveuglément les moyens de les démolir.

C'est précisément pour avoir établi la prospérité relative de la Sologne, au xv^e et au xvi^e siècle (1), par des moyens détournés, méconnaissant les vraies causes du mal, que l'on ne fit pas œuvre durable.

Mais au début du xix^e siècle, la Science venait de faire d'énormes et rapides progrès ; on pensait à l'appliquer sérieusement à l'agriculture ; la chimie et la physique agricoles commençaient à se développer et éclairaient d'un jour nouveau les lois qui régissent la production du sol. La terre était en faveur, l'agriculture

(1) Un fait généralement ignoré, c'est que, pendant deux siècles environ, la Sologne connut la prospérité. Ceux qui ont écrit sur cette contrée dans la première moitié du xix^e siècle et, plus récemment, M. Denizet, dans son ouvrage si complet et si documenté, en ont donné des preuves convaincantes, que nous allons brièvement résumer :

1° On trouvait un grand nombre de fondations autour et souvent loin des villages, qui, par conséquent, étaient beaucoup plus peuplés ;

2° Il existait un nombre considérable de moulins, qui, après le xvii^e siècle, furent abandonnés ;

3° Par une grande division de la propriété, dans beaucoup de communes, et surtout dans celles de Dhuison en Gault, Montrieux-en-Gault, Vernon, la plus grande parcelle de la plupart des terrains n'avait pas un hectare ; et tout le pays, ainsi morcelé, était en majeure partie travaillé à bras (BEAUVALLLET, pages 17 et suiv.) ;

4° Au commencement du xvi^e siècle, son territoire était encore « en majeure partie, couvert de bois ; l'autre partie était divisée

française allait rompre avec les vieux errements et prendre son essor.

La Sologne, au milieu de la prospérité générale, apparaissait plus misérable encore, avec ses marécages, ses friches et ses bruyères ; elle devait enfin attirer l'attention et la pitié.

« en deux cultures principales : la vigne et les céréales : Le quart de
« la Sologne était en vignes. Ce fait est encore aujourd'hui irrécusable ; car, dans toutes les communes où il existe beaucoup de
« bruyères, les traces des échemaux (dispositions de terrain pour
« la plantation et la culture de la vigne) y sont encore très-apparentes » et beaucoup d'anciens titres le prouvent positivement. »
(BEAUVALLÉ, *op. cit.*).

La culture de la vigne, qui exige beaucoup de main-d'œuvre, nécessitait une forte population ;

5° Dans des actes du xvii^e siècle, les bruyères sont désignées par les expressions de *vignes, terres* ou *prés* en désert, ce qui prouve qu'il y avait peu ou pas de bruyères dans l'ancienne Sologne et qu'elles apparurent dans les prés, terres, vignes, qui peu à peu étaient délaissés ;

6° « Des états de dîmes ecclésiastiques démontrent qu'alors les
« grains récoltés étaient triples de ce qu'ils sont aujourd'hui (1789) »
D'AUTROCHE, *Mémoire sur l'amélioration de la Sologne*.

7° La culture du chanvre, très épuisante, était cependant très importante dans l'ancienne Sologne. Des anciens titres contiennent des articles désignés sous les titres de « planches à chanvre ».

Enfin, un grand nombre d'étangs sont grevés du droit de « rouir le chanvre ».

Tous ces faits prouvent la présence d'une forte population et la fertilité des terres.

La Sologne fut à son apogée sous Louis XII et François I^{er}. — Louis XII tint sa Cour à Blois. La duchesse d'Angoulême fixa sa résidence à Romorantin ; et François I^{er}, passionné chasseur, attiré par la giboyeuse Sologne, fit construire Chambord.

C'est alors que des hommes de bien, de Laage, de Tristan, de Froberville, d'Autroche, Bigot de Morogues, consacrèrent leurs efforts, leur science, leur temps et leur argent à l'amélioration de cette malheureuse con-

« De semblables hôtes, suivis de tous les grands seigneurs ont « dû y attirer une nombreuse population et avoir la plus grande influence » sur l'agriculture : « tous les genres de production y « trouvaient nécessairement leur débouché ».

(BOURDON, *Mémoire sur la Sologne*, Orléans, 1840).

En somme, la Sologne devait, alors, sa prospérité à son abondante population fournissant une main-d'œuvre considérable. Plus de la moitié des terres étaient cultivées à la main !... Sur sa petite parcelle, le propriétaire établissait des fossés d'écoulement ; et, dans les endroits particulièrement humides on creusait un étang. La Sologne arriva à en compter plus de deux mille. Voilà comment avait été résolu le problème des eaux.

Nous avons vu que la deuxième *cause* de l'infertilité des terres en Sologne était le manque de calcaire. Quel remède avait apporté la Sologne du *xvi^e* siècle ? ou, pour mieux dire, comment ne sachant pas et ne pouvant savoir que le calcaire était nécessaire à la végétation des plantes, le Solonais avait-il pu rendre productives les terres de ce pays ?

La moitié de la Sologne était en bois, le quart en vignes ; voilà deux productions qui n'exigeaient pas la présence en quantité notable du carbonate de chaux dans le sol. L'autre quart de la Sologne comprenait les prés naturels, les étangs, enfin les terres. Ces dernières, copieusement fumées, convenablement assainies, parfaitement ameublies et aérées par le travail à la main, travaillées, en un mot, un peu comme des jardins, donnaient des récoltes satisfaisantes, sans apport de calcaire ; elles n'étaient pas saturées, — comme elles le furent plus tard, après deux siècles d'abandon, — de matières acides organiques, nuisibles aux plantes ; à ce moment, le calcaire devient presque indispensable, pour jouer, en dehors de son rôle ordinaire, celui d'anti-toxine (Expérience de Withney).

trée. Ils eurent le mérite de découvrir scientifiquement les véritables causes de la stérilité de la Sologne...

Felix qui potuit rerum cognoscere causas...

La fertilité relative de la Sologne était due à des travaux et à des cultures rendues possibles par un travail manuel considérable plutôt qu'à l'exécution d'un plan d'ensemble, savamment conçu et cherchant à renverser, d'une façon définitive, les obstacles à la prospérité du pays. On avait fait un grand détour pour passer de l'autre côté, on n'avait pas déblayé la route.

Quand, pour les causes que nous allons énumérer, la population diminua en Sologne, le pays devint le désert que nous avons décrit.

Les guerres de religion furent la première et la principale cause de la dépopulation. « Le protestantisme fit de tels progrès en Sologne que bientôt il n'y eut pas un village, si petit qu'il fût, qui n'élevât un temple pour les nouveaux croyants. » (BEAUVALLÉ).

« La Sologne, alors isolée, couverte de bois, sans communication aucune avec la capitale, était sans contredit le pays le plus propre à cacher une croyance persécutée » (*Quelques réflexions sur la Sologne, sans nom d'auteur*, citées par DENIZET, *op. cit.*).

La lutte religieuse fut particulièrement vive dans la Sologne, « qui vit couler à flots le sang de ses habitants. » Beaucoup abandonnèrent terres, fortune, patrie ; « et leurs biens confisqués furent donnés à des capitaines qui n'avaient point assez d'argent pour les faire cultiver. » (Voir BEAUVALLÉ, *op. cit.*, p. 98 et suiv.).

Les guerres continuelles du XVII^e siècle vinrent encore affaiblir une population déjà si éprouvée, en lui enlevant précisément ses éléments les plus précieux. Les fossés d'écoulement ne furent plus entretenus ; les étangs, négligés, furent envahis par les joncs, les roseaux et s'étendirent à plat : « ils devinrent autant de marais pestilentiels et les travaux qu'ils avaient coûtés ne servirent qu'à rendre le pays plus malsain et plus misérable qu'il n'avait jamais été. » (MARCEL MONMARCHÉ, *Etude sur la Sologne*).

Enfin les seigneurs suivirent la Cour à Paris, et amenèrent ce mal dont la Sologne souffrit pendant deux siècles « l'absentéisme ».

Et c'est à ces hommes savants et généreux qu'elle doit ses premiers pas sur la voie du progrès où nous allons la suivre maintenant.

« On conçoit que, la Cour se fixant à Paris, il dut s'opérer une
« révolution bien triste pour la Sologne : comme toujours, les
« princes furent suivis des grands seigneurs et ceux-ci de tous
« ceux qui leur étaient attachés par intérêt ou par affection. Les
« denrées devenues trop abondantes ne se vendirent plus qu'à vil
« prix, faute de débouchés ; et, loin de diminuer les impôts dans la
« proportion des pertes que ces circonstances firent éprouver aux
« producteurs, on les augmenta considérablement à cause des
« guerres qui affligèrent la France pendant quarante ans. La per-
« ception, mise en ferme, devint de plus en plus vexatoire. Enfin,
« le mal devint si grand que tous les petits propriétaires furent
« obligés de vendre leurs biens aux grands seigneurs ; et c'est ainsi
« que se sont formés les grands domaines qui existent aujourd'hui,
« et qui, exploités par de malheureux fermiers, sans moyens, sans
« appui, ont dû être négligés au point que les champs les plus fer-
« tiles se sont naturellement convertis en accrues de mauvais bois,
« en marécages et en plaines de bruyères et de chardons que nous
« voyons encore. » (BOURDON, *Mémoire sur la situation agricole de*
« *la Sologne*. — Orléans, 1840).

DEUXIÈME PARTIE

La Transformation de la Sologne

CHAPITRE PREMIER

INTERVENTION DES POUVOIRS PUBLICS

§ 1. — *Considérations générales.*

L'essor de la Sologne date de 1850 ; il dure toujours ; mais, dans les vingt années qui suivirent, cette région va se transformer, se développer avec une rapidité prodigieuse. On sent « qu'elle est partie », suivant l'heureuse expression de M. Thuault de Beauchêne, et qu'elle ne saurait revenir en arrière, à cet état d'engourdissement et de vie végétative dans lequel nous l'avons trouvée.

Mais pourquoi ce déclanchement si subit, ce brusque départ vers le progrès ? Comment la Sologne délaissée, méprisée, à laquelle on refusait tout avenir, devint-elle vers 1850 l'objet des sollicitudes de l'Etat ? Comment attira-t-elle les propriétaires de son sol, qui surent recourir à l'association pour mieux aider à la transformer ?

Nous allons rechercher les circonstances qui au milieu du siècle dernier favorisèrent l'union, la collaboration à une même œuvre des forces de l'État, des personnes morales et des particuliers, d'où sortit la Sologne nouvelle.

« L'évènement qui apporta peut-être l'appoint le plus « considérable à la nouvelle colonisation fut la chute de « la Restauration, dont la conséquence fut de donner « une retraite anticipée, volontaire ou non, à nombre « de fonctionnaires et de militaires qui vinrent occuper « leurs loisirs forcés en Sologne ; et c'est à peu près de « 1830 que datent les grands progrès faits en agriculture « et en sylviculture (1). »

On commençait donc à résider en Sologne, où la chasse constituait un grand attrait. Ce mouvement, lent au début, s'accroissait peu à peu.

Nous avons cité les noms de ceux qui, à la première heure, se dévouèrent à la cause solonaise ; ils donnèrent l'exemple ; il fut suivi.

On parlait déjà des améliorations à faire. Des projets d'ensemble avaient été établis ; on commençait à penser à un canal de dessèchement et d'irrigation qui traverserait la Sologne de l'est à l'ouest. C'est même sous le facile prétexte d'exécuter ce canal qu'en 1848 le Gouvernement installa des « ateliers nationaux ». Mais à ce

(1) J. DE SAINT-VENANT, *La vieille Sologne militaire et ses fortifications* (1892).

moment le souci de se débarrasser d'une clientèle un peu gênante devait primer le désir d'être utile à la Sologne, si digne d'intérêt fut-elle.

La grande ligne ferrée du Centre, l'une des premières construites et qui traversait la contrée solonaise en plein milieu, d'Orléans à Vierzon, avait contribué à la faire connaître et en facilitait l'accès.

Enfin le Prince-Président, que des liens de famille rattachait à la Sologne, alla lui-même la visiter et se rendit acquéreur des domaines de La Motte, où fut instituée une ferme-école. Il envoya son ministre de l'Agriculture et du Commerce étudier les premières bases sur lesquelles on pouvait édifier une Sologne prospère. La question était posée ; il s'agissait de la résoudre.

Nous avons vu qu'il importait au plus haut point de modifier le régime des eaux. C'était d'un intérêt capital : la fertilité et la salubrité étaient à ce prix.

Nous savons quelle solution l'initiative privée, sans le secours de l'Etat, avait donnée à ce problème dans l'ancienne Sologne. L'eau surabondante des terres était conduite par des rigoles et fossés d'assainissement vers des réservoirs qui devinrent des étangs. L'expérience a condamné ce système dangereux. Pour modifier le régime des eaux d'une contrée entière, il fallait un plan d'ensemble et des travaux qui rendaient nécessaire l'intervention de la Puissance publique.

C'est encore à la Puissance publique qu'incombait le rôle d'établir un réseau de voies de communication, qui

permettraient le transport du calcaire indispensable à la fertilité du sol et ouvriraient des débouchés ; de créer des fermes-modèles qui, sous le contrôle du Gouvernement, assureraient dans une certaine mesure l'instruction agricole, et de faire en un mot un milieu économique favorable à la production.

L'initiative privée, la force de l'association pouvaient aussi jouer un rôle utile et apporter leur pierre à cet édifice.

Mais il appartenait à l'Etat d'en établir les bases solides.

Que la valeur de l'initiative privée et de l'association n'en soit pas diminuée !... Elles eurent le mérite d'être presque toujours les inspiratrices de l'Etat. L'idée venait d'en bas ; la réalisation, d'en haut. Mais l'œuvre de l'Etat allait permettre à l'initiative des particuliers de s'exercer dans toute la plénitude de ses moyens. Et tel devrait bien être le rôle des Pouvoirs publics à ce sujet : élargir sans cesse le champ d'activité de l'effort individuel, sans jamais le restreindre ou s'y substituer.

L'œuvre de l'Etat fut considérable. C'est de son intervention, dont il n'eut pas toujours le mérite, que date la transformation de la Sologne.

Pour ces raisons nous allons l'étudier en premier lieu ; nous déterminerons ensuite la part qui revient à l'initiative privée et aux associations dans cette réorganisation économique.

§ 2. — *Les Canaux.*

Le projet d'établissement d'un canal traversant la Sologne était considéré, à l'époque que nous étudions, comme la plus indispensable et la plus pressante des améliorations d'ordre général.

Déjà au xve siècle, Léonard de Vinci, — que François I^{er} avait chargé d'étudier les moyens de favoriser le développement de la Sologne, — avait rédigé un projet comportant l'établissement d'un canal d'irrigation (1).

Les assemblées provinciales du Berri, en 1780-82-86, réclamèrent, dans l'intérêt à la fois de la nation et de leur province, la jonction de la Loire et du Cher par un canal navigable (2).

Les premiers pionniers du progrès en Sologne, la plupart de ceux qui s'étaient voués à sa résurrection, avaient insisté, dans leurs écrits, sur la nécessité d'une voie navigable.

C'est d'Auteroche, en 1786, de Morogues, Bergeron Danguy, en 1830, et, un peu plus tard, Puvis, Bourdon, Beauvallét.

L'établissement d'un canal devait apparaître en effet, comme le moyen le meilleur de régénérer la Sologne. On

(1) MARCEL MONMARCHÉ, *op. cit.*

(2) Voir, notamment, procès-verbaux de 1786, p. 143 et suiv.

pouvait, en le construisant, faire « d'une pierre deux coups » et porter remède à la fois aux deux causes principales de la stérilité du pays : l'insalubrité et le manque de calcaire. Bergeron-Danguy nous paraît avoir résumé très nettement le problème tel qu'il se posait alors :

« Quels sont les moyens proposés pour arriver à l'assainissement de la Sologne ? Un système de défrichement et de fossés entourant les pièces de terre défrichées et plantés sur leurs berges.

« Cette méthode est excellente et, sans contredit, la meilleure pour égoûter les terres ; mais s'occuper d'abord de ces fossés ne serait-ce pas commencer par où l'on doit finir ?... Les propriétaires feront-ils des dépenses considérables pour les creuser s'ils ne sont pas sûrs de pouvoir ensuite en retirer l'eau qui s'y réunira de toutes parts ? Il faudrait que ces travaux partiels de dessèchement fussent précédés d'un travail de dessèchement général... Irons-nous faire des travaux pour détourner les eaux qui nous inondent avant de savoir sur quel point nous devons les diriger ? C'est pour imprimer cette direction à nos travaux que le secours du Gouvernement nous devient nécessaire ; et l'intérêt particulier répond ensuite des améliorations à faire sur chaque propriété.

« Qu'un canal traversant les parties les plus basses et les plus mouillées de la Sologne conduise à la Loire toutes ces eaux surabondantes, que le défaut d'écoulement laisse croupir... Chaque particulier, certain

« alors du résultat de ses travaux, pourra ouvrir des
« fossés secondaires de dégorgeement qui, correspondant
« avec le canal central, assainiraient les terres et leur
« rendraient la fertilité en même temps que la santé à
« leurs habitants.

« Qu'arrive-t-il aujourd'hui, toutes les fois qu'un pro-
« priétaire, voulant dessécher ses terres, ouvre des fossés
« d'assainissement qu'il dirige vers le cours d'eau le
« plus voisin ? Ces cours d'eau, qui partout ailleurs sont
« de vrais canaux de desséchement donnés par la Na-
« ture, sont, en Sologne, encombrés d'une multitude de
« moulins placés les uns sur les autres... Chaque rivière,
« arrêtée dans son cours, inonde ses bords ; et le pro-
« priétaire qui veut dessécher ses terres labourables
« ne fait qu'augmenter les eaux qui inondent ses
« prés...

« Mais ce canal de desséchement doit être en même
« temps canal de navigation, même pour assurer, dans
« la plus large mesure, l'assainissement. S'il n'avait que
« le premier de ces caractères, sans doute sur les points
« les plus rapprochés, des propriétaires intelligents profi-
« teraient de la proximité du canal pour assainir quel-
« ques parties de leurs terres ; mais il faut le dire, ce ne
« sera que le plus petit nombre...

« Pourquoi donc — dira-t-on, — ne profiteraient-ils
« pas du bienfait qui leur serait offert ? Leur intérêt
« ne le veut-il pas ? Leur santé, oui ; mais leur intérêt,

« non. Et où trouverez-vous des hommes qui ne préfèrent pas leur intérêt à leur santé?... »

« Presque tous ceux à qui leur fortune permettrait de faire ces assainissements, ne retrouveraient pas, sous le rapport de l'augmentation de valeur, même l'intérêt de leurs fonds... » (1), à moins qu'ils puissent employer le calcaire ; mais alors il faudrait une voie économique qui permit de le transporter, sous forme de marne, dans l'intérieur de cette malheureuse province. — Le canal de dessèchement *et de navigation* remplirait ce but.

Enfin, en facilitant le transport des bois, marchandises encombrantes, dans les conditions les plus avantageuses de bon marché, il permettrait d'étendre considérablement la plantation des pineraies dont les produits trouvaient jusqu'alors difficilement des débouchés. Or, ces plantations utilisaient les terres les moins fertiles et assainissaient le pays par le drainage de leurs profondes racines et par l'odeur balsamique de leur feuillage.

Bergeron-Danguy proposait de canaliser le Beuvron. Ce projet avait le mérite d'être d'une exécution relativement économique ; mais ses heureux effets auraient été trop limités. Enfin il n'apparaissait pas comme une œuvre intéressant la navigation nationale en n'établis-

(1) BERGERON-DANGUY, *Observations sur les moyens à prendre pour parvenir à l'assainissement et à l'amélioration de la Sologne* (Paris, 1830).

sant pas un lien entre celle du midi et celle du nord par le centre.

Des projets plus grandioses furent conçus et l'un d'eux, nous l'avons vu, reçut même un commencement d'exécution en 1848. Mais cette expérience des « ateliers nationaux » fut de courte durée ; elle coûta 1.200.000 francs, et ce fut en pure perte.

En 1849, le Gouvernement créa un service spécial d'ingénieurs pour l'amélioration de la Sologne. C'est à lui, et particulièrement à M. Machart, ingénieur en chef, que l'on doit un projet des mieux étudiés qui obtint beaucoup de crédit et dont on demande encore la réalisation.

« Un grand canal de navigation et d'arrosage s'em-
« branchant à Mainbray, sur le canal latéral à la Loire,
« traversant la Sologne de l'est à l'ouest, franchissant
« le chemin de fer du Centre et allant joindre le Cher à
« Monthou près Montrichard, pour se réunir par là à la
« Loire, devant Tours, complèterait la communication
« de Paris à Nantes et comblerait la lacune qui existe
« sur la ligne de jonction des deux mers par le Rhône, la
« Saône, le canal du Centre et le canal latéral à la Loire
« dont il formerait le prolongement (1). »

Ce projet comportait également des travaux secon-

(1) *Mémoire à l'appui d'un placet présenté à l'Empereur sur la question de l'amélioration et l'assainissement de la Sologne* (Orléans, 1853).

dares qui auraient étendue à toute la Sologne les bienfaits de la grande voie d'eau : c'était le canal de la Sauldre, alimenté par les eaux de la Sauldre prises à Blancafort et rejoignant le grand canal. Il devait apporter ainsi les marnes de Blancafort à travers la Sologne, tout en contribuant aux irrigations sur son parcours.

Enfin des irrigations étaient aussi rendues possibles dans le nord, « tant à l'aide des eaux de la Loire, dérivées par le grand canal, que par celles des étangs transformés en réservoirs. »

Ce vaste projet, si savamment conçu, eût été la meilleure base sur laquelle on eût pu fonder l'avenir de la Sologne.

« L'ensemble de ces travaux couvrirait cette région
« d'un réseau de voies navigables, qui contribueraient
« directement à l'assainissement du pays en recueillant
« et dirigeant les eaux de superficie à l'écoulement des-
« quelles s'oppose la couche imperméable ; qui assure-
« raient son amélioration par les marnes qu'il irait cher-
« cher aux extrémités pour les répandre, à bas prix,
« jusque dans les parties les plus reculées, par l'écou-
« lement économique des produits forestiers qu'il ver-
« rait, d'une part, à la Loire pour la consommation
« des grandes villes et, d'autre part, au Cher pour la
« consommation des usines métallurgiques. »

Aujourd'hui, il faciliterait la vente des états dans le nord, en réduisant des deux tiers le coût du trans-

port (1). Ces chargements de bois constitueraient un frêt de retour avantageux pour les péniches venant du nord et apportant la houille.

La voie d'eau permettrait encore le transport des longs bois (baliveaux de 6 à 10 mètres) que les mines payent très cher, mais pour lesquels les tarifs réduits, consentis par les Compagnies de Paris-Orléans et du Nord, ne s'appliquent pas. Elle rendrait possible l'expédition du poisson par bateau-vivier ; les déchets énormes seraient supprimés le poisson serait vendu à un prix plus rémunérateur ; la pisciculture, qui a toujours été développée en Sologne, donnerait des rendements plus en rapport avec son importance. Le charbon de bois, les céréales, les pommes de terre, dont la culture est appelée à s'étendre, circuleraient également par ce canal, au bénéfice du producteur solonais ; car, en définitive, pour ces marchandises c'est lui qui supporte le transport. D'un autre côté, il bénéficierait encore, — comme importateur cette fois, — du prix de transport des pierres, moellons, chaux, engrais, toujours vendus « gare-départ ».

Malgré tous ces avantages ce projet ne fut pas mis à exécution. Sa réalisation devait certainement léser quelques intérêts particuliers, comme tous les grands

(1) Avec les tarifs spéciaux la tonne kilométrique d'étais coûte 2 centimes et demi à 3 centimes. Sur voie d'eau elle atteint à peine 1 centime.

travaux publics ; ils ne manquèrent pas de se faire entendre (1).

M. Dupré de Saint-Maur lui-même, — qui s'était dévoué à la cause solonaise, et faisait partie du Comité central soutenant énergiquement le projet, — s'était fait l'écho de ces intérêts particuliers. Dans son rapport à la Société d'agriculture du Loiret, à propos *du canal de la Sauldre*, il écrivait :

« Déjà dans les communes de la Haute-Sauldre tous
« les intérêts sont en àlarme. Chacun s'effraie des dom-
« mages qui le menacent et dont il ne voit pas même la
« compensation dans un intérêt général. Chacun se dit
« qu'en exécutant, dans le lit même de la rivière, ou
« latéralement, les travaux nécessaires pour la descente
« des marnes de Blancafort jusqu'à la tête du canal, si-
« tuée à Clémont, on détruira plus d'excellents prés,
« dans la vallée de la Sauldre, qu'on n'en créera jamais
« sur les plateaux de Nouau et de La Motte, et cette
« assertion n'est guère contestable. »

Les événements n'ont pas donné raison à cette manière de voir : le canal de la Sauldre a été établi et a aidé

(1) Sur le tracé, — disait un Solonais, entre autres, — « on rencontrera des terrains bons, sains, déjà amendés, couronnés d'*excellents* bois (!) » « des résidences *nombreuses* » (!!) et « l'on amènera auprès de celles qu'on pourra éviter le foyer pestilentiel... des limons d'un canal » (!!!)

De la canalisation en Sologne, par un cultivateur solonais. (Orléans, 1850).

puissamment à la diffusion des marnes de Blancafort à travers la plus grande partie de la Sologne, et personne, aujourd'hui, ne contesterait son utilité.

D'aucuns disaient enfin que le tracé du grand canal était mal conçu, « qu'il n'aurait pas dû suivre les lignes de faite, mais plutôt la vallée » ; qu'il aurait dû passer par tel endroit plutôt que par tel autre, etc...

Toutes ces notes discordantes, on les entend souvent dans notre pays où de multiples assemblées discutent indéfiniment sur toutes questions, maniant et remaniant les projets, émettant des « vœux » contradictoires qui amènent un certain flottement, une indécision, dont le *classement* du projet est souvent la suite logique, sinon fatale. Peut-être n'eussent-elles pas suffi, alors, pour empêcher le Gouvernement de construire le grand canal de Sologne, mais elles vinrent s'ajouter à d'autres raisons et augmenter leur poids.

L'on était, vers 1850, au début des chemins de fer, et, avec cet engouement exclusif qui nous pousse vers une invention nouvelle, on pensait qu'ils allaient résoudre à eux seuls le problème des transports ; on oublia les canaux, qui ne figurèrent plus au budget que pour une somme insignifiante.

Enfin et surtout les vingt-deux millions que devait coûter l'établissement du grand canal firent reculer le Gouvernement devant l'entreprise de travaux aussi considérables. On doutait encore de l'avenir de la Sologne et l'on craignait d'engager de grosses dépenses

sans être certain que le pays pût en profiter... On repoussa donc le projet ; et, pour faire prendre patience aux partisans du plan Machart, on exécuta seulement le canal de la Sauldre, en faisant espérer, s'il donnait de bons résultats, l'achèvement du réseau des voies navigables.

En 1873, le programme Krantz portait bien l'établissement du grand canal solonais ; mais une fois encore il resta à l'état de proposition.

On y pense et on en parle toujours.

Ce projet, souvenir du passé, reste pour beaucoup une espérance de l'avenir.

Renaitra-t-il bientôt ? Et arrivera-t-il enfin à avoir une autre destinée que celle de garnir le carton vert administratif ?

Les divers représentants des départements intéressés, le Comité central qui a toujours défendu les intérêts de la Sologne avec une intelligence et une ténacité admirables, obtiendront-ils, avant longtemps, le vote des crédits nécessaires ?... Leur voix sera-t-elle entendue au milieu du grondement orageux des luttes sociales et à travers l'atmosphère lourde et énervante de « paix armée » qui oppresse l'Europe ?... Attireront-ils fructueusement l'attention du Gouvernement absorbée, à l'intérieur, par la solution des problèmes sociaux ?... Il faut l'espérer malgré tout ! Il faut souhaiter que dans une France tranquillisée, apaisée, l'œuvre économique ne soit plus gênée dans son développement et son expansion.

L'établissement du grand canal viendrait dignement couronner l'intervention des Pouvoirs publics en Sologne.

Peut-être serait-ce finir par où l'on aurait dû commencer ?... Mais la Sologne ne se montrerait pas ingrate. Comme nous le verrons tout à l'heure, elle a indemnisé l'Etat des avances qu'il lui avait faites, de sorte que son aide pécuniaire peut être considérée comme un sagace placement en même temps qu'un acte d'humanité et de solidarité sociale.

§ 3. — *L'assainissement.*

L'exécution du grand canal repoussée ou tout au moins ajournée *sine die*, il s'agissait de trouver d'autres remèdes aux maux dont souffrait la Sologne.

Puisqu'on ne creusait pas l'immense rivière artificielle, qui pouvait centraliser les eaux surabondantes, on chercha à utiliser, pour le même but, les cours d'eau naturels. Il faut reconnaître d'ailleurs que le grand canal, même s'il avait suivi les points les plus bas, n'aurait pas suffi à drainer ces 460.000 hectares au relief si faible. L'assainissement par les rivières et ruisseaux s'imposait toujours.

Or, nous savons que le lit des cours d'eau était encombré d'herbes, de branchages ; qu'il se relevait sans cesse ; que de nombreux moulins, pour la plupart abandonnés, mettaient encore un obstacle au courant déjà

insensible sur des pentes presque nulles. Il fallait faire disparaître tous ces inconvénients.

Le service des Ponts-et-Chaussées fut chargé de refaire et rectifier le lit des rivières. De 1849 à 1869, 487 kilomètres sont redressés et curés. Pour ces travaux l'Etat a fourni, pendant ces vingt années, des *subventions* s'élevant au total de 789.000 francs.

« La régularisation des cours d'eau a entraîné celle
« des moulins qu'ils alimentaient, et ceux-ci ont fait,
« pendant la période qui nous occupe, l'objet de cent
« dix-sept règlements nouveaux ou révisions d'anciens
« règlements... Quant aux drainages, le concours des
« agents de l'Administration a toujours été accordé aux
« propriétaires, quand ils l'ont demandé (1). »

Tel fut l'ensemble des mesures que prit l'Etat pour assainir le pays. Les terres constamment submergées furent rendues à l'agriculture ; les prés, au long des rivières, produisirent un herbage meilleur ; enfin l'intensité des fièvres intermittentes s'atténua d'année en année.

§ 4. — *Les routes agricoles et les chemins de fer.*

Pour assurer aux terres de Sologne le bénéfice du calcaire, il fallait maintenant des voies de communication qui permissent aux marnes de la périphérie d'être transportées à l'intérieur, et qui, facilitant les échanges,

(1) Résultats dus à l'intervention de l'Etat. — *Rapport demandé par la dépêche ministérielle du 20 avril 1872.*

pussent ouvrir des débouchés aux productions solognaises.

On eut recours aux routes agricoles et aux chemins de fer.

Les quelques routes qui sillonnaient la Sologne étaient impraticables, nous l'avons déjà vu. « Sur la
« moins mauvaise, celle d'Orléans à Toulouse, les che-
« vaux traînaient péniblement, au pas, la lourde dili-
« gence, engagée dans le sable (1). »

Qu'on juge des autres !...

Demander aux départements et aux communes la construction de ces routes agricoles était impossible ; ces dernières n'avaient aucune ressource et, généralement, étaient d'autant plus pauvres que leur territoire était plus étendu. C'eût été par conséquent les communes les plus misérables qui auraient eu le plus de chemins à construire. L'Etat devait donc venir à leur aide, — comme il l'avait fait du reste, dans des conditions analogues, pour La Dombes et les Landes. — C'est alors que trois décrets, des 15 octobre 1861, 17 mars, 15 mai 1869 et 30 avril 1871, autorisèrent successivement l'ouverture d'un réseau de routes agricoles, comprenant une longueur de 594 kilomètres.

Commencées en 1862, elles furent achevées vers 1874. En 1869, les quatre cinquièmes étaient déjà construits.

Les communes devaient livrer les terrains ; l'Etat se

(1) *Magasin pittoresque*, janvier 1883.

chargeait des travaux de construction et de l'entretien pendant cinq ans. Ce laps de temps écoulé, les départements et les communes restaient seuls chargés d'entretenir les routes agricoles.

L'Etat avait accordé un crédit de 5.000.000 francs ; mais 3.397.000 francs seulement furent dépensés. Le « crédit » ne fut pas entièrement absorbé, fait rare dans les annales administratives !

La vicinalité, sous cette forte impulsion, s'est développée très rapidement en Sologne. Alors qu'on ne comptait que 1.223 kilomètres de voies de terre en 1852, il y en avait 2.865 en 1869, et 3.536 en 1898. — De 1852 à 1869, cette augmentation fut de 125 0/0 en Sologne, alors qu'elle ne fut que de 75 0/0 seulement dans les territoires hors Sologne appartenant aux trois départements qui se partagent son sol : le Cher, le Loir-et-Cher, et le Loiret.

Ces routes « agricoles », qui étaient une nécessité, — cela n'est pas contestable, — ne pouvaient cependant être utilisées pour les transports à grande distance. Les frais d'un long roulage sur route, pour des matériaux pondérables, encombrants et sans grande valeur, comme la marne, le bois, eussent été beaucoup trop élevés. C'est aux chemins de fer que l'on demanda l'exportation et l'importation de ces lourdes marchandises.

Deux grandes lignes seulement traversaient la Sologne du nord au sud ; celle du centre : Orléans-Vierzon,

et celle de Beaune-la-Rollande à Bourges (1). A son extrémité ouest la ligne de Blois à Romorantin desservait la Sologne sur une petite étendue.

Aucune ligne secondaire transversale, de l'est à l'ouest, c'était notoirement insuffisant. Bien des points de la Sologne se trouvaient encore à plus de 50 kilomètres de toute voie ferrée.

Dès 1861, le Comité central chargeait M. Machart, ingénieur en chef, d'étudier les conditions d'établissement des chemins de fer agricoles.

L'année suivante M. Boinvilliers, du Comité central, publiait une étude sur les chemins de fer à bon marché. Ils arrivaient l'un et l'autre à cette conclusion : c'est qu'il fallait réduire les frais de construction des voies secondaires. L'établissement de petits chemins de fer à voie étroite, de tramways sur routes, ne nécessiterait pas de très gros capitaux et par cela même serait rendu plus facile. Enfin un trafic réduit pouvait suffire à rémunérer l'entreprise.

Malheureusement, il fallut attendre le début du ^{xx}e siècle pour que ces projets reçussent un commencement d'exécution en Sologne.

C'est à ce moment qu'on vit, en France, s'établir tous ces tramways régionaux ou départementaux, qui portent la vie dans les régions trop éloignées des grandes artères pour profiter de l'animation féconde qu'elles apportent.

(1) Cette ligne-là est relativement récente.

Dans la région solonaise, ce fut la ligne du Blanc à Argent (qui faisait partie du plan Freycinet) ; celle de Blois-Villefranche, qui lui est antérieure ; puis le tramway départemental Blois-La Motte.

En 1900 seulement, le Conseil général du Loiret suit l'exemple donné et vote un ensemble de lignes de tramways, qui sont aujourd'hui livrées au public : Orléans-Brinon, Orléans-Neung, avec prolongement sur Villefranche.

Les bons résultats que donnent ces petits chemins de fer au point de vue de la prospérité régionale et qui ne sauraient que s'améliorer encore sont une preuve de leur utilité.

Pour les voies de communication, tant routes que chemins de fer, la Sologne actuelle ne se trouve pas dans un état d'infériorité vis-à-vis des contrées voisines. Elle a pu, grâce à elles, marner abondamment ses terres, qui sont devenues productives, défricher des bruyères et utiliser les vieilles terres usées en plantant 150.000 hectares de pineraies, dont les produits peuvent désormais trouver des débouchés.

Pour compléter ce réseau et mettre la Sologne à même de profiter des voies navigables qui l'entourent, M. Maurice Jarry, dans un rapport très savamment étudié (1), a proposé la création de trois lignes de tramways faisant, au total, 19 kilomètres seulement. Ces

(1) *Annales du Comité central*, n. 63.

trois lignes : de Moulin de l'Hôpital à Orléans (2 kilomètres), de Gien à Briare (9 kilomètres), de Romorantin à Villefranche (8 kilomètres) relieraient directement la Sologne avec le canal d'Orléans, au nord, celui de Briare, à l'est, et du Berry, au sud. Enfin, quand serait créée « la Loire navigable », Blois deviendrait la quatrième gare d'eau solonaise.

L'exécution de ce projet qui serait certainement peu coûteux favoriserait, nous n'en doutons pas, le développement économique de la Sologne, il pallierait, dans une large mesure, l'absence du grand canal solonais.

§ 5. — *Marnage des terres.*

Au début, quand les voies de communication commençaient à peine à s'établir, le prix de la marne restait très élevé. Seuls les propriétaires assez voisins des marnières pouvaient profiter de cet amendement précieux. Pour rendre plus général son emploi et favoriser la production agricole, l'Etat prit deux séries de mesures :

1° « Il acheta, en 1858, à l'origine même du canal de la
« Sauldre, à Launay, près de Blancafort, une superficie
« de 5 hectares 92 ares, qu'il a abandonnée à l'industrie
« privée pour l'extraction des marnes à transporter. Sur
« ces 5 hectares 92 ares, 4 hectares 92 ares étaient ex-
« ploités par un entrepreneur qui, aux termes d'une
« convention spéciale, passée le 15 janvier 1870, était

« tenu de les livrer aux agriculteurs, sur tout le parcours
« du canal de la Sauldre, à des prix variant, suivant la
« distance, entre 1 fr. 80 et 2 fr. 60 par mètre cube. Le
« surplus du terrain acquis par l'Etat était affecté à une
« marnière publique ; et les particuliers, dont les pro-
« priétés étaient reconnues ne pouvoir s'approvisionner
« de marnes que par le canal, étaient autorisés, par des
« arrêtés préfectoraux, à y faire les extractions dont ils
« avaient besoin.

« La création des marnières de Launay a porté ses
« fruits ; et, sur les 97.804 mètres cubes de marne que le
« canal de la Sauldre a transportés depuis son ouverture
« jusqu'en 1869-63, 532 mètres provenaient des terrains
« achetés par l'Etat.

« 2^o Comme disposition transitoire, et dans le but de
« faire profiter immédiatement l'agriculture des avan-
« tages qu'elle devait retirer plus tard de l'achèvement
« du canal de la Sauldre, au point de vue de l'économie
« des transports, une décision ministérielle, en date du
« 13 août 1853, arrêta que l'Administration livrerait aux
« particuliers, et au prix de 2 fr. 50 par mètre cube, des
« marnes qu'elle se chargeait d'approvisionner sur le
« parcours du chemin de fer du Centre, à certains
« lieux de dépôts désignés et échelonnés dans la région,
« où, dans l'état actuel des choses, les marnes ne pou-
« vaient pénétrer, en raison de l'éloignement des localités
« qui les fournissaient.

« La Compagnie du chemin de fer d'Orléans s'est pré-

« tée, de son côté, à cette opération. Par une convention,
« en date du 1^{er} juillet 1853, elle a consenti en faveur
« de l'Etat à une réduction sur ses tarifs habituels et
« elle effectua les transports moyennant des prix va-
« riant, suivant les lieux de dépôt, entre 1 fr. 70 et
« 3 fr. 70 par mètre cube.

« L'organisation du service des marnes à prix réduit
« était très simple. — L'Administration avait acheté
« des marnières à Orléans et à Nizerolles, près de Vierzon,
« et y avait installé un entrepreneur. Cet entre-
« preneur exécutait les extractions sur séries de prix et
« était à la fois en compte avec la Compagnie et avec
« les particuliers.

« Le mètre cube de marne revenait à 4 fr. 70,
savoir :

Extraction, acquisition de terrains et frais divers .	2 fr. 25
Transport par chemin de fer.	2 fr. 45
	4 fr. 70

« Les particuliers le payaient à l'entrepreneur 2 fr. 50.
« C'était donc une subvention de 2 fr. 20 que l'Etat
« leur accordait indirectement.

« L'existence du service des marnes à prix réduit a
« été prolongée à diverses reprises, sur la demande des
« intéressés.

« Suspendu par la guerre, il prit définitivement fin
« au 31 décembre 1873, époque vers laquelle fut cons-

« truit le raccordement du canal de la Sauldre avec la « station de La Motte-Beuvron (1). »

Mais, pendant de longues années, ce raccordement resta sans résultats, la Compagnie d'Orléans n'ayant pas voulu réduire ses tarifs habituels. Elle finit par céder récemment, et des entrepreneurs de Blancafort livrent maintenant la marne à 1 fr. 75 la tonne en gare d'Argent, à 2 fr. 75 en gare de Sully-sur-Loire, au nord de la Sologne (2). C'est le prix qu'en 1850, on payait sur place, à la marnière même. Aujourd'hui ce prix ne dépasse pas 1 franc.

Tels furent, dans leurs grandes lignes, les travaux et les secours que la Puissance publique consentit en faveur de notre désert solonais.

L'assainissement obtenu par la rectification du lit des rivières et leur curage, par le dessèchement d'un assez grand nombre d'étangs et la revivification des autres ; la construction d'habitations plus aérées ; un régime alimentaire plus substantiel, plus varié, que permettait l'accroissement de la richesse du sol, produisirent les plus heureux résultats sur la population solonaise.

Les fièvres diminuaient d'acuité ; l'état sanitaire devenait meilleur. Aussi le nombre des décès, qui était de 28,3 pour 0 /00 en 1847-49 tombe à 20.6 en 1867-69.

On pourrait dire, il est vrai, que la mortalité baissait

(1) Résultats dus à l'intervention de l'Etat, *op. cit*

(2) Circulaire Fernault frères, 1905.

partout ; mais dans de moindres proportions, puisque, dans les territoires du Loiret, du Cher et du Loir-et-Cher hors Sologne, le nombre des décès de 29.9 pour 0 /00 en 1847-49, descend à 24,5 pour 0 /00 en 1867-69.

Enfin l'excès des naissances sur les décès par 1.000 habitants, en Sologne, était de 3.9 en 1847-49, et de 7,5, vingt ans après. Hors Sologne, il reste le même : 5,5 pour 1.000.

Une autre conséquence de l'assainissement fut de rendre plus forte, plus vigoureuse, la race solonaise.

Pendant la période de 1847-48-49, la moyenne des jeunes gens déclarés impropres au service est de 53,4 0 /0 ; pendant les années 1867-68-69, de 48 0 /0, soit une différence de près de 6 0 /0. — Sans doute elle n'est pas encore très forte ; mais quand il s'agit de la constitution physique d'une race, vingt années sont peu de chose et il faut plus d'une génération pour arriver à la transformer.

Lorsque, dans la première partie de notre travail, nous avons étudié les *causes* de l'état misérable de la Sologne, nous constatons qu'elles agissaient et réagissaient les unes sur les autres, en augmentant leurs effets ; à l'opposé, il en sera de même pour les causes de son amélioration.

Le progrès crée des causes de progrès, comme la décadence entraîne avec elle des germes de décadence. C'est la pierre qui tombe et qui trouve dans sa chute une raison de tomber encore plus vite.

Chez les nations, comme chez les hommes, en économie politique comme en morale, « il n'y a que le premier pas qui coûte ».

Après plusieurs siècles de prospérité, la Sologne devint un désert en cinquante ans. Elle reste deux siècles dans cet état pendant que tout le pays progresse. Elle commence à se relever vers 1850. Aujourd'hui, soixante ans après son essor, elle est presque au niveau des contrées voisines.

Ainsi, par suite des travaux d'assainissement, du marnage, du développement des voies de communication, de l'augmentation des débouchés, les revenus des propriétés vont s'élever. Cet accroissement de la production, joint à la salubrité plus grande du pays va favoriser l'augmentation de la population. Celle-ci, à son tour, plus nombreuse, plus forte, fécondera de son travail la terre solonaise.

Quelques chiffres vont indiquer la marche de la prospérité de la Sologne :

Revenus des propriétés. — De 1849 à 1869, l'augmentation du revenu de la terre a été de 68 0/0, ainsi que le montre le tableau suivant. Il est le résultat d'une enquête portant sur 812 propriétés, disséminées dans 119 communes, représentant 299.043 hectares, c'est-à-dire les 3/5 de la Sologne.

Départements	Nombre de propriétaires	Superficie exploitée	Revenu		Augmentation proportionnelle
			1849	1869	
		hectares	francs	francs	0/0
Loiret . . .	284	87.706	854.772	1.412.590	65
Cher	328	146.209	»	2.164.003	73
Loir-et-Cher .	200	65.126	495.781	802.035	62
Totaux . .	812	299.043	2.604.620	4.378.533	68

Dès que les voies de communication permirent d'exploiter facilement les bois, les plantations et les semis de pineraies se multiplièrent rapidement.

D'après l'enquête de 1848, que nous avons citée plus haut, les bois couvraient une superficie de 175 hectares sur 1.000 hectares.

En 1869, sur les 299.043 hectares qui ont servi de bases au tableau précédent, 69.158 hectares sont boisés, soit 231 hectares sur 1.000 ; d'où une proportion de bois supérieure de 32 0/0 à celle signalée en 1848.

Ces résultats se trouvent corroborés par l'augmentation du nombre des expéditions des bois et charbons par chemin de fer.

Stations	Expéditions des bois et charbons de Sologne		Augmentation proportionnelle
	1853-54	1869	
	tonnes	tonnes	o/o
Meung, Beaugency, Mer et Blois (lignes d'Orléans à Tours) . . .	5.268	11.702	126
Gare d'Orléans	169	3.024	1.689
Lignes du centre traversant la Sologne {	La Ferté Saint-Aubin.	» 6.367	»
	La Motte-Beuvron	1.354 8.590	536
	Nouan	» »	»
	Salbris	476 4.693	886
	Theillay.	» »	»
Vierzon	400	5.300	1.225
Totaux et moyennes	7.667	39 876	420

Les céréales. — Les routes et les chemins de fer vont transformer l'économie rurale de la Sologne; elle produisait pour consommer; elle va maintenant produire au-delà de ses besoins et connaître l'échange. Nous venons de la voir exporter des bois; elle va commencer à exporter des céréales.

Stations	Expéditions de grains	
	1853	1869
	tonnes	tonnes
La Ferté Saint-Aubin	»	732
La Motte-Beuvron.	13	952
Nouan le Fuselier.	»	»
Salbris.	285	1.151
Theillay	»	»
Totaux . . t	298	3.265

Soit une augmentation proportionnelle de 1,092 0/0

Trafic général. — Pendant la même période, le nombre des voyageurs augmentait de 149 0/0 ; le tonnage des marchandises, de 433 0/0 ; et la recette brute, de 154 0/0.

Hors Sologne, dans les trois départements (du Cher, du Loir-et-Cher et du Loiret),

L'augmentation pour les voyageurs était de . . .	109 %
Pour le tonnage des marchandises . . .	149 »
Pour la recette brute. . .	47 »
Elle restait donc inférieure à celle de la Sologne,	
pour les voyageurs. . .	40 »
Pour les marchandises . . .	284 »
Pour les recettes . . .	107 »

Population. — Le mouvement de la population ne devait pas rester insensible à cet afflux de prospérité.

Elle passe de 120.590 habitants, en 1846 ; à 137.571, en 1866. Soit une augmentation de 15 0/0

Aux mêmes époques, dans les territoires hors Sologne, elle passe de 762.416 à 819.978 habitants, soit une augmentation de 7,50 0/0.

Constructions. — Le mouvement des constructions suit naturellement celui de la population ; il est très accentué dans cette période de vingt années que nous étudions, ainsi que le montre le tableau suivant :

Départements	Superficie	Nombre de maisons habitées ou habitables		Augmentation proportionnelle	
		1849	1869		
	hectares			0/0	
Sologne	Loiret	123.430	5.736	7.017	22
	Cher	108.050	3.928	4.823	24
	Loir-et-Cher .	272.970	14.148	18.329	23
Totaux	204.450	24.622	30.199	23	
Hors Sologne	Loiret	553.085	67.460	75.174	11
	Cher	611.885	51.631	62.888	12
	Loir-et-Cher .	161.850	47.199	54.252	15
Totaux	1 526.850	166.290	192.284	16	

La différence constatée en faveur de la Sologne indique encore ici la marche particulièrement rapide de sa prospérité.

Puisque nous sommes dans l'aride domaine des chiffres et qu'ils nous ont permis de nous rendre compte de la bienfaisante influence qu'avaient eue sur la Sologne les travaux et les subventions de l'Etat, recherchons combien a coûté l'intervention de la Puissance publique.

D'après le rapport de M. Sainjon, ingénieur en chef, la somme de 12.109.000 francs dépensée par l'Etat pour la Sologne, pendant les vingt années, se décompose ainsi :

Personnel, ingénieurs, conducteurs	1.412.000 fr.
Frais d'étude	668.000 »
Puits de sondage pour la recherche des marnes.	203 000 »
Canal de la Sauldre (construction et entretien).	4.528.000 »
Construction et entretien des routes agricoles.	3.287.000 »
Curage des cours d'eau et subventions aux syndicats	789.000 »
Etablissement des marnières de la Sauldre . .	68.000 »
Allocations pour les livraisons de marne à prix réduit, le long du chemin de fer du centre, y compris acquisitions de terrains .	488.000 »
Total	12.109.000 fr.

Soigner une partie malade, la guérir, c'est accroître la vigueur, la force de l'organisme entier. L'Etat en tirant la Sologne de la situation misérable où elle se trouvait, en assurant son développement économique, ne fit pas œuvre profitable à la seule Sologne, il recueillit rapidement sa part de bénéfices.

Le rendement de ses impôts augmentait de 68 0/0 en Sologne (1), et, dans les contrées environnantes, de 45 0/0.

Départements	Rendement de l'impôt		Augmentation proportionnelle	
	1848-49	1868-69		
	francs	francs	0/0	
Sologne {	Loiret	426.046	844.335	98
	Cher	260.313	442.644	70
	Loir-et-Cher .	1.093.762	1.699.650	55
Totaux	1.779.121	2.986.829	69	

(1) Correspondant exactement avec l'augmentation du revenu des terres. Cela est intéressant à noter.

Hors Sologne	{ Loiret . . .	8.042.714	11.585.465	44
	{ Cher	4.099.068	7.025.104	40
	{ Loir-et-Cher .	4.175.330	6.419.535	54
Totaux		17.217.112	25.031.104	45

La différence de 23 0/0 en faveur de la Sologne constitue pour l'Etat la rémunération de ses services.

Mais cette différence doit être plus forte. La Sologne, livrée à elle-même, sans aucun secours extérieur, serait restée stationnaire ; car elle était incapable de faire disparaître les causes de son insalubrité et de sa stérilité. En tous cas, elle ne se serait pas développée comme les pays voisins, qui, eux, possédaient tous les éléments du progrès. Si le rendement des impôts avait augmenté chez ces derniers de 45 0/0, on peut dire que chez elle il n'eût pas progressé au-delà de 40 0/0, et l'on est encore au-dessus de la vérité !

Comme le rendement des impôts constaté dans la Sologne, en 1848, était de 1.779.121 francs, une augmentation de 40 0/0 aurait produit 711.648 francs.

Le total des recettes aurait été de 2.490.769 francs. Or, il a été en réalité de 2.986.825. Soit une différence, en plus, de 496.060 francs.

Si nous ajoutons à cela ce qu'a perçu l'Etat sur l'augmentation de recette brute de la Compagnie d'Orléans, le produit du droit de timbre sur les expéditions de grande et petite vitesse, les taxes postales, etc... nous arriverions à un total de plus de 500.000 francs.

Prenons 500.000 francs en chiffres ronds ; ce serait les intérêts, à plus de 4 0/0 des 12.109.000 francs dépensés par l'Etat.

Ajoutons enfin que les travaux n'étaient pas achevés et n'avaient pu encore donner des résultats complets.

Ainsi donc, — comme nous pensons l'avoir montré, — l'intervention des Pouvoirs publics eut les conséquences les plus heureuses sur le développement économique de la Sologne. Depuis lors, elle ne fait plus tache au centre de la France, et elle a pu marcher avec l'ensemble du pays vers le progrès.

Utile à la Sologne l'œuvre de l'Etat a été profitable à lui-même. Ceci montre que pour améliorer le milieu économique d'une région et augmenter ses forces productives, l'hésitation n'est pas permise.

Sans doute il ne faut pas marcher en aveugle ; on doit se rendre compte clairement des ressources du pays et de son avenir possible. Mais quand on connaît bien les causes de sa faiblesse et les conditions de sa prospérité, on doit bannir la politique des demi-mesures et des moyens-termes. Dans son œuvre en Sologne, l'Etat n'est pas exempt de ce reproche.

Les ingénieurs, nous l'avons vu, avaient établi un *plan d'ensemble*, qui reposait sur un « grand canal » de navigation et d'irrigation. Ce projet, — si bien conçu, qu'après soixante ans on en demande toujours la réalisation, — avait été inspiré par les améliorations faites

dans la Campine belge et qui avaient donné les meilleurs résultats (1).

Il a été repoussé parce qu'il aurait coûté 22.000.000 francs (2) et pour des raisons mesquines qui sont indiquées plus haut. Mais il a fallu dépenser 556.000 francs pour favoriser le marnage, multiplier les routes ; on a dû créer 400 kilomètres de tramways. Malgré ces sacrifices le marnage, jusqu'en ces dernières années, s'était poursuivi très lentement. Et aujourd'hui encore, on recherche pour les bois des débouchés que le prix des transports par voie ferrée rend difficiles. La Sologne contemporaine souffre de ce que l'Etat ne lui a pas encore donné tout l'outillage économique qui lui convenait.

La Puissance publique a agi un peu comme un propriétaire qui se ferait construire une maison sans faire de fondations, sous prétexte d'économie et « pour aller au plus pressé ». Bientôt il est obligé d'étayer, d'établir des murs de soutien ; et, malgré tous ces travaux accessoires, continuels, il ne peut donner à l'édifice l'importance qu'il voulait. Même pour l'outillage économique, le plus cher est souvent le meilleur marché : le prix s'oublie, mais la qualité reste.

(1) Voir, à ce sujet, HERVÉ MANJON, *Etudes sur les irrigations de la campine et les travaux analogues de la Sologne* (Paris, 1850) et M. Mairesse (*op. cit.*, p. 88 et suiv.).

(2) 4.000.000 de francs ont été dépensés pour le canal de la Sauldre ; donc, c'est 18.000.000 de francs qu'aurait coûté, en plus, l'exécution du projet complet.

Dans son œuvre en Sologne l'Etat a donc manqué de hauteur de vue ; il n'est pas resté au point élevé qui domine l'épaisseur brumeuse des intérêts mesquins et d'où l'on observe clairement l'avenir.

Hélas ! il en est souvent ainsi !

L'intrusion, de plus en plus grande et contre laquelle on cherche à réagir, des Représentants dans l'exercice du pouvoir exécutif, la dépendance des élus envers leurs électeurs amènent le pillage du budget. Chacun tire à soi, avec autant de force et de ténacité que d'esprit de suite.

Le Gouvernement semble faire le partage du gâteau : il le subit, tout au plus s'il y préside. « Votre canal est trop long ! c'est un trop gros morceau ! On vous en construira un petit tronçon. Pour le reste... on verra plus tard. ! »

Mais si l'on ne trouve pas quelques millions pour une œuvre économique, qui assurerait, une bonne fois, la prospérité d'une région dont on pourrait se désintéresser ensuite (au point de vue des subventions pécuniaires), on les trouvera pour donner le « style flamboyant » à un Hôtel des Postes ou à une Ecole, pour assouvir ce besoin d'esthétisme douteux, de façades grandioses, de décorations fastueuses, qui a grevé si lourdement le budget communal en Allemagne, et qui empêche de proportionner la dépense au but réel de l'entreprise.

Ces restrictions étant faites, l'œuvre de la Puissance

publique, en Sologne, reste considérable ; elle a permis à l'association et à l'initiative individuelle de s'exercer dans leur plénitude et de jouer un rôle fécond dans la transformation de cette contrée.

C'est ce rôle que nous allons étudier maintenant.

CHAPITRE II

RÔLE DE L'ASSOCIATION

La division un peu artificielle de la France en départements avait attribué le territoire solonais au Loir-et-Cher, au Cher et au Loir-et-Cher. Aussi les représentants de la Sologne ne pouvaient unir leurs voix dans les assemblées départementales, où ils se trouvaient comme noyés.

Mais la « nécessité fait loi » ; et la Nature détermine plus rigoureusement les limites d'une contrée qu'un décret administratif. Le sol, le climat, la communauté d'intérêts faisaient de la Sologne un bloc, un ensemble se distinguant très nettement des pays circonvoisins. Au moment où les circonstances allaient rendre possible son développement il lui fallait un porte-parole pour plaider sa cause et la représenter auprès des pouvoirs publics.

C'est alors que fut créé le *Comité central agricole de la Sologne*. Il se forma, pour ainsi dire, spontanément.

Un programme général apparaissait comme nécessaire pour mener à bien l'œuvre de transformation.

C'est pour en jeter les bases principales que les délégués des trois départements se réunirent, le 27 décembre 1858, en assemblée générale à La Motte-Beuvron.

M. Thuault de Beauchêne, président du Comice de Romorantin, qui consacra toute sa vie à la cause solognoise, fut le président et l'âme de cette commission, M. Guillaumin, député, le rapporteur.

Un placet fut présenté à l'Empereur « sur la question d'amélioration et d'assainissement de la Sologne ». Quelque temps plus tard, le 25 juin 1859, un décret du ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics, adoptant toutes les dispositions inscrites au procès-verbal de l'assemblée de La Motte-Beuvron, institua le « Comité central agricole de la Sologne ».

Il était composé de membres de droit : c'étaient les présidents et vice-présidents de Comices ou présidents de section des Comices compris dans la circonscription de la Sologne ; de membres nommés par le ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics : c'étaient des savants distingués, des membres de l'Institut, des ingénieurs, des économistes, des agriculteurs, des propriétaires ; parmi eux nous citerons Dumas, Michel Chevalier, Lecouteux, Vicaire, Boinvilliers, Brongniart, Machart, Delacroix.

Le Comité avait donc, de ce fait, un caractère officiel. Il le perdit en 1878, époque à laquelle il devient une association libre, simplement patronnée par l'Etat.

Les trois préfets et les ingénieurs en chef du Loiret,

du Cher et du Loir-et-Cher, et le sous-préfet de Romorantin sont membres de droit.

Le « Comité Central » devait avoir deux rôles : éclairer l'Etat sur les besoins du pays, l'aider dans son intervention et même la provoquer ; d'un autre côté, seconder l'initiative individuelle et l'encourager dans le progrès.

Nous allons voir qu'il s'est admirablement acquitté de cette double tâche.

§ 1. — *Le Comité central et les Pouvoirs publics.*

Mieux placé que personne pour connaître les besoins de la Sologne, il avait, dès sa constitution, tracé le plan d'ensemble des améliorations dont il va chercher à obtenir la réalisation avec une inlassable activité. Faisant lui-même les études ou en chargeant les fonctionnaires compétents, on peut dire qu'il a partout l'initiative. Rien de ce qui intéresse la Sologne ne lui reste étranger :

Dès sa création, sur la proposition de M. Machart, il émet un vœu en faveur de la création d'un grand canal. M. Guillaumin est chargé d'établir un mémoire à l'appui de ce vœu qui, — nous l'avons vu, — n'a pas encore été pris en considération.

Mais le Comité allait réussir sur d'autres points.

C'est lui qui obtint de l'Etat les subventions nécessaires à la rectification du lit des rivières et à leur curage. C'est lui qui, à la suite du rapport d'un de ses

membres, M. Flandin, sur les voies de communication, émet un vœu en faveur du principe d'une subvention pour les chemins vicinaux en Sologne. Ce vœu aboutit au premier décret, du 15 octobre 1861, ordonnant la création des routes agricoles.

Ce succès à peine obtenu, le Comité central cherche à résoudre d'une façon complète le problème des voies de communication.

Les routes ne peuvent pas permettre le transport de marchandises lourdes sur de longs parcours. Le Comité charge alors M. Machart, ingénieur en chef et membre du Comité, d'étudier les conditions d'établissement des chemins de fer agricoles.

L'année suivante, M. Boinvilliers, président, publie une étude sur les chemins de fer à bon marché (1).

La Sologne fut une des premières à avoir l'idée de ces chemins de fer « économiques », et, — comme il arrive souvent, — une des dernières à en profiter. Il fallut plus de trente ans au Comité pour obtenir satisfaction sur ce point.

C'est encore lui qui, sur le rapport si savant et si documenté d'un de ses membres, M. Maurice Jarry, émit le vœu que 19 kilomètres de tramways nouveaux unissent la Sologne à quatre gares d'eau situées sur sa périphérie.

Dans le but de favoriser le marnage, le Comité central

(1) *Les chemins de fer à bon marché*, par EDOUARD BOINVILLIERS. (Orléans, 1862).

intervint également auprès de l'Etat et des Compagnies de chemins de fer.

En 1871, il obtient de l'Etat qu'il prolonge jusqu'en 1873, le service des marnes à prix réduit.

Après 1873, le marnage subissait un grand ralentissement. Le Comité demande alors, à plusieurs reprises, à la Compagnie d'Orléans une réduction de ses tarifs pour le transport de cet amendement calcaire.

En 1896, il obtient à la fois une diminution du prix de la marne et des tarifs réduits pour le transport, sur le réseau de la Compagnie d'Orléans, dont il hâte l'homologation ministérielle (1).

§ 2. *≠ Son rôle envers les particuliers.*

Tous ces avantages en faveur de la Sologne étant obtenus, il s'agissait d'aider les particuliers à en profiter ; car il y avait et à transformer l'économie rurale et à lutter contre la routine et les vieilles habitudes, — et Dieu sait si elles sont tenaces ! — il fallait d'abord savoir où l'on voulait aller et quel chemin l'on prendrait.

M. Lecouteux, l'éminent agronome, venait précisément d'enseigner au monde agricole ses « principes de culture améliorante » ; et la Sologne avait la chance de le compter parmi ses propriétaires, le Comité parmi ses

(1) Allocution prononcée par M. Boucard, le 24 octobre 1897. — (Annexes 1, 2 et 3. — Orléans, 1897).

membres. Mieux que tout autre il était placé pour indiquer la voie à suivre.

« La Sologne, — disait-il, — est surtout en période fo-
« restière et en période pacagère ; c'est par la prédomi-
« nance temporaire des forêts et des pâturages qu'elle
« passera dans les périodes suivantes, où, sans danger
« de recul, nous verrons prédominer la culture alterne,
« avec ses racines sarclées, ses fourrages artificiels de
« hauts rendements, ses riches moissons — de céréales
« et d'oléagineuses, — ses bestiaux en stabulation, ses
« troupeaux perfectionnés, ses fermes spacieuses et,
« pour tout dire, sa richesse solidement établie.

« De deux choses l'une : ou notre économie rurale,
« trop engagée dans la voie du labourage jusqu'à épui-
« sement du sol, subira, en temps utile, l'une de ces ré-
« volutions profondes qu'inspire à certains hommes
« d'initiative la prévoyance de certaines catastrophes ;
« ou bien, épuisant cette réserve de fécondité dont nos
« landes ont gardé le dépôt, développant le système
« arable outre mesure, travaillant sans engrais, nous ver-
« rons la population rester stationnaire, malheureuse,
« malade, et peut-être, si elle s'accroissait au-dessus
« des moyens de subsistance et de travail, chercher dans
« l'émigration le bien-être que lui refuserait le sol natal.»

Des *bois* et des *pâturages* : telles étaient les deux productions que le milieu économique, — c'est-à-dire la nature du sol, le peu de valeur des terres, l'absence de capital, l'insuffisance de main-d'œuvre, — permettait

à la Sologne. Elles devaient être la pierre angulaire de sa transformation.

L'exploitation rationnelle des bois, l'utilisation des mauvaises terres aux rendements infimes par les pine-raies, l'élevage extensif mais bien compris du bétail, allaient permettre à la Sologne de se créer, lentement mais sans risque, le capital foncier, le capital d'exploitation qui assureraient sa marche vers la période suivante, la période fourragère, avec amélioration des prairies naturelles et création des prairies artificielles, augmentation du bétail, augmentation du fumier-engrais assurant la substitution de la culture *améliorante* à la culture *épuisante*.

C'était la voie qu'il fallait suivre et Lecouteux l'avait trouvée et éclairée de son lumineux talent. Dès lors, le Comité central allait y entraîner par l'exemple, les conseils et les encouragements, la majorité des cultivateurs solonnais.

Dès sa fondation, le Comité, afin de déterminer les meilleures conditions de boisement, organisa un concours de mémoires « sur les procédés de boisement qui doivent être suivis de préférence dans la Sologne et sur le choix des mesures qui doivent être employées soit isolément, soit simultanément. »

La publication de ces travaux, l'exemple donné par les membres du Comité contribuèrent à multiplier les semis de pins. En trente années, le domaine forestier de la Sologne s'augmenta de 50.000 hectares de nouvelles

pineraies. Malheureusement, constituée d'essence maritime, la presque totalité des forêts résineuses de Sologne fut détruite par la gelée terrible de 1879-1880. Le désastre s'étendit sur 80.000 hectares.

Aussitôt le Comité central demande aide et assistance aux Conseils généraux et au Gouvernement, en même temps qu'il charge une commission spéciale de rechercher et constater l'étendue des dommages, de trouver les moyens d'exploiter et utiliser les bois endommagés.

M. H. Boucard, alors conservateur des forêts à Tours — et que le Comité eut l'honneur et le bonheur d'avoir comme président pendant près de quinze années, — recevait mission du Gouvernement d'examiner la situation causée par le désastre et d'indiquer les remèdes. Avec tout son talent et tout son dévouement, qu'il mit si souvent depuis lors au service de la Sologne, il fit un rapport dont une publication, spécialement faite aux frais du Comité (1), vint apporter aux propriétaires découragés un précieux réconfort ; il leur indiquait les moyens de tirer parti des arbres gelés et de reconstituer leurs pineraies avec le pin sylvestre, plus résistant que le maritime.

Aujourd'hui, 190.000 hectares de forêts résineuses couvrent la Sologne.

(1) Le Conseil général du Loiret en avait fait faire une également.

Une quantité de bois aussi considérable demandait d'autres débouchés que la falourde pour boulangeries, qui n'aurait pu absorber, sans avilir les prix, une pareille production.

Ce fut encore l'œuvre du Comité et de son président. Ils obtinrent la clientèle des mines du Nord dont les besoins annuels d'étais sont considérables. Des abaissements de tarifs des Compagnies d'Orléans et du Nord, par eux demandés et obtenus, devaient ouvrir plus largement ce précieux débouché.

Récemment encore, le Comité faisait des démarches afin d'avoir la clientèle des mines d'Angleterre (1).

Nous venons de voir avec quelle sollicitude de tous les instants le Comité central avait veillé à l'accroissement du domaine forestier ; nous allons le voir favoriser aussi, avec le même dévouement, l'élevage et la culture améliorante.

Tantôt, après de nombreuses expériences, il fera connaître les meilleurs procédés pour créer des prairies artificielles et les faire profiter des bienfaits de l'irrigation (2).

Tantôt il instituera, à ce sujet, des concours et distri-

(1) Conf. Annexe C. *La Sologne, pays de bois et d'élevage*, par BOUCARD. (Orléans, 1897).

On a cherché également un débouché dans la fabrication de la pâte à papier, mais sans grand résultat.

L'industrie du *résinage*, introduite naguère en Sologne, semble destinée à plus de succès.

(2) MÉMOIRE JULIEN. *Annales du Comité*, t. III.

buera des récompenses. Ses membres prêcheront d'exemple, établiront chez eux des prairies temporaires avec mélanges de graines appropriées au terrain et permettant d'obtenir des ressources fourragères dans de mauvais sols (1).

Afin de conserver pure la race ovine solognote, si précieuse pour utiliser les pacages non encore améliorés, des concours spéciaux seront établis pour stimuler le zèle des éleveurs.

Enfin le Comité créera d'autres concours, d'ordre plus général, pour favoriser le développement de chaque branche de la production agricole ; il secondera les divers comices dans la même œuvre ; il chargera les jurys, non seulement de distribuer les récompenses, mais encore d'éclairer les agriculteurs de leurs conseils, de les aider de leur science et de leur expérience pour les tirer de leur routine obstinée qui leur cachait le progrès. Ce n'était point là une tâche aisée ; mais tous ces efforts ne devaient pas rester vains.

La Sologne, ayant sa fortune solidement assise sur son riche domaine forestier et son élevage prospère, pourra s'acheminer vers la période fourragère où de vastes horizons s'ouvrent devant elle.

Il n'est pas de plus bel exemple de ce que peut l'association. Le Comité Central de la Sologne est, en effet, arrivé à des résultats presque prodigieux en transfor-

(1) *Essais de M. Rousseau, à la Rebutinière.*

mant de la sorte l'économie rurale de toute une contrée, jadis si misérable.

Il faut le reconnaître, il s'était constitué dans les meilleures conditions. Né spontanément ou plutôt amené à l'existence par l'impulsion féconde d'intérêts communs méconnus et cependant de haute importance, il répondait à un besoin manifeste. Ce besoin devait être le meilleur gage de son succès.

L'intérêt commun c'est le lien qui unit réellement les membres d'une société et coordonne efficacement leurs travaux et leurs efforts.

Combien voyons-nous dans notre monde rural, — et plus ailleurs encore, — de « sociétés » où l'intérêt commun n'est que le fallacieux prétexte qui cache l'ambition des fondateurs ou les rancunes politiques !... L'association devient alors un tremplin pour ceux qui veulent « diviser pour régner » et méconnaissent ainsi le but essentiel de l'association elle-même !...

La valeur d'une société dépend de la valeur de ses membres. L'union multiplie la force, elle n'en change pas la qualité.

Sous ce rapport encore le Comité central était des mieux partagés : composé d'une élite d'hommes instruits, qui souvent sans doute savaient que leur propre intérêt se confondait avec l'intérêt général, mais qui aussi, — ils l'ont prouvé mille fois, — se dévouaient, sans idée aucune de rémunération, au progrès et à la

prospérité de la Sologne; composé ainsi, — avec la Science, la sagacité, l'altruisme comme moyens d'action, — le Comité central ne pouvait qu'accomplir une belle œuvre économique.

CHAPITRE III

LE RÔLE DE L'INITIATIVE INDIVIDUELLE

« Il n'y a pas de bonne pratique agricole sans une bonne situation économique », a dit Léonce de Lavergne. Cette pensée pouvait s'appliquer à l'ancienne Sologne.

Nous venons de voir la Puissance publique et l'Association transformer le milieu économique, améliorer la condition physique de la population qui fournit le travail, faciliter la diffusion de l'élément calcaire qui donne la fertilité aux terres, permettre et stimuler la production en créant des débouchés. Désormais ce pays pourra produire pour échanger et tout sera révolutionné dans l'économie rurale : les sarrazins chétifs laisseront la place aux forêts de grands pins ; les prés, les prairies artificielles remplaceront les bruyères ; la région entière pourra se spécialiser dans les productions que favorise la nature de son sol.

La Puissance publique avait déblayé le terrain ; l'initiative individuelle allait pouvoir se développer sans rencontrer les obstacles qui l'enserraient sur un trop étroit domaine. Faute d'espace pour se développer, elle

était restée dans cet état de léthargie, de demi-conscience, où nous l'avons trouvée avant 1850.

Nous ne voudrions pas laisser supposer cependant qu'elle était demeurée incapable partout et toujours.

Bien avant l'intervention de l'Etat, dans quelques coins privilégiés de la Sologne, des propriétaires hardis étaient arrivés à d'assez heureux résultats ; ils avaient incontestablement amélioré leur sol et créé, on peut le dire, de la fertilité ; mais ce n'était là, il est vrai, que quelques oasis, et il faut bien des oasis pour transformer un désert.

Enfin cette initiative particulière se manifestait ; et elle n'avait pas attendu que le rôle de l'Etat fût terminé pour commencer le sien. Non. Mais tandis que celui de la Puissance publique se joue surtout au premier acte, le sien continue et occupe presque seul la scène. Si donc, dans l'évolution économique de la Sologne, l'œuvre de l'Etat et de l'Association fut considérable — et c'est une des raisons qui nous l'a fait étudier en premier lieu, — celle des individus reste la plus importante, car c'est elle qui complète la première et lui donne toute son utilité. Il ne suffit pas de bâtir un canevas, il faut tisser.

Mais quels allaient être les tisserands ? Qui est-ce qui allait profiter des nouvelles et plus favorables conditions de production ? Qui allait, en un mot, améliorer la terre ? Les cultivateurs eux-mêmes ? Les fermiers ou métayers ?... Ils étaient trop ignorants pour se

rendre compte de la nouvelle situation économique et des avantages qu'elle pouvait leur offrir ; ils étaient trop attachés à leurs vieilles pratiques agricoles pour les changer !... Enfin, il faut bien le dire, il n'appartenait pas à ces hôtes passagers d'une ferme d'y apporter des améliorations dont ils n'auraient pas été assurés de jouir. Cette tâche incombait aux propriétaires. Ils avaient l'instruction qui leur permettait de se tenir au courant des progrès agricoles et d'introduire des méthodes culturales, — améliorantes et non épuisantes, — plus en rapport avec le nouveau milieu. Ils possédaient les capitaux nécessaires pour faire face aux dépenses des premières améliorations financières.

Malheureusement la Sologne souffrait, depuis deux siècles, de « l'absentéisme ». Une propriété sans son propriétaire c'est un corps sans âme ; c'est le maître qui par sa présence vivifie et anime. Que le lien qui l'unit à sa terre se rompe, son domaine deviendra un organisme sans vie réelle. Car c'est lui, le légitime possesseur, qui donne à sa propriété un caractère propre : et c'est l'empreinte même de sa personnalité. C'est lui enfin qui, fort des expériences du passé, peut préparer par ses efforts présents, — et avec un esprit de suite que seul il peut avoir, — un avenir meilleur.

Ce rôle des propriétaires est particulièrement saisissant dans l'histoire agricole de la Sologne. Quand ils l'abandonnent elle tombe dans un engourdissement voisin de la mort ; quand ils reviennent, elle renaît à la vie.

Cette terre ingrate demande, il est vrai, pour produire, beaucoup de soins et de sacrifices auxquels seuls les propriétaires peuvent consentir. C'est une maîtresse exigeante et un peu jalouse, qui réclame une présence constante et un fidèle dévouement avant de donner en retour quelques preuves de sa reconnaissance.

Heureusement, la recherche d'un plaisir de luxe, d'un sport a guéri la Sologne de l'absentéisme et a eu sur ses destinées les plus heureuses conséquences : nous voulons parler de la chasse. C'est elle, on ne saurait le nier, qui a poussé les propriétaires à résider dans leurs terres ; c'est elle qui a fait aimer et rechercher le séjour de la Sologne dont les ressources cynégétiques ont toujours été célèbres, à juste titre.

Leur indifférence vaincue, beaucoup de propriétaires s'intéressèrent à l'amélioration de leur domaine. D'heureux exemples (1) les y encourageaient ; ils s'efforcèrent de les suivre. Ce ne fut pas toujours sans revers. Certains avaient été trop téméraires : ils ne s'étaient pas rendu compte que l'heure de la culture intensive n'avait pas encore sonné en Sologne ; ils avaient dépensé de trop gros capitaux dont la situation économique du pays ne permettait pas la rémunération.

Ces faillites de l'initiative individuelle, où il y a toujours au fond quelque faute, ne doivent ni retarder, ni empêcher le progrès : ce sont des offrandes sur son autel.

(1) Notamment, M. Ménard à Huppemeau.

Elles ne doivent pas arrêter la marche en avant, mais simplement faire choisir une autre route.

Malheureusement, dans nos campagnes, elles tendent à assurer le triomphe de la routine. — Pierre s'est ruiné parce qu'il a voulu changer nos vieilles habitudes ; continuons donc de cultiver comme nos pères qui mangeaient bien leur pain ! — Oui. Mais Paul, qui a aussi changé vos vieilles coutumes culturelles, s'est enrichi, et vous restez pauvres ! — Ça n'aura qu'un temps, répond Jacques Bonhomme.

La routine ? Voilà bien l'obstacle contre lequel se sont heurtés et quelquefois brisés toutes les forces, toute l'intelligence et tout le désir de bien faire des promoteurs du progrès en Sologne. — En parlant du paysan solonnais, voici ce qu'écrit Gaugiran :

« Il rit souvent des bourgeois qui cherchent, dans les
« innovations et les essais, à améliorer son sort ; ne les
« aidant pas, travaillant pour eux sans conviction, sans
« dévouement, il finit par les décourager et gagne ainsi
« son procès de moquerie (1). »

« C'est l'homme le plus casanier de toutes les provinces agricoles de France, » enchérissent Joubert et Chevallier (2).

Des propriétaires, qui avaient expérimenté ou vu expérimenter avec succès la culture du trèfle violet, vou-

(1) GAUGIRAN, *Vues de sologne* (Blois, 1856.

(2) JOUBERT et CHEVALLIER, *De l'agriculture en Sologne*, Paris, 1845).

lurent en faire profiter leurs fermiers. Ils savaient bien que leurs conseils ne suffiraient pas puisque l'exemple n'avait pas suffi. Ils inscrivirent donc dans leurs baux l'obligation de semer, chaque année, une certaine étendue de terrain en graines de trèfle, pensant qu'une expérience personnelle les encouragerait à cultiver d'eux-mêmes cette plante...

« Qu'arrivait-il ? Le fermier, qui ne s'y était soumis
« qu'à regret et dans la crainte de voir sa ferme lui
« échapper, non seulement ne faisait rien pour réussir,
« mais, au contraire, tout absolument pour que l'opé-
« ration manquât. D'abord, il croyait son amour-
« propre engagé à se donner raison avec son proprié-
« taire auquel il avait si souvent dit que le trèfle ne
« doit jamais réussir en Sologne ; puis, comme nous
« croyons que sa conviction était consciencieuse, il pen-
« sait qu'il aurait tort de prendre la moindre peine
« pour un travail qui ne devait amener aucun résultat ;
« il ne satisfaisait donc à aucune des conditions que ces
« plantes exigent... (1) »

A toutes les difficultés ordinaires, que tout propriétaire rencontre dans son œuvre d'amélioration, venait donc s'ajouter l'ignorance malveillante du cultivateur solonais. Comme ce n'était pas une des moindres et que les propriétaires, par leur courage et leur ténacité, parvinrent à la surmonter, nous tenions à la signaler.

(1) BEAUVALLET, *op. cit.*

Maintenant, examinons leur œuvre.

Au début, leur effort principal se porta sur le boisement.

Le boisement, en effet, présentait pour eux de grands avantages ; il leur permettait de tirer parti de terres improductives, en leur assurant un revenu d'au moins 15 francs par hectare (1) et par an, alors que leurs fermiers ne leur payaient que 5 et 6 francs. Ensuite cela n'exigeait aucuns frais d'entretien et évitait l'ennui de trouver un fermier ou métayer plus ou moins solvable. Enfin cette amélioration elle-même pouvait se faire sans grande dépense : frais de culture insignifiants et en tous cas faits une fois pour toutes ; amendements inutiles ; graines de pins maritime à bon marché. Donc, d'un côté, pas de capital sérieux à engager, et de l'autre, revenus assurés, assainissement naturel des terres, possibilité d'occuper des ouvriers pendant l'hiver.

Restait la question des débouchés. Mais les voies de communication se développaient avec une rapidité prodigieuse et semblaient à cet égard enlever tout souci. Toutes les propriétés eurent leurs pineraies, dont l'étendue augmentait chaque année ; de sorte que la Sologne, — qui comptait 30.000 hectares de pineraies en 1850, — en a 190.000 à l'heure actuelle (2).

Les bois feuillus n'eurent pas, heureusement, une

(1) Voir Bourdon.

(2) Ce boisement à outrance fut même un peu inconsidéré. (Voir, à ce sujet, MAIRESSE, *op. cit.*, 3^e partie, ch. II).

progression aussi rapide. Leurs semis étaient plus coûteux et surtout ne pouvaient se faire que dans des terres relativement fertiles, le chêne ne pouvant utiliser les sables aussi bien que le pin. Par suite, on ne compte guère actuellement que 60.000 hectares, soit une augmentation de 10.000 hectares depuis 1850.

Le domaine forestier de la Sologne, — qui atteint maintenant 250.000 hectares, soit plus de la moitié de la contrée, — ne saurait, selon nous, s'augmenter sans danger.

Dans la situation actuelle, et tant que d'autres travaux ne viendront pas modifier le milieu économique on ne peut guère compter sur de nouveaux débouchés. On pourrait donc, si l'on ne semait pas avec prudence et pour remplacer seulement les surfaces exploitées, redouter une crise, une mévente qui amènerait fatalement l'avilissement des cours.

Au surplus, le reste du territoire peut parfaitement être utilisé par la culture.

Si nous estimons à 50 francs (et c'est un minimum), la moyenne des frais de semis ou plantations pour un hectare, les propriétaires auraient donc dépensé, depuis 1880, environ 10.000.000 de francs. A ces frais devraient s'ajouter les frais d'établissement des 80.000 hectares de pineraies, gelées en 1879, et l'intérêt de ces frais, soit environ 4.000.000.

Les 250.000 hectares du domaine forestier de la Sologne ont donc coûté 14.000.000 de francs, en chiffres

ronds. Ils produisaient autrefois 5 francs par hectare, soit 1.125.000 francs. Ils produisent actuellement 15 francs l'hectare, soit 4.000.000.

Les 14.000.000 dépensés ont donc amené une augmentation de revenus, de 3.000.000 (1).

On ne pouvait guère demander de meilleurs résultats.

Les autres moyens par lesquels les propriétaires ont amélioré leur domaine ont nécessité des avances plus considérables.

Le capital engagé apparaît comme particulièrement élevé si on le compare au peu de valeur qu'avaient les terres.

Il fallait d'abord les assainir. Le drainage, le véritable drainage intérieur avec tuyaux en terre cuite, en est évidemment le meilleur moyen ; c'est le plus sûr, celui qui donne les résultats les plus complets et les plus durables. Mais il a l'inconvénient de coûter relativement cher : 300 francs l'hectare au moins, souvent plus. Dans les terres silico-argileuses et siliceuses, qui sont en majorité dans la Sologne, il a un autre désavantage : c'est d'amener une trop grande dessiccation pendant

(1) Nous nous plaçons là au point de vue *des propriétaires*. D'une façon absolue, le revenu *du sol* n'aurait pas augmenté dans ces proportions ; car, lorsque nous disons que, dans l'ancienne Sologne, l'hectare rapportait 5 francs, nous voulons dire qu'il était *loué* 5 francs ; mais il rapportait à peu près autant au fermier. Le revenu *du sol* pouvait donc être évalué à 10 francs environ. Pour les bois, le propriétaire est à la fois propriétaire et exploitant.

l'été (1). Pour ces raisons, ce genre de drainage ne s'est pas développé beaucoup. En 1870, 3.000 hectares avaient été drainés ainsi (2).

Nous croyons être à peu près dans la vérité en estimant à 10.000 hectares la superficie drainée actuellement, — ce qui représente une dépense d'au moins 3.000.000 francs.

M. Ménard, à Huppemeau, avait jadis préconisé un système plus économique : les tuyaux de poteries étaient remplacés par des fagots de sapins dont la vente était impossible. Mais le bois se pourrissait ; et, au bout de cinq ou six ans, il fallait recommencer.

Ce fut donc le drainage avec fossés ouverts qui eut le plus de succès en Sologne. C'est le moins dispendieux, le plus simple et le plus facile à établir.

Il est assez malaisé d'indiquer la dépense faite dans ce but par les propriétaires. Cependant nous pouvons dire, sans crainte de nous tromper beaucoup, que la plupart des terres marnées ou chaulées, soit 100.000 hectares, ont été assainies ; car, ce sont en majorité, des « défriches » de bruyères que leur humidité avait soustraites au domaine de l'agriculture. Or, on ne peut guère concevoir qu'un propriétaire fasse le sacrifice de marnier une terre, s'il laisse l'eau lui enlever le bénéfice de l'amendement.

(1) MAZURE, *op. cit.*

(2) SAINJON, *op. cit.*

Donc, si nous admettons que la moyenne des *parcelles* cultivées est de 5 hectares et qu'il faille, pour assainir cette étendue, un kilomètre de fossés, nous arriverons à une dépense minimum de 20 à 25 francs par hectare, soit, pour 100.000 hectares, 2.500.000 francs.

Les frais d'amendement, — marnage ou chaulage, — devaient être beaucoup plus élevés.

Pendant la période des primes de marnage (de 1853 à 1870), 1.800 hectares environ étaient marnés annuellement.

Sans doute après la cessation de la subvention de l'Etat le marnage subit un certain ralentissement ; mais alors le chaulage se généralisa à cette époque, et particulièrement dans l'est de la Sologne.

Du reste, depuis une dizaine d'années, grâce à de nouveaux tarifs dont nous avons parlé, le marnage a repris son intensité. De sorte que l'on peut être certain de ne pas exagérer en comptant, pendant la seconde moitié du *xix^e* siècle, 2.000 hectares en moyenne recevant chaque année l'amendement calcaire, soit depuis soixante ans, 120.000 hectares. Mais comme l'effet de la marne ne se fait sentir que pendant vingt ou trente années, il a fallu renouveler les premiers marnages. Comptons donc seulement 100.000 hectares.

On arrive encore à ce chiffre en calculant d'autre manière.

Depuis 1850, 110.000 hectares de bruyères ont été défrichés. Sur ce total quelques milliers à sous-sol sa-

blonneux (1) furent plantés en pins. Il resterait donc environ 100.000 hectares livrés à la culture et qui ont tous dû recevoir l'amendement calcaire, particulièrement actif dans ces terres de bruyères.

Le prix moyen de la marne, avant les nouveaux tarifs, était de 3 francs la tonne. Comme il en faut de 40 à 50 par hectare, le marnage revenait de 120 à 150 francs l'hectare. Mais nous avons compris, dans notre total, des terrains amendés par la chaux qui coûte moins cher que la marne. Prenons donc une moyenne de 100 francs par hectare (2), nous arrivons, comme dépense totale, à 12.000.000 de francs (pour 100.000 hectares marnés et 20.000 remarnés).

Les irrigations, qui pourraient cependant donner de bons résultats, ne sont pas encore suffisamment pratiquées en Sologne.

Aussi bien depuis longtemps d'habiles agriculteurs en avaient obtenu les plus heureux effets.

On crut, tout d'abord, que les eaux de la Sauldre, qui prenait sa source sur un plateau marneux, étaient seules fertilisantes, et que les autres, recueillies sur le sol de la Sologne, étaient acides et pouvaient nuire à la végétation. M. Ménard, à Huppemeau, montra qu'il était facile de remédier à cet inconvénient en plaçant de la

(1) Les terres à sous-sol sablonneux sont assez rares en Sologne.
— Comp. MAZURE, *op. cit.*

(2) Nous ne tenons pas compte du roulage car il occupait les chevaux, ordinairement sans travail pendant l'hiver.

chaux dans un réservoir où passaient les eaux avant d'aller sur les prés. Deux hectolitres de chaux, — soit une dépense de 2 à 5 francs — suffisaient par hectare et par an.

Comme les irrigations ne sont pas encore généralisées ; qu'elles ont occasionné des dépenses essentiellement variables suivant la disposition des terrains ; que nous n'avons pas de base sûre et que, au surplus ces dépenses ne sauraient être très considérables actuellement, nous préférons ne pas les compter dans les sacrifices consentis par les particuliers pour la terre solonaise.

Nous avons vu que plus de 100.000 hectares de bruyères avaient été défrichés. L'opération du défrichement revenant à environ 100 francs l'hectare (1), voilà encore une avance de 10.000.000 faite pour augmenter le domaine de la charrue, avance, nous devons le faire remarquer, supportée généralement par le métayer ou le fermier.

De vieilles prairies furent refaites ou amendées. — 8.000 hectares furentensemencés en prairies nouvelles. On peut estimer à 1.000.000 les dépenses entraînées par ces améliorations.

La plantation de la vigne fut une cause et, à la fois, un effet de l'amélioration des conditions d'existence en Sologne.

De 1850 à nos jours, 7.000 hectares nouveaux ont été

(1) MAZURE, *op. cit.*

convertis en vignes ; en estimant une dépense de 500 francs par hectare, on trouve qu'ils auront coûté 3.500.000 de francs.

Mais il ne suffisait pas d'améliorer les terres ; il fallait des bâtiments d'exploitation en rapport avec une culture plus productive, un bétail plus nombreux et meilleur ; il fallait, pour les hommes, des logements plus sains puisqu'on voulait une race plus forte.

Sous ce rapport, la Sologne fut transformée complètement. Des fermes nouvelles furent bâties ; et les anciennes reconstruites à peu près de fond en comble. Les affreux taudis d'autrefois, avec leurs murs de boue, de paille, de bois, ont fait place à de vastes constructions en briques pour la plupart et, en général, parfaitement aménagées.

Cette dépense-là fut considérable pour les propriétaires ; et nous sommes étonnés que M. Brongniart ne l'ait pas prévue dans son rapport, en 1850.

Si l'on prend comme ferme-type, en Sologne, celle de 100 hectares, qui nécessite des bâtiments représentant une valeur de 30.000 francs, nous aurions, sur les 180.000 hectares livrés à l'agriculture, des constructions représentant un capital de 54.000.000 de francs environ.

Faut-il parler, en outre, du millier de châteaux ou maisons de maître qui émaillent la Sologne, édifiées bâties à neuf ou reconstruits, et pour chacun desquels plus de 50.000 francs en moyenne furent dépensés ? Cela ferait encore un total de plus de 50.000.000.

Si nous récapitulons les dépenses effectuées par les propriétaires pour l'amélioration des terres seules, nous arrivons au résultat suivant :

Bois	14.000.000 fr.
Drainage	3.000.000 »
Fossés d'assainissement	2.500.000 »
Amendements	12.000.000 »
Constructions agricoles	54.000.000 »
Vignes	3.500.000 »
Prairies	1.000.000 »
Défrichement	10.000.000 »
Total	100.000.000 fr.

En 1850, Brongniart estimait le revenu des terrains de la Sologne à 3.900.000 francs.

Aujourd'hui nous pouvons dire qu'en moyenne l'hectare rapporte 17 fr. 40 à son propriétaire, soit pour les 460.000 hectares 7.820.000 francs.

L'augmentation de revenu, qui est de 3.920.000 francs, peut donc être considérée comme la rémunération des 100.000.000 avancés, ce qui représente des intérêts à 3.90 0/0, — à 3 0/0, devrions-nous dire en toute justice, car nous n'avons toujours calculé que le strict minimum des dépenses ; nous n'avons tenu compte ni de la construction des habitations de maître, ni des frais imprévus, ni des fausses manœuvres si fréquentes en matière immobilière, ni enfin des dépenses d'entretien des améliorations introduites.

Au demeurant, ces 3.920.000 francs ne doivent-ils pas rémunérer autre chose que le *capital* engagé ? N'y a-t-il pas le *service rendu* à l'agriculture par les proprié-

taires, leurs travaux, leurs risques et jusqu'à leur ténacité et leur intelligence dans leur lutte contre la Nature, qui méritent aussi une rétribution ou une récompense ?

Ce n'est pas seulement avec leur argent qu'ils ont acheté la fertilité pour leurs terres ; leur savante initiative, l'emploi judicieux de leurs capitaux, la transformation de la culture, l'introduction des plantes nouvelles qui allait permettre l'évolution de l'économie rurale de la Sologne, l'usage des machines perfectionnées, l'emploi des engrais, la sélection des races de bétail, leur amélioration par le croisement avec des races étrangères, tous ces travaux doivent être inscrits au crédit de leur compte.

Alors, l'augmentation des revenus n'est plus que la très stricte et très juste rémunération des capitaux engagés, des risques courus et de l'intelligente activité dont les propriétaires solonais ne se sont jamais départis.

TROISIÈME PARTIE

La Sologne contemporaine

CHAPITRE PREMIER

LE MILIEU ÉCONOMIQUE

§ 1. — *Aspect de la Sologne.*

L'aspect d'une contrée est le reflet de sa situation économique, comme le visage est le miroir de l'âme.

Un pays respire la richesse et la prospérité ou la misère et la désolation, comme une physionomie exprime le bonheur ou la tristesse. Ce n'est pas chez l'homme seulement qu'il existe une union entre le physique et le moral et qu'ils ont l'un sur l'autre une mutuelle influence.

N'est-ce pas justement le plaisir du voyageur, aimant à lire un peu au fond du cœur mystérieux des choses, que de rechercher à travers le tableau qui se déroule à ses yeux la pensée qui le domine, la vie qui l'anime, le génie des hommes qui l'habitent, cet ensemble enfin qui fait qu'un pays existe parce qu'il se différencie des autres.

L'aspect de la Sologne actuelle est l'image de sa prospérité économique.

La Fortune lui a souri ; elle a dépouillé ses haillons de misère, qui cependant ne manquaient pas de beauté ; elle s'est parée de vêtements plus riches. L'or des lourds épis a remplacé le cuivre des bruyères ; les grands pins vigoureux sont sortis des sables jadis stériles ; ailleurs, ils ont succédé aux taillis souffreteux. A travers la plaine, — autrefois véritable brousse, — se déroule maintenant le long ruban des routes. Au milieu de la teinte sombre des prés, des bois immenses, de fraîches villas, de jolis castels restaurés, des fermes animées viennent jeter, comme des fleurs dans un parterre, la note gaie de leur couleur claire.

Délaissée jadis, oubliée dans la pauvreté, la Sologne est aujourd'hui choyée comme une grande dame. Les trains ne passent plus, indifférents, dans ses stations naguère désertes. De somptueux wagons lui amènent ses courtisans ; et, signe plus évident encore de sa richesse, elle reçoit la visite des lourds convois de marchandises, dont la pesante masse vient de se désagrégier chez elle et s'y reformer.

Il faut, maintenant, un grand effort d'imagination pour nous représenter la Sologne déserte que les « anciens », de leur voix traînante, nous dépeignent encore : la Sologne de cette époque, peu lointaine pourtant, où le pâtre, passant la nuit avec son troupeau dans les immenses pâturages, devait dire « la prière aux loups »

Aujourd'hui, sous ses dehors plus opulents, elle reste toujours « la Sologne », le pays des grandes solitudes, le pays des bois profonds et giboyeux, des grands étangs paisibles. La main de l'homme a su la travailler en artiste ; elle a fait disparaître l'image hideuse de la misère, mais elle s'est montrée discrète ; elle a respecté le calme de cette nature langoureuse et sauvage, ses horizons de douce quiétude tout baignés d'un silence que de lointains troupeaux viennent à peine troubler du tintement harmonieux de leurs sonnailles !...

§ 2. — *Population.*

Il nous paraît intéressant de suivre le mouvement de la population en Sologne, depuis 1850 jusqu'à nos jours.

Nous l'indiquons dans le tableau suivant pour toutes les communes solonaises, réparties dans trois départements.

LOIRET

	1840	1860	1896	1906	1911
Cléry	2,590	2,705	2,558	2,388	2,093
Dry.	786	901	724	648	598
Jouy-le-Potier	617	688	870	847	830
Mézières	635	676	549	516	506
<i>La Ferté-Saint-Aubin</i>	1,923	2,203	3,437	3,642	3,679
Ardon	536	560	579	576	580
Ligny-le-Ribault	825	805	1,358	1,379	1,477
Marcilly-en-Villette	808	1,151	1,510	1,455	1,412
Menestreau	627	695	1,113	1,040	1,125
Sennely	669	646	982	998	1,030
Vannes	416	550	997	761	738
Lailly	1,943	2,229	1,830	1,651	1,548
Tigy	1,000	1,399	1,572	1,584	1,545
<i>Cerdon</i>	846	1,062	1,634	1,591	1,577
Isdes	566	669	1,004	1,010	963
Lion-en-Sullias	436	434	578	564	510
Poilly	551	732	791	711	657
Saint-Aignan-le-Jaillard	428	506	642	621	626
Saint-Florent	452	444	627	629	603
Saint-Gondon	920	1,058	1,041	911	909
Sully-sur-Loire	2,145	2,527	2,635	2,497	2,487
Vienne-en-Val	734	978	1,017	981	948
Viglain	454	515	885	845	817
Villemurlin	591	581	931	904	839
Olivet	3,386	3,478	3,602	3,780	3,770
Saint-Cyr-en-Val	835	1,053	1,027	1,066	1,056
Sandillon	1,726	1,973	1,640	1,582	1,571
	28,479	32,351	37,282	36,562	35,951

LOIR-ET-CHER

	1840	1860	1896	1906	1911
<i>La Motte-Beuvron</i>	616	1,002	2,254	2,333	2,702
<i>Chaon</i>	482	529	732	717	721
<i>Chaumont-sur-Tharonne</i>	1,208	1,245	1,430	1,483	1,444
<i>Nouan-le-Fuselier</i>	1,347	1,544	1,957	2,005	2,146
<i>Souvigny</i>	579	570	747	730	709
<i>Vouzon</i>	1,234	1,320	1,558	1,564	1,728
<i>Ivoy-le-Marron</i>	631	649	766	810	786
<i>Menetou</i>	920	903	1,081	1,156	1,079
<i>Chatres</i>	988	1,058	1,265	1,412	1,415
<i>Langon</i>	680	783	966	1,005	852
<i>Villefranche</i>	1,434	1,340	1,756	1,751	1,668
<i>Neung</i>	979	1,078	1,351	1,450	1,411
<i>Dhuizon</i>	696	816	1,267	1,303	1,304
<i>La Ferté-Beauharnais</i>	410	559	647	583	640
<i>La Ferté-Saint-Cyr</i>	916	1,087	1,071	1,070	1,092
<i>La Marolle</i>	304	306	478	543	556
<i>Montrieux</i>	672	562	930	865	882
<i>Thoury</i>	340	370	475	472	426
<i>Villeny</i>	434	469	713	764	733
<i>Romorantin</i>	7,181	7,919	7,972	8,374	8,102
<i>Courmenin</i>	496	514	732	757	756
<i>Lanthenay</i>	1,166	1,545	2,454	2,680	2,718
<i>Loreux</i>	455	429	434	474	460
<i>Millançay</i>	825	1,180	1,064	1,126	1,182
<i>Pruniers</i>	663	783	1,044	1,059	1,054
<i>Vieilleins</i>	545	561	581	515	561
<i>Vernou</i>	849	883	948	1,020	1,035
<i>Villeherviers</i>	606	620	679	607	616
<i>Salbris</i>	1,612	1,747	2,408	2,907	3,036
<i>La Ferté-Imbault</i>	856	833	1,028	1,039	1,052
<i>Marcilly-en-Gault</i>	288	303	337	356	351
<i>Orçay</i>	1,073	1,089	1,581	1,601	1,556
<i>Pierrefitte</i>	1,313	1,259	1,841	1,906	1,854

LOIR-ET-CHER (*suite et fin*)

	1840	1860	1896	1906	1911
Selles-Saint-Denis	2,032	2,049	1,209	1,234	1,224
Souesmes	1,073	1,087	1,471	1,512	1,488
Theillay	1,480	1,382	1,870	1,833	1,832
Selles-sur-Cher	4,218	4,439	4,360	4,082	4,074
Billy	621	877	1,054	1,070	1,037
Gièvres	952	1,083	1,250	1,335	1,321
Gy	684	752	867	889	824
Lassay	270	259	286	280	298
Mur	870	843	1,190	1,333	1,408
Rougeon	102	106	152	171	179
Soings	866	1,013	1,204	1,300	1,316
	45,996	49,745	60,464	62,499	62,667

CHER

	1840	1860	1896	1906	1911
Aubigny-sur-Nère (1)	2,206 607	2,515 688	2,480 1,727	4,720	4,547
Argent	1,231	1,386	2,000	2,337	2,369
Brinon	1,134	1,238	1,980	2,257	2,136
Clémont	881	1,169	1,267	1,128	1,164
Ennordres	762	832	823	849	852
Ménétréol	468	486	648	636	664
Sainte-Montaine	491	554	612	661	649
Saint-Eloy-de-Gy	1,064	1,229	1,421	1,178	1,080
Allogny	780	837	1,069	993	957
Allouis	810	823	775	665	643
La Chapelle d'Angillon	771	848	958	967	961
Méry-ès-Bois	1,174	1,387	1,372	1,370	1,354
Méry-sur-Cher	599	600	718	665	656
Nançay	1,086	1,050	1,357	1,374	1,351
Neuvy-sur-Barangeon	904	928	1,352	1,491	1,487
Presly	505	532	612	708	716
Saint-Laurent	545	509	614	504	493
Thénioux	515	476	569	591	559
Vierzon-Village (2)	3,304	4,686	7,799	9,710	10,583
Vignoux-sur-Barangeon	1,452	1,304	1,447	1,168	1,136
Vouzeron	771	777	1,051	975	811
	22,060	24,854	32,651	34,946	35,168
TOTAL GÉNÉRAL	96,535	106,950	130,397	134,007	133,786

(1) Il y avait autrefois Aubigny-Ville et Aubigny-Village.

(2) La commune de Vierzon-Village a été divisée en deux communes : celle de Vierzon-Village, avec 6.653 habitants, et celle de Vierzon-Forges, avec 3.930.

Si nous examinons le détail avant de considérer le total, un fait est frappant : c'est l'accroissement rapide et particulièrement sensible au recensement de 1860 de certaines communes que nous avons soulignées.

Ces communes ont eu la chance d'être desservies par la première ligne de chemin de fer établie en Sologne ; c'est à cette circonstance heureuse qu'elles doivent leur développement plus rapide, comparé à celui d'autres communes.

La Motte-Beuvron, — aujourd'hui la « capitale de la Sologne » si l'on peut dire, — est l'exemple le plus typique de ce que nous venons d'indiquer.

De 616 habitants en 1840, cette commune en compte successivement 1.002 en 1860 et 2.254 en 1896, accusant ainsi une augmentation de près de 100 0/0 en vingt années. C'est la manifestation de l'influence favorable que peuvent avoir les chemins de fer sur la prospérité des pays qu'ils traversent.

Considérons maintenant les totaux. Nous constatons une augmentation rapide de 1840 à 1896. Nous avons montré, dans la deuxième partie de notre travail, qu'elle avait été supérieure proportionnellement à celle qu'on notait dans les territoires situés hors Sologne (1). Nous indiquions qu'elle était la conséquence de la transformation économique de ce pays, due aux travaux et à l'aide de la Puissance publique. Cette inter-

(1) Voir p. 74.

vention brisa la digue qui empêchait la civilisation avec sa science, ses capitaux, ses talents, de pénétrer en Sologne. Alors le flot du progrès l'envahit de toutes parts et éleva très vite le niveau de sa prospérité.

Mais celle-ci, dans son ascension, devait fatalement s'arrêter quand elle aurait atteint le niveau extérieur : désormais en communion avec le reste du pays, elle devait subir, comme lui, les bonnes ou les mauvaises influences.

Les totaux des deux derniers recensements (1906 et 1911) nous montrent clairement que la Sologne n'est pas restée étrangère à la crise de la natalité en France, compliquée, dans une contrée essentiellement agricole comme la Sologne, de cet exode continu des masses rurales vers les grands centres.

Le recensement de 1906 indique un arrêt ; celui de 1911 un recul. Nous nous trouvons donc en face d'un phénomène qui n'est ni passager ni particulier à la Sologne. Il faut l'envisager dans toute sa réalité et son importance. Quand le moment sera venu, nous chercherons quelles pourraient en être les conséquences, et nous nous demanderons si l'on ne peut pas espérer, non des remèdes à ce fâcheux état de choses, mais des compensations qui viendraient heureusement en contrebalancer les funestes effets.

Si nous avons le regret de constater un arrêt, peut-être définitif, dans l'accroissement de la population en Sologne, nous avons d'un autre côté le plaisir de voir

qu'il n'en est pas de même pour l'amélioration de ses qualités physiques et morales.

L'insalubrité du climat n'est plus maintenant que du domaine de l'histoire. Les fièvres paludéennes ont complètement disparu ; le séjour en Sologne pendant l'été est même devenu recherché. Une nourriture plus substantielle, une hygiène meilleure, des habitations plus vastes, plus aérées, plus saines, ont contribué à la régénération de la race.

« Quel contraste, — écrit M. Denizet, — entre le Solognot que nous a présenté M. de Morogues et celui d'aujourd'hui ! Le Solognot de 1900 est de taille moyenne, solide, résistant et robuste, capable d'un travail sérieux. La femme, du moins celle qui est employée dans les fermes et aux travaux des champs, est trapue et vigoureuse ; et s'il n'en est pas de même de la jeune fille qui habite le bourg, occupée à la couture et à la lingerie, souvent malade et lymphatique, on doit l'attribuer à son existence trop sédentaire beaucoup plus qu'au climat (1). »

En Sologne, le nombre des jeunes gens impropres au service militaire n'a pas cessé de diminuer ; il est même devenu inférieur, proportionnellement, à celui constaté dans les territoires hors Sologne, ainsi que le montre le tableau suivant que nous empruntons à l'ouvrage de M. Denizet.

(1) DENIZET, *op. cit.*

Désignation	Années 1847-48-49			Années 1867-68-69			Années 1896-97-98		
	Total des jeunes gens		Proportion des exemptés	Total des jeunes gens		Proportion des exemptés	Total des jeunes gens		Proportion des exemptés
	Examinés	Exemptés		Examinés	Exemptés		Examinés	Exemptés	
<i>Loir-et-Cher</i>									
Cantons de Bracieux, Contris, Romorantin, La Motte-Beuvron, Salbris et Neuwy	963	560	58 0/0	1.106	563	51 0/0	2.522	467	18,5 0/0
<i>Territoire hors Sologne</i>									
Cantons de Loir-et-Cher autres que ceux spécifiés ci dessus	2.967	1.593	54 0/0	3.336	1.617	49 0/0	6.817	1.288	18,8 0/0
			+ 4 0/0			+ 2 0/0			-0,3 0/0

NOTA. — Du nombre des examinés, on a déduit les exemptions légales.

On peut donc dire, — et ce sera notre conclusion à ce point de vue, — que le Solonais, autrefois chétif et faible, est maintenant aussi capable qu'un autre de fournir le travail physique.

Voyons le moral. Il est certain qu'indépendamment du développement de l'instruction qui se manifestait partout l'amélioration de la santé, le séjour constant de propriétaires, d'agriculteurs distingués et actifs au milieu des Solonais devaient aider à élever le niveau de leurs facultés intellectuelles.

On trouve, maintenant, une classe de fermiers aisés, intelligents, marchant avec le progrès et qui rivalisent de zèle avec les propriétaires pour introduire les dernières découvertes scientifiques intéressant le monde agricole. Malheureusement, cette classe est encore bien peu nombreuse ; elle existe, c'est l'essentiel, et l'on peut penser qu'elle se développera plus rapidement qu'elle ne s'est formée.

La grande majorité des cultivateurs solonais reste encore trop attachée aux vieilles pratiques agricoles. Tout en étant moins routiniers que leurs pères, beaucoup d'agriculteurs sont trop lents à suivre ceux qui leur donnent le bon exemple. Disons-le bien vite, on ne saurait guère le leur reprocher ; la science agricole est aujourd'hui beaucoup trop compliquée pour qu'on puisse, non pas la connaître et la comprendre, mais simplement profiter de ses enseignements pratiques sans recevoir au préalable une élémentaire instruction agricole.

Sans doute les professeurs départementaux et spéciaux, avec toute leur intelligence et tout leur dévouement, se multiplient pour éclairer de leur compétence incontestée les cultivateurs de nos campagnes les plus reculées ; mais combien leur tâche, — qui au début leur a demandé tant de courage, — leur serait-elle facilitée si, dès l'école primaire et sous leur surveillance, les jeunes générations rurales recevaient d'une façon un peu sérieuse les premiers principes de la science et de l'art agricoles.

Certes, quelques leçons sur l'agriculture figurent bien au programme des écoles primaires, mais l'absence de toute sanction à l'enseignement agricole dans les Ecoles normales laissait peu de garanties sur la manière dont étaient professées ces leçons.

Nous sommes heureux de lire, dans le *Journal Officiel* du 21 août 1911, un arrêté du ministre de l'Instruction publique, modifiant à ce sujet les articles 4 et 5 de l'arrêté du 4 août 1905 sur les examens de sortie, dans les Ecoles normales.

D'après cet arrêté tout récent les instituteurs chargés de l'enseignement agricole dans les Cours supérieurs complémentaires ou temporaires « seront choisis, de « préférence, parmi ceux qui auront obtenu, pendant « l'année de leur sortie de l'Ecole, la note *bien* dans les « travaux agricoles. »

Il serait à souhaiter que cet enseignement agricole prit une certaine importance dans les écoles primaires

de nos campagnes. Nous savons bien que les enfants de douze ou treize ans qui l'auraient suivi ne deviendraient point, par cela même, des agronomes et qu'ils resteraient peut-être incapables pour la plupart d'utiliser les principes appris ; mais retiendraient-ils seulement : que l'agriculture est un art qui progresse depuis qu'il reçoit les leçons vivifiantes de la Science ; que, chaque jour, cette Science donne des moyens de cultiver mieux, c'est-à-dire de produire davantage, c'est-à-dire de devenir plus riche ; qu'enfin le cultivateur, pour faire ses affaires et celles de la Société, ne doit pas rester figé dans la routine, garderaient-ils des leçons apprises cette seule pensée qu'on aurait fait œuvre utile.

Nous ne prétendons pas assurément que ce serait là une panacée universelle ; mais ce serait incontestablement un des meilleurs moyens de développer chez les fils de nos cultivateurs le goût du métier paternel, de les intéresser à l'industrie agricole, d'enrayer ainsi dans une certaine mesure leur exode navrant, inquiétant, vers les grandes villes, d'augmenter le nombre des volontaires de l'armée pacifique qui nourrit la France, et de préparer enfin au progrès et au développement de notre agriculture une voie plus large et plus facile.

§ 3. — *L'association et la mutualité.*

L'association a joué un rôle considérable dans la transformation de la Sologne, et nous avons étudié à ce point de vue l'œuvre du Comité central. Forte d'un

brillant passé, cette association reste toujours des plus florissantes ; elle représente la Sologne agricole et s'occupe sans cesse des intérêts généraux du pays, qu'elle soutient avec une persévérance et une ardeur qui appellent le succès.

Malgré toute l'utilité et l'importance de ce Comité, il eût été fâcheux que la Sologne n'ait pas vu éclore sur son sol d'autres associations, plus modestes sans doute, mais permettant aux agriculteurs d'une région plus limitée, de se grouper pour produire plus économiquement, vendre à meilleur compte, acheter dans de meilleures conditions, se prêter enfin un mutuel appui dans l'adversité.

Depuis le commencement de ce siècle la Mutualité a pris une très grande extension, on pourrait dire qu'elle marque de son sceau l'aurore du ^{xx}e siècle. L'agriculture si souvent exposée aux intempéries et aux aléas devrait être la première à en profiter. Malheureusement il n'en est pas toujours ainsi. L'isolement constant du cultivateur dans son travail, son existence un peu retirée, enfin sa méfiance habituelle pour tout ce qui est nouveau, le rendent quelquefois un peu réfractaire aux idées d'association.

Le Solonais n'est pas tout à fait exempt de ce défaut. Il a fallu toute l'active et dévouée propagande des professeurs départementaux d'agriculture pour faire triompher en Sologne les idées de mutualité.

Aujourd'hui cette région compte treize caisses de cré-

dit agricole (1), une dizaine de sociétés d'assurance mutuelle contre la mortalité du bétail, et enfin un syndicat de distillation à Romorantin, qui peut être considéré comme une coopérative. Nous devons ajouter à cette énumération les différents comices et sociétés d'agriculture qui ont leur siège à Blois, Gien, Aubigny, Romorantin.

Le Solonais, qui a besoin d'argent, accepte assez volontiers les caisses de crédit agricole, aussi paraissent-elles devoir se développer et prospérer.

Les « mutuelles-bétail » sont plus rares et moins florissantes ; le cultivateur de Sologne reste défiant, et ouvre difficilement sa bourse lorsqu'on lui demande le paiement d'une prime pour indemniser ses voisins des pertes éprouvées.

En somme, d'une façon générale, les associations agricoles sont moins nombreuses et moins importantes en Sologne que dans les parties du Loiret, du Cher et du Loir-et-Cher situées hors de son territoire.

Cependant l'on est en droit d'espérer que les Solonais sauront profiter de l'exemple donné par leurs plus proches voisins et se montreront moins rebelles à l'association et à la mutualité auxquelles est réservé un brillant avenir.

(1) Deux autres, grâce au zèle éclairé du distingué professeur départemental du Loiret, vont être fondées incessamment à Sully-sur-Loire et La-Ferté-Saint-Aubin. Cela portera leur nombre à quinze.

§ 4. — *La terre.*

Par suite de l'effort intelligent de l'homme la vieille terre de Sologne a été transformée. Mais si les assainissements, les amendements, une culture plus rationnelle peuvent rendre productif un sol stérile, améliorer des qualités, atténuer des défauts, ils ne peuvent pas en changer la nature.

Un terrain amélioré arrive à tout produire, mais certaines cultures resteront sur lui toujours plus rémunératrices, parce qu'elles seront conformes à sa destination naturelle.

La caractéristique de la Sologne, à ce point de vue, est de posséder une assez grande variété de terrains. Sans doute ils ont tous un caractère commun : ils manquent de calcaire et sont humides ; mais ils sont très différents, très variés dans leur texture physique. Les proportions dans lesquelles se trouvent mélangés argile, sable, humus, varient à l'infini ; certains terrains peuvent bénéficier de l'irrigation, d'autres du drainage. Enfin le sous-sol lui-même vient annihiler une qualité ou un défaut de la couche arable, ou au contraire les renforcer.

La conséquence de cet état de choses est d'imposer à une Sologne qui veut obtenir du sous-sol le maximum de produit, une grande variété de culture... Nous disons « imposer », nous devrions écrire « permettre », car, tout compte fait, il reste avantageux pour une contrée, — surtout au début de son évolution économique, — d'éta-

blir sa fortune agricole sur plusieurs assises, d'avoir en un mot « plusieurs cordes à son arc ». C'est le moyen le plus sûr, non pas d'éviter les crises agricoles, mais en tous cas de les mieux supporter.

Voyons donc à quelles productions conduisent les différents terrains solonais.

Les terres sableuses, à sous-sol sableux, non susceptibles d'irrigation, restent le domaine incontesté des pins ; ajoutons que la majeure partie d'entre elles avaient été jadis ruinées par une longue et épuisante culture.

Les terres argileuses, humides, difficiles à cultiver pourront faire d'excellents prés, de même que toutes les autres terres facilement arrosables.

Les terrains trop humides, ceux des bas-fonds qu'on ne pourra pas assainir seront ou resteront des étangs.

Les coteaux bien exposés seront utilement plantés en vignes ; et tous les autres terrains argileux, argilo-siliceux, silico-argileux, argilo-humifères, sablo-humifères et même quelques terres sableuses appartiendront à la culture proprement dite et produiront céréales, prairies artificielles et temporaires, plantes sarclées.

Voici comment se répartissent actuellement les terres de Sologne :

Etangs	8.000 hectares
Landes et bruyères	23.000 »
Vignes	13.000 »
Prairies	20.000 »
Bois feuillus	60.000 »
Sapinières	190.000 »
Terres arables	150.000 »
	474.000 hectares

Cette diversité des cultures, l'alternance des bois et des plaines, le nombre assez considérable des étangs et leur répartition à peu près uniforme sur tout le territoire vont avoir un résultat dont on ne soupçonnait pas l'importance il y a quarante ans : c'est de favoriser la multiplication du gibier de chasse dans les meilleures conditions possibles et de donner, de ce fait, à la Sologne une valeur qui paraît croître de jour en jour.

Actuellement, une chasse se loue de huit à quinze francs l'hectare, ce qui double presque le revenu du sol, et cela sans effort, sans risque !

Si tous les propriétaires louaient leurs chasses ce serait pour les terres de Sologne une augmentation de revenu de plus de 4.000.000 par an.

Dire l'importance de la chasse en Sologne, l'animation qu'elle amène, l'argent qu'elle y fait dépenser, indiquer tous les petits industriels et commerçants qu'elle fait vivre, nécessiterait un volume ...

Nous voulions seulement faire remarquer son influence sur la valeur des terres et sur la prospérité générale du pays. Supprimer le droit de chasse ou en gêner l'exercice, sous prétexte de démocratie, amènerait pour la Sologne une perte importante sans compensations et la ruine pour nombre de ses habitants.

Après ce que nous avons dit du mouvement de la population et de la répartition des productions, on peut penser que la terre solonaise n'est pas, pour le moment

du moins, un milieu propice au développement de la petite propriété.

Dans sa transformation, la Sologne est restée en effet le pays des grandes, des très grandes propriétés. Sans doute quelques-uns de ces immenses domaines, qui occupaient des « paroisses » entières, se sont morcelés auprès des bourgs plus peuplés ; de petites propriétés se sont créées ; mais dans l'ensemble on peut dire que les deux tiers du pays appartiennent à la grande propriété, à celle qui dépasse 40 hectares ; et, parmi les grandes, la moyenne se trouve entre 200 et 250 hectares. Celles de 500 ne sont pas rares, et quelques-unes dépassent un millier d'hectares.

La petite propriété demande pour se développer une forte population, un sol déjà suffisamment fertile qui puisse nourrir de nombreux habitants et rémunérer l'énorme main-d'œuvre consacrée à sa culture.

Lorsqu'aux ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècles, — à la suite des faits que nous avons brièvement indiqués par ailleurs, — la Sologne se dépeupla, les petites propriétés abandonnées, devenues infertiles, furent absorbées pour des prix minimes par les propriétés plus grandes ; elles contribuèrent à constituer ces immenses domaines que nous avons trouvés, en plein milieu du siècle passé, si misérables et presque sans valeur malgré leur étendue.

Elément essentiel de l'ancienne prospérité de la Sologne, la petite propriété allait-elle devenir l'instrument de sa régénération ? Non, nous l'avons vu. « La fertilité,

— comme le dit très bien Lecouteux, — doit précéder la population et non la population la fertilité. » Si donc la petite propriété doit s'établir dans un pays, la grande doit au préalable lui préparer la voie. C'est là certainement un de ses rôles importants, véritable rôle de colonisation (1). Elle n'y a pas failli en Sologne. C'est elle qui a permis la création du riche domaine forestier, facilité les travaux d'ensemble, introduit les principes d'une culture améliorante, donné l'exemple de l'association. Elle laissait subsister la grande culture qui seule pouvait pratiquer, avec ses pacages et ses jachères, la culture de temporisation que la pauvreté naturelle du sol rendait seule rémunératrice au début.

Mais a-t-elle terminé son œuvre en Sologne ? Va-t-elle abandonner peu à peu le terrain à la petite propriété ?

Il est dangereux et téméraire, en matière économique, de prédire l'avenir à longue échéance. Les phénomènes économiques sont trop complexes, trop interdépendants pour qu'on puisse toujours observer avec rigueur les relations de cause à effet.

Certes, dans un pays qui se développe, dans un pays qui prospère, dont les débouchés s'ouvrent toujours

(1) Nous envisageons seulement, en ce moment-ci, la grande propriété et non la grande culture. Nous étudierons plus loin l'œuvre de la grande culture. Si, en théorie, ces deux problèmes peuvent être séparés, en fait, ils sont unis l'un à l'autre ; la petite propriété entraîne fatalement la petite culture. La réciproque serait moins rigoureusement exacte.

plus actifs, dont la population augmente et les besoins aussi comme conséquence, on observe le morcellement de la propriété.

Mais la Sologne, qui sous certains rapports peut être considérée comme un pays neuf, est une partie d'un pays ancien ; elle participe à sa vie, partage ses coutumes, ses mœurs, ses grandes pensées.

La natalité a baissé en Sologne comme elle a baissé en France. Non seulement sa population a cessé de s'accroître, mais elle tend à diminuer ; les chiffres que nous avons cités plus haut sont à ce sujet d'une éloquente clarté.

La main-d'œuvre, qui fait toute la valeur de la petite propriété, toute sa force, qui en est pour ainsi dire la raison d'être, ne paraît pas devoir augmenter.

Ce serait donc une raison d'ordre général qui permettrait à la grande propriété de se maintenir à peu près sur ses positions.

Mais d'autres raisons, plus spéciales à la Sologne, viennent s'ajouter à cette cause : nous voulons parler de son grand domaine forestier et de la valeur que la chasse donne à son sol.

Jamais les bois n'appartiendront beaucoup à de petits propriétaires qui, plus que tous autres, désirent tirer des revenus annuels de leurs terres. Les bois ne satisfont à cette condition que s'ils ont une certaine étendue qui permet d'établir leur exploitation avec des coupes annuelles.

Or, plus de la moitié de la Sologne est couverte de bois. Voilà donc, pendant de longues années, une citadelle quasi-imprenable pour la petite propriété.

Nous savons que la location de la chasse double presque le revenu des terres. Or, l'extrême division de la propriété est incompatible avec l'abondance du gibier d'abord, ensuite avec la création des chasses qui tirent toute leur valeur de leur étendue.

Le petit propriétaire arriverait-il aujourd'hui, par un supplément de production agricole, à compenser la perte du revenu provenant de la chasse ?...

Enfin cette vogue (peut-être passagère) dont jouissent actuellement les grands domaines de Sologne auprès des industriels et commerçants fortunés est une garantie contre leur démembrement.

Nous avons étudié la terre solonaise en elle-même et nous avons vu à quelles productions elle devait conduire ; nous l'avons vue dans ses rapports avec ses possesseurs ; nous l'avons étudiée en tant qu'*objet d'appropriation* ; elle a acquis ainsi une valeur échangeable et c'est elle que nous allons examiner.

On peut dire que la terre vaut en Sologne de 7 à 800 francs l'hectare. Cela résulte des nombreuses offres et demandes qui paraissent constamment dans les annonces des services immobiliers. Cela résulte surtout des transactions qui s'opèrent journellement. On peut se fier aussi à la compétence du regretté président du Co-

mité central, M. Boucard, qui, il y a quelques années, s'exprimait ainsi à ce sujet :

« Il est toujours délicat de donner des chiffres ; mais
« on peut dire que nos meilleurs terrains, ceux à proxi-
« mité des chemins de fer ont pris une valeur inespérée
« et que les *terres les plus médiocres, les plus éloignées,*
« qui valaient naguère 50 francs l'hectare, se vendent
« aujourd'hui plus de 500 francs (1). »

Nous pouvons également nous rendre compte de la valeur des terres en considérant leurs revenus. — Nous avons déjà dit que le sol rapportait en moyenne 15 à 20 francs par hectare (nous ne tenons pas compte ici de la valeur comme chasse). Cela est un peu de notoriété publique. Mais nous avons une base sur laquelle on peut calculer d'une façon assez précise : c'est la nouvelle évaluation de la propriété non-bâtie (1909-1910).

Nous nous sommes appuyé sur les estimations faites dans vingt-quatre communes de Sologne, correspondant à plus d'un cinquième du territoire. La moitié de ces communes ont été prises dans le Loir-et-Cher (qui comprend la moitié de la Sologne) ; les autres appartiennent au Loiret et au Cher.

(1) *La Sologne, pays de bois et d'élevage*. — Allocution prononcée par M. H. Boucard, le 24 octobre 1897 (Orléans, 1897).

Nature des Propriétés	Millançay	Pierrefite-sur-Sauldre	Thieilly	Sourigny	Le Ferté-Saint-Cyr	Ivoy-le-Marron	Villeherviers	Vicilleins	Montricoux	La Marolle	La Ferté-Imbault	Salbris
Terres, 1 ^{re} classe	30	30	20	40	25	20	20	20	30	20	25	25
— 2 ^e —	20	25	15	30	20	15	15	15	25	18	20	15
— 3 ^e —	15	20	10	15	15	9	10	10	20	12	15	10
— 4 ^e —		15	5	8	10				15	8	10	
— 5 ^e —		10										
Prés, 1 ^{re} classe	70	110	25	40	50	35	60	40	50	40	60	80
— 2 ^e —	50	75	18	15	35	25	30	20	40	30	40	60
— 3 ^e —		50	10				10		20	15	20	30
Vignes, 1 ^{re} classe	80	50	20	35	70	35	50	45	90		20	20
— 2 ^e —	60						35		70			
— 3 ^e —							20					
Landes, 1 ^{re} classe	12	15	1	5	10	8	5	7	10	12	5	5
— 2 ^e —		5						5		8	2	2
Étangs, 1 ^{re} classe	40	30	20	5	35	10	30	7	20		15	12
— 2 ^e —	25	15					20	5				
Jardins et pépinières.												
1 ^{re} classe	60	80	25	50	75	30	60	50	50	40	30	100
2 ^e —	40	40	15	35			40			30		60
3 ^e —												20
4 ^e —												
5 ^e —												
Bois, taillis et futaies.												
1 ^{re} classe.	25	15	5	10	25	12	20	8	25	12	12	10
2 ^e —	18	10	2	5	18	8	15	5	20	8	10	5
3 ^e —	12	5			10		8		15	6	8	
Pins, 1 ^{re} classe	30	20	10	12	25	15	25	25	20	12	15	15
— 2 ^e —	20	10	6	6		8	15	15		8	10	10
— 3 ^e —		5						12				
Parcs, terrains d'agrément.												
1 ^{re} classe	125			50	100				60		30	60
2 ^e —												
Chantiers	100											
Chemins de fer	30								50			25

Nature des Propriétés	Menestreau-Villette	Coudes	La Ferté Saint-Aubin	Iodes	Viglin	Saint-Cyr-en-Val	Ligny-le-Ribault	Sully-sur-Loire	Clémont	Brion	Sainte-Montaine	Sennely
Terres, 1^{re} classe	30	26	40	45	35	80	30	75	20	20	15	30
— 2 ^e —	20	20	30	28	25	60	20	52	12	15	10	15
— 3 ^e —	10	14	20	18	18	40	12	37	8	10	6	8
— 4 ^e —	5		10	10		24	6	23		5		
— 5 ^e —			5			18		10				
Prés, 1^{re} classe	60	26	85	80	45	60	35	80	70	50	75	40
— 2 ^e —	20	20	30	40	35	20	20	50	40	20	40	15
— 3 ^e —	10		10				10	20	20	15	20	
Vignes, 1^{re} classe	20	26	20			40	20					30
— 2 ^e —		20				20						
— 3 ^e —		14										
Landes, 1^{re} classe	5	2	5	5	10	5	5	5	10	5		5
— 2 ^e —		1										
Étangs, 1^{re} classe	10	14	5	20	18	10	10	23	10	15		
— 2 ^e —												
Jardins et pépinières.												
1 ^{re} classe	30	30	85	80	45	80	30	500	30	35	30	40
2 ^e —			40			24		400				30
3 ^e —								300				
4 ^e —								200				
5 ^e —								100				
Bois, taillis et futaies.												
1 ^{re} classe	10	12	10	12	15	15	10	13	12	10	10	10
2 ^e —	5		6	6	10	10	6	7	8	5		5
3 ^e —					6							
Pins, 1^{re} classe	12	25	15	22	15	12	12	15	15	15	15	12
— 2 ^e —	6		10	17	10	6	8		9	5		6
— 3 ^e —			6		6						9	
Parcs, terrains d'agrément.												
1 ^{re} classe	30	30	40	90	70	80	30	130	30	50		40
2 ^e —												
Chantiers				200				300				
Chemins de fer							30	75				

D'après ce document, nous avons obtenu comme revenu moyen :

Des terres	19 fr. 30
Des prés	38 »
Des landes	6 »
Des vignes	38 »
Des étangs	15 »
Des bois (taillis et futaies)	11 »
Des pins	15 »

Nous basant alors sur l'importance relative de chacune de ces cultures, d'après la répartition que nous en avons donnée précédemment, nous obtenons, comme revenu moyen de l'hectare-type : 17 fr. 40 (1).

(1) Nous avons comme revenu moyen, et en attribuant à chaque classe le coefficient qui lui revient, suivant son étendue :

<i>Terres</i>	1 ^{re} classe	31		20 %	} 19 fr. 50
»	2	»	22		30 »
»	3	»	15		30 »
»	4	»	10		15 »
»	5	»	10,70		8 »
<i>Prés</i>	1 ^{re} classe	57		34 %	} 38 »
»	2	»	32		50 »
»	3	»	18		16 »
<i>Landes</i>		6			6 »
<i>Vignes</i>		38			38 »
<i>Etangs</i>		15			15 »
<i>Bois feuillus</i>	1 ^{re} classe	18,80		68 %	} 11 »
»	2	»	8		33 »
<i>Pins</i>	1 ^{re} classe	17		75 %	} 15 »
»	2	»	9		20 »

Sachant que, dans la Sologne entière, l'importance relative de chaque culture est :

Le revenu agricole se capitaliserait donc en Sologne entre 2 1/4 ou 2 1/2 seulement.

Mais nous croyons que le revenu provenant de la chasse doit rentrer dans la valeur de la propriété, pour une part assurément minime, se capitalisant à un taux élevé de 10 ou 15 0/0 par exemple, autant qu'on puisse chiffrer une valeur ne pouvant faire l'objet d'une vente spéciale.

La valeur « chasse » est encore de date trop récente ;

Pour la terre	33 0/0
» les prés	7 »
» les landes	5 »
» les vignes	3 »
» les étangs	2 »
» les bois feuillus	43 »
» les pins	34 »

Nous obtenons comme revenu moyen :

Terres $\frac{1,930 \times 33}{100}$	6,35
Prés $\frac{38 \times 7}{100}$	2,76
Landes $\frac{6 \times 5}{100}$	0,30
Vignes $\frac{38 \times 3}{100}$	1,14
Etangs $\frac{15 \times 2}{100}$	0,30
Bois feuillus $\frac{11 \times 43}{100}$	4,73
Pins $\frac{15 \times 34}{100}$	5,10
	17,38

Nous n'avons pas tenu compte dans nos calculs des jardins, pépinières, parcs, chantiers. — Nous manquions de bases pour déterminer la surface qu'ils occupent en Sologne. Au surplus, comme elle ne peut être que très minime, en eussions-nous tenu compte, que le résultat auquel nous sommes arrivés n'aurait pas été sensiblement modifié.

elle n'est pas assez universellement reconnue, ni assez établie, même en Sologne, pour qu'elle influe sur le capital dans les mêmes proportions que sur le revenu.

Quelques esprits jaloux ne manqueront peut-être pas de dire que les propriétaires solonais jouissent, de ce fait, d'une espèce de « rente foncière », d'une sorte de plus-value imméritée, au même titre que le propriétaire d'un clos Vougeot ?... Nous n'avons pas à discuter ici la théorie de *unearned increment*, nous rappellerons simplement que les propriétaires solonais possédaient jadis un sol absolument déshérité et improductif. On ne pouvait ici parler de revenu immérité provenant d'une grande fertilité naturelle !...

Bien au contraire, les agriculteurs de la Sologne se trouvaient à ce point de vue dans une situation tout à fait désavantageuse. Si leurs terres sont productives maintenant, c'est qu'ils ont, comme nous l'avons montré, payé leur fertilité de leurs capitaux et de leur travail. Une légère plus-value inattendue ne serait donc qu'une juste compensation à l'infertilité naturelle du sol.

De plus, cette compensation peut-elle être considérée comme très stable et définitivement acquise ?... Elle repose sur la satisfaction d'un plaisir ou d'un *sport* à la mode ; c'est là une base assez fragile.

Enfin, pour rester dans le domaine des faits, à qui cette plus-value devait-elle revenir plus légitimement qu'aux propriétaires ? A la collectivité sans doute ? Ce serait bien le moyen le plus simple et le plus rapide pour

que personne n'en profitât, car ce serait la détruire. Cependant des voix se sont élevées pour demander la suppression du privilège du propriétaire en matière de chasse. (La proposition de l'impôt sur les chasses gardées, votée à la Chambre, serait un pas sur cette voie).

En voulant supprimer le « privilège » des propriétaires — qui n'est en somme qu'un droit découlant du droit de propriété, — on supprimerait le gibier ; et cette réforme n'aurait même pas le mérite de satisfaire les intérêts des braconniers, qui trouvent de si chaleureux défenseurs !...

Quels que soient ses éléments constitutifs, la valeur de la terre en Sologne n'atteint pas la moitié de la valeur moyenne des terrains en France. Cela montre que le sol se ressent encore un peu de sa primitive stérilité, qu'il reste beaucoup d'améliorations à introduire, que les capitaux locaux sont relativement peu abondants (1), en un mot, que la Sologne est encore dans son évolution agricole aux premières phases ; elle les a parcourues d'une manière aussi brillante que rapide, c'est un heureux présage pour son avenir.

§ 5. — *Les capitaux.*

Dans la Sologne antique, celle des forêts et des étangs, les hommes durent connaître tardivement cet agent im-

(1) Quand les capitaux locaux deviennent plus abondants la terre est plus demandée et sa valeur augmente. Une preuve que en Sologne, la richesse locale est encore peu considérable est qu'on ne cherche pas à détailler par petits lots une propriété.

Les marchands de biens trouvent des acheteurs bien plutôt dans les grandes villes que dans la Sologne elle-même.

portant de la production : le capital. La chasse et la pêche devaient y être fructueuses, à en juger par ce qu'il en reste aujourd'hui, et suffire aux besoins de nos lointains ancêtres.

Quelques philosophes moralistes, suspects d'une vague misanthropie, regrettent la simplicité sauvage et forte de ces temps primitifs ; les « Naturmendchen » s'efforcent de la revivre et jettent avec bien d'autres l'anathème à ce malheureux capital, qui aurait gratifié l'humanité de plus de désastres, de ruines, de misères, que de réels bienfaits !... Mais oublions ces temps heureux — dit-on, — de la Sologne ancienne et soyons de notre époque. Voyons en quelques mots l'œuvre bienfaisante du capital dans notre Sologne d'aujourd'hui ; voyons ce qu'il a fait, ce qu'il peut et doit faire encore.

C'est lui, qui s'installant avec l'Etat et les propriétaires en Sologne, a permis sa transformation. On le voit partout ; et partout, la richesse se développe dans un pays où autrefois il n'y avait que misère et stérilité.

Le capital, c'est tout cet ensemble d'améliorations foncières, — les amendements les drainages, les irrigations, les défrichements, les semis de pins, — qui ont permis au sol de donner des produits ; ce sont les routes, les canaux, les chemins de fer, qui ont augmenté la valeur échangeable de ces produits et créé ainsi des richesses ; c'est l'ensemble des fumures nouvelles ; c'est la fertilité que les anciennes ont donnée au sol ; c'est tout ce troupeau bovin et ovin dont les produits sont consom-

més sur place ou s'exportent ; ce sont enfin les récoltes en terre, les semences que l'homme confie au mystérieux creuset du sol et que la nature lui redonne après les avoir multipliées ; en un mot, toutes les richesses importées du dehors ou économisées sur le produit de la terre et qui ont servi à en développer la fécondité : tout cela c'est du capital.

En nous plaçant au point de vue de la terre et de la propriété nous distinguerons deux classes de capitaux : ceux qui sont destinés aux améliorations foncières ayant un caractère de perpétuité : ils sont fournis par le propriétaire — les autres destinés à l'exploitation proprement dite du sol : ils proviennent soit du fermier, soit du propriétaire s'il exploite lui-même.

Les propriétaires solonais n'ont pas hésité, nous l'avons vu, à faire de grosses avances à leurs terres ; ils en furent, avec le temps, récompensés. Il n'est donc pas à craindre qu'ils ne continuent point dans cette voie et ne refusent à leur sol les améliorations réclamées par le progrès.

Au début même certains, trop entreprenants, ont consenti des sacrifices disproportionnés avec la valeur de la terre et l'état arriéré de l'agriculture en Sologne ; ils n'ont pas obtenu les avantages qu'ils en espéraient, et quelques-uns connurent la ruine. A la vérité, leurs plans pouvaient être bien conçus en eux-mêmes et bien exécutés, mais ils avaient le défaut capital d'arriver avant l'heure.

Les dépenses faites pour améliorer une terre n'augmentent pas d'autant sa valeur ; celle-ci est bien plutôt basée sur l'estimation générale du pays ; il doit y avoir entre elle et les frais d'amélioration foncière à consentir, surtout dans les pays pauvres, un juste rapport dont il serait dangereux de ne pas tenir compte.

Non seulement la valeur vénale peut ne pas être augmentée dans la proportion des capitaux engagés, mais la valeur locative elle-même peut rester inférieure à ce que logiquement elle aurait dû être. Car, pour assurer la rémunération d'un capital foncier très élevé, il faut un capital d'exploitation également très élevé. Que rapporteraient les riches fermes du Nord si l'on consacrait à leur exploitation les petits capitaux de la plupart de nos fermiers solonais ?... Et d'un autre côté, pourquoi consacrer de très gros capitaux d'exploitation à des terres non encore suffisamment préparées à la culture intensive, et dans un pays relativement pauvre où certains produits supérieurs de cette culture intensive ne pourraient trouver preneur au prix légitime ?...

Dans nos sociétés si complexes tout se tient, se coordonne, s'enchaîne. La valeur personnelle d'un individu dépend tout autant de ses contemporains que de lui-même : placez un Edison, un Kant, un Wagner, dans un autre milieu, ou à une autre époque, vous n'aurez ni Edison, ni Kant, ni Wagner, et l'humanité n'aura pas profité de leur génie !...

Aussi bien, pour qu'un moyen de production agricole

conserve toute sa valeur, il faut qu'il trouve, — et c'est le cas de le dire ici, — un terrain favorable. Des efforts individuels, qui dans l'œuvre économique ne tiendraient pas compte du milieu où ils sont appelés à s'exercer, resteraient vains et stériles. Quelques talents peuvent éclairer la voie du progrès ; mais ce ne sont pas quelques marches d'avant-garde rapides et téméraires qui constituent le progrès économique, c'est la marche lente et sûre de l'ensemble. Quand on veut aller loin il ne faut pas aller trop vite.

Les capitaux d'amélioration foncière et d'exploitation devraient donc suivre deux routes parallèles.

Malheureusement, bien des jeunes fermiers en Sologne font encore le rêve de Perrette et, comme elle, éprouvent des déceptions. Ils prennent des fermes trop importantes pour leurs modestes avances. En quelques mois, ils ont éparpillé leurs capitaux et se trouvent dans la gêne. Alors, ils ne sont plus maîtres de vendre au bon moment, ils économisent la main-d'œuvre et les engrais ; ils ont un bétail insuffisant, cherchent à « emblaver très grand » et dépensent en proportion, fument peu leurs terres et récoltent de même. Ils ne font jamais bien leurs affaires, ni celles du propriétaire.

Peut-être qu'un meilleur mode de culture arriverait indirectement à suppléer à cette insuffisance de capitaux d'exploitation ; nous examinerons ce point au chapitre suivant.

En tous cas, les *Caisses de Crédit agricole* nouvelle-

ment créées pourront souvent rendre d'importants services à cet égard et favoriser le développement de l'agriculture améliorante et plus productive, toujours certaine d'écouler aujourd'hui ses produits.

§ 6. — *Les débouchés.*

Car, ce n'est pas l'absence des débouchés qui pourrait empêcher la Sologne de se développer. Dotée d'un réseau suffisant de voies de communication, située à cent cinquante kilomètres de Paris, elle peut — sauf en ce qui concerne les bois (1) — multiplier ses productions sans crainte de mévente.

Nous avons essayé d'esquisser brièvement le « milieu économique » que la Sologne contemporaine offre au producteur. Nous avons souvent regardé devant nous et envisagé les progrès à réaliser.

La Sologne a encore beaucoup à faire sans doute ; mais elle a beaucoup fait pour sortir de ses entraves et atteindre la prospérité.

Nous l'avons vue jadis avec une population clairsemée, chétive, ignorante, routinière, sur un sol infertile, sans capitaux et sans débouchés. A cette époque, sa production ne pouvait qu'entretenir sa vie misérable.

Maintenant que ses forces productives sont régénérées et que nous les connaissons, étudions leur œuvre.

(1) Voir plus haut, p. 101.

CHAPITRE II

L'ŒUVRE DE PRODUCTION

§ 1. — *La grande et la petite culture.*

Avant d'examiner quels résultats ont donnés la grande et la petite culture, en Sologne, nous croyons nécessaire d'exposer rapidement quelques considérations générales.

Il faut tout d'abord les définir et s'entendre sur la valeur de ces termes.

On a défini de bien des façons la grande culture. Son étendue, le personnel qu'elle occupe, les capitaux qu'elle emploie, les attelages dont elle fait usage, serviront de bases successives aux définitions que l'on en a données. En réalité, chacun de ses éléments serait insuffisant pour la déterminer ; c'est de leur ensemble que peut se dégager l'idée générale de grande culture. Pour cette raison, la définition de Lecouteux nous paraît excellente : « Le « titre d'entreprises de grande culture s'applique à « toutes les entreprises agricoles dont l'étendue territo- « riale, le personnel, les capitaux, les attelages et les di- « vers moyens d'action ont assez d'importance pour « motiver à la tête de tous ses services un chef qui admi-

« nistre, dirige, prévoit, ordonne et contrôle, mais ne travaille pas de ses bras... » habituellement, — ajoutons-nous, — pour que cette définition s'applique à toutes les grandes cultures de Sologne. Il est rare d'y trouver, en effet, un fermier qui ne donne pas souvent ce qu'il appelle lui-même « un petit coup de main ».

La culture en Sologne n'est pas suffisamment intensive, les capitaux d'exploitation ne sont pas suffisamment élevés pour que le fermier se décide à se cantonner uniquement dans son rôle de direction et de surveillance. Nous voyons même assez fréquemment des fermiers (des jeunes surtout), qui, se plaçant à la tête d'une exploitation trop importante pour les capitaux dont ils disposent, labourent pour économiser un charretier. Le résultat est infaillible : pendant qu'ils gagnent une journée en travaillant eux-mêmes, leurs charretiers, leurs journaliers et leurs valets, non surveillés, leur en font perdre deux, trois ou quatre.

La grande culture comprend les exploitations s'étendant sur une surface supérieure à soixante hectares. Dans la moyenne culture, d'une surface variant de cinq à soixante hectares, le chef travaille quotidiennement de ses mains.

Enfin, dans la petite culture, l'exploitant se charge seul du labeur ; parfois, il est aidé de sa femme et de ses jeunes enfants.

Au demeurant, si l'on ne s'entend pas toujours sur les définitions qui, pour avoir une exactitude absolue, de-

vraient être aussi nombreuses que les diverses contrées agricoles, on s'accorde facilement, dans la pratique et dans une région déterminée, pour qualifier une exploitation de grande ou de petite.

Ces modes de culture ont eu chacun leurs chaleureux défenseurs.

En cette matière comme en bien d'autres, il faut se garder du danger de l'exclusivisme.

Dans la marche mystérieuse de notre humanité vers le but insondable de la nature, il semble, d'après le petit tronçon de route qu'éclairent les lumières de l'Histoire, que nous suivons une éternelle spirale : nous retrouvons sans cesse devant nous un paysage déjà vu, cependant l'horizon est plus vaste parce que nous nous sommes élevés vers de plus hauts sommets.

Il est donc quelque peu téméraire de dire qu'une institution, une forme du progrès, a désormais vécu : il y a toutes chances de la retrouver sur notre chemin.

Si l'on observe, dans un pays qui progresse, un morcellement de propriétés, si l'on voit, dans les Flandres par exemple, de petites cultures transformer en jardins des terres stériles et entretenir une population très dense, il ne faut pas en conclure que la petite culture est celle de l'avenir, celle des pays en progrès et jeter l'anathème à la grande ; — pas plus qu'on ne doit inférer l'anéantissement de la petite culture par la grande, du triomphe

incomplet du reste de la grande industrie sur la petite (1).

Des faits dont les causes n'existent pas encore, et par conséquent qu'on ne peut prévoir, ne peuvent-ils pas, plus tard, venir bouleverser tout un milieu économique et changer les conditions de la production ?... N'en n'avons-nous pas un exemple précisément dans cette décadence de la Sologne après une prospérité qui paraissait définitivement acquise ? Après deux siècles de misère tout le monde doutait de son avenir, et cependant, en cinquante années, elle est redevenue prospère dans des conditions toutes différentes.

Dans la Sologne contemporaine, la moyenne culture, — celle qui s'étend de cinq à soixante hectares, — est rare. On trouve ou des « locatures » ou des grandes fermes avec un minimum de cinquante hectares, et une moyenne de soixante-quinze à cent hectares ; certaines atteignent trois et quatre cents hectares.

La Sologne est un pays de grande propriété et de grande culture, mais de culture « grande » surtout par l'étendue plutôt que par les autres éléments qui servent également à la caractériser et que nous avons indiqués. On ne doit point s'en étonner après ce que nous avons dit de la population, du capital et de la valeur de la terre.

(1) Les socialistes collectivistes théoriciens ont soutenu cette idée. Les socialistes, « praticiens et pratiques » y paraissent tenir beaucoup moins ; peut-être en effet, est-elle dangereuse à exprimer devant la masse « des petits propriétaires » français.

La Sologne va-t-elle continuer son évolution en restant un pays de grande culture ? Les grandes exploitations s'y sont-elles montrées inférieures aux petites ? N'ont-elles pas eu leur nécessité ? Qu'étaient-elles ? Que sont-elles devenues ? Que pourront-elles devenir ?

Tels sont les points que nous voudrions examiner rapidement.

C'est le capital, la science et les débouchés qui, rendant possibles les fumures et les assolements intensifs, ont permis la transformation de l'agriculture, l'amélioration du sol, l'élévation sans cesse croissante de ses rendements. C'était une nécessité pour les agriculteurs devant la concurrence des pays neufs où les réserves considérables de fertilité permettaient une culture épuisante, sans grands frais. C'était une nécessité aussi pour les consommateurs dont les besoins augmentaient doublement par suite de l'accroissement de la population et des progrès de la civilisation.

Bien entendu, cette transformation ne s'est pas faite partout également : ici, elle s'est accomplie et profite sans cesse des nouvelles lumières de la Science pour progresser encore ; là, elle poursuit plus lentement sa marche, souvent entravée par des obstacles difficiles à vaincre ; ailleurs enfin, on n'envisage même pas le jour où elle deviendra possible, tant il paraît lointain.

Et c'est, croyons nous, successivement à chacun des stades de l'évolution du progrès agricole qu'il nous paraît indispensable de comparer la petite et la grande cul

ture si l'on veut saisir et apprécier clairement leur rôle, leur valeur et leur résultat.

Dans l'ancienne Sologne, la faible densité de la population, l'absence de capitaux et de débouchés, l'obligation de pratiquer la jachère pour combattre l'épuisement du sol trop maigrement fumé, au surplus le peu de valeur de la propriété, avaient rendu nécessaire la grande exploitation.

Doit-on en conclure qu'elle est là le corollaire de la misère économique agricole, qu'elle a moins de force productive, d'influence favorable sur la prospérité du pays que la petite culture qui, elle, régnait en Sologne pendant son ancienne splendeur ? Nous ne le pensons pas.

Nous pourrions dire, au contraire, que dans un pays misérable, dans un milieu défavorable à la culture, la grande exploitation se montre plus résistante que la petite. N'avons-nous du reste pas vu en France, pendant les crises agricoles ou viticoles, la grande culture supporter mieux l'adversité et « mieux se retourner », — comme l'on dit, — pouvoir, en d'autres termes, plus facilement réparer une perte par des compensations.

Dans le libre jeu des lois économiques, la grande et la petite culture peuvent être considérées comme le résultat de l'adaptation de l'homme au milieu.

Il paraît donc dangereux de vouloir en favoriser une au détriment de l'autre ; car, c'est méconnaître qu'avant d'être elles-mêmes des causes secondaires elles sont

l'effet de causes premières qui échappent dans la plus large mesure à la volonté humaine.

Au reste, elles ne se gênent nullement.

Pendant la première période de l'évolution économique de la Sologne, — période forestière et pacagère, — nous voyons, à mesure que les circonstances la favorisent, se développer la petite culture ; elle donne même, au point de vue du rendement, des résultats meilleurs que la grande, — ce qui ne veut pas dire que celle-ci avait cessé d'être utile.

En 1875, M. de Buzonnière écrivait à ce sujet (1) :

« Il suffit de jeter un coup d'œil sur la répartition
« actuelle du sol de la Sologne pour reconnaître que les
« cultures les plus restreintes sont les mieux enten-
dues... »

« Les vaches du « locataire » se distinguent dans le
« troupeau commun par leur forme et leur bon état ; sa
« basse-cour est mieux montée ; ses prairies artificielles,
« trois ou quatre fois plus considérables, proportion
« gardée... De même pour les betteraves, choux-vaches,
« rutabagas, maïs-fourrage. »

Aussi, M. de Buzonnière proposait-il d'agrandir les locatures, de créer de petites « fermettes » pour « obtenir
« un loyer supérieur à ce qu'on pouvait espérer de tout
« autre mode d'affermage ».

Il indiquait qu'il avait obtenu ainsi un revenu moyen

(1) DE BUZONNIÈRE, *Transformation et agrandissement des locatures* (Orléans, 1875).

de 35 à 40 francs l'hectare, alors que les grandes fermes ne donnaient, à cette époque-là, que 10 à 12 francs.

Cette supériorité de la petite culture, au point de vue du rendement, persiste encore aujourd'hui en Sologne dans la majeure partie des cas : elle ne doit pas nous surprendre.

Les grands fermiers instruits étaient rares en Sologne et le sont encore à l'heure présente : la grande culture ne jouissait donc pas d'un de ses avantages habituels.

De plus, dans une agriculture où les machines commencent à peine à apparaître, la petite culture devait conserver, au point de vue du rendement de la main-d'œuvre, une incontestable supériorité.

Enfin, le capital d'exploitation étant encore peu considérable en Sologne, la petite culture pouvait consacrer proportionnellement, plus de capitaux à la mise en valeur. Elle pouvait cultiver d'une façon plus intensive, diminuer les jachères, augmenter le capital-bétail, le capital-engrais. Donc, rien d'étonnant qu'elle puisse payer plus cher le loyer de la terre.

Ainsi, nous trouvons, à cette étape de l'économie rurale de la Sologne, une supériorité assez nette de la petite culture. Et si la situation économique ne s'était pas modifiée, si elle n'avait pas dû se modifier, le domaine de la grande culture aurait progressivement diminué.

Mais l'arrêt du développement de la population allait donner une arme, peut-être inattendue, à la grande cul-

ture en enlevant à la petite ce qui fait sa force : la main-d'œuvre.

Heureusement, le machinisme agricole est venu lui permettre de continuer son évolution vers le progrès.

A ce point de vue, la grande culture a une indiscutable supériorité, — pour l'instant au moins. — L'étendue de ses champs, la force de ses attelages lui permettent d'utiliser des machines dont l'emploi reste beaucoup plus coûteux, sinon impossible, pour le petit cultivateur.

Nous ne doutons pas, en effet, que l'association ne permette aux petits agriculteurs de profiter du machinisme agricole, et particulièrement des machines sédentaires qui travaillent en tout temps à la ferme. C'est absolument certain, et des faits sont là pour le prouver.

Mais il est tout à fait certain aussi que, malgré l'association, la petite culture ne pourra jamais bien utiliser les machines servant aux travaux des champs, dans des conditions aussi avantageuses que la grande (1).

(1) Il n'y a qu'à voir combien la riche Limagne, — pays de petite et moyenne culture, — souffre de la rareté de la main-d'œuvre, parce que malgré les tentatives d'association elle ne peut profiter des bienfaits du machinisme !... Et c'est l'une des causes qui ont contribué à cette diminution de plus de cinquante pour cent que l'on constate dans la valeur de la propriété en Limagne. Nos riches plaines du Nord qui possèdent surtout la grande culture, ont beaucoup moins souffert de la rareté et du prix de la main-d'œuvre.

Celle-ci aurait encore une supériorité au point de vue de l'instruction du chef de l'entreprise. Nous avons parlé d'une classe instruite de fermiers solonais, et nous avons exprimé l'espoir qu'elle se développerait rapidement. Ce serait dans l'ordre.

Au milieu de l'âpre lutte pour la vie, les places les plus difficiles à occuper, celles qui réclament le plus de talent et de capacité, sont en même temps les plus lucratives. Elles vont donc à ceux qui ont le plus d'instruction et sont les plus aptes à remplir le rôle qu'elles leur assignent.

Par la nature même de leur situation et de leur genre de vie, les petits cultivateurs ne pourront jamais recevoir l'éducation technique, ni l'instruction générale des chefs des grandes entreprises ; et, en admettant qu'ils y parviennent, leur petite exploitation ne pourrait rémunérer leur mérite à sa juste valeur.

Enfin, s'il y avait et s'il y a encore en Sologne de petits ou de moyens cultivateurs disposant d'un capital d'exploitation plus considérable relativement que celui des grands fermiers, cette situation peut se modifier. Dans un pays qui sort de la misère, où malgré de grandes améliorations, les capitaux ne sont pas abondants, il est naturel que ceux qui se trouvent à la tête de grands domaines n'aient pas les avances nécessaires pour les cultiver d'une façon intensive.

Mieux vaut, du reste, qu'il n'en soit pas tout d'abord ainsi ; car, le rapport entre le milieu économique et les

capitaux d'exploitation se maintient naturellement dans un plus juste équilibre. Mais, peu à peu, par une culture améliorante, les grands cultivateurs peuvent augmenter leurs ressources, en même temps qu'augmentent la richesse générale du pays. Ils peuvent donc lentement mais sûrement s'acheminer vers une grande culture, de plus en plus intensive. Et, dans les pays où cette culture s'est établie, ce sont alors les grandes exploitations qui consacrent le plus de capitaux à la mise en valeur de la terre.

En somme, la supériorité de la petite culture est un très grand rendement de la main-d'œuvre ; c'est une qualité inhérente à sa nature.

La grande culture au contraire, pour jouir de tous ses avantages, doit acquérir l'instruction, les machines, les capitaux lui permettant de se procurer le merveilleux appareil technique dont la Science a doté l'Agriculture. Or, ces conditions ne se réalisent pas en un jour ; elles sont même loin de s'être réalisées dans la plus grande partie de notre pays.

Donc, rien d'étonnant que d'ordinaire, et pour ce qui concerne le rendement, on ait pu observer la supériorité de la petite culture. Mais de ces considérations découle cette conséquence : que pour comparer vraiment les résultats que peuvent, en définitive, donner la grande et la petite exploitation, il faut les examiner là où elles jouissent de tous leurs avantages et utilisent au plus haut point les ressources dues au progrès.

Est-il besoin de le dire ? Dans ces conditions, la grande culture supporte parfaitement la comparaison. Où donc se trouve la petite culture qui, proportion gardée, donne de plus forts rendements que nos magnifiques fermes du Nord ou de la région parisienne, avec leurs 40, 45 hectolitres de blé par hectare, leurs 70 et 80 hectolitres d'avoine, leurs 6 à 10.000 kilogrammes de foin sec, avec leurs fumures colossales et leur bétail de grande valeur ?..

Quel contraste frappant entre le spectacle de ces grandes fermes industrielles, où tout se fait vite et facilement, où en quelques jours un champ est dépouillé de sa riche moisson, labouré, travaillé et ensemencé de nouveau, tout cela avec le minimum de temps et de main-d'œuvre, — quel contraste entre ce spectacle et celui du petit cultivateur qui sans cesse et sans relâche, toujours courbé sur le sol, féconde la terre de son labeur acharné !

On se demande alors où se portera l'avenir ? Sans doute, vers la spécialisation :

A la grande culture la production des plantes alimentaires de première nécessité, l'élevage du bétail, la production de la viande ; à la petite culture les plantes industrielles semi-horticoles, les vignes, les arbres fruitiers, toutes les productions de choix, qui demandent beaucoup de main-d'œuvre et peuvent la rémunérer.

Mais la Sologne n'en est pas encore là. Nous voulions montrer seulement que, malgré l'arrêt de l'accroissement de sa population, elle pouvait par la grande culture continuer son évolution sans crainte de recul.

Quant à ses petites cultures, elles peuvent encore prospérer et progresser beaucoup. Il faudrait même pouvoir souhaiter que leur nombre augmentât ; car la petite et la grande culture, la petite et la grande propriété peuvent se prêter un mutuel appui. Nous en avons vu en Sologne des exemples encourageants. La grande culture fournissait au petit cultivateur le moyen de s'occuper toute l'année sans chômage ; elle lui prêtait, au besoin, pour l'exploitation de son champ, ses attelages et ses machines ; elle avait en retour une excellente main-d'œuvre assurée.

Au lieu d'essayer de creuser, entre ces deux modes de la possession et de la culture du sol, le périlleux abîme de la haine des classes, on ferait mieux de favoriser ce mutuel secours. Ce serait une meilleure œuvre économique et sociale.

§ 2. — *Fermage. — Métayage. — Faire-valoir direct.*

Ni le fermage ni le métayage n'avaient pu prospérer dans l'ancienne Sologne. Non seulement les causes générales qui empêchaient l'agriculture de progresser opposaient une barrière à leur développement, comme à celui de tout système d'amodiation, mais encore ils s'exerçaient dans des conditions spécialement défavorables. — Et même si toutes les autres circonstances avaient été propices, l'ignorance du fermier, ses trop modestes avances auraient suffi pour amener la faillite du fermage

Nous connaissons déjà l'esprit de routine des anciens fermiers solonais, leurs préjugés indéracinables qui leur ont pendant longtemps masqué le progrès. Nous savons aussi combien infimes étaient leurs ressources, grandes leur misère et leur détresse.

C'étaient pour l'institution du fermage des vices originels qui devaient la frapper de stérilité.

Le métayage n'était pas mieux partagé.

Tirant toute sa valeur de la coopération intelligente et cordiale du maître et du colon dans l'œuvre de production, il apparaissait en Sologne comme un simple « *fermage à moitié fruits* ». C'est, du reste, ainsi qu'on l'a nommé pendant de longues années et même qu'on le nomme encore assez souvent.

Le seul rôle actif du maître était de venir partager la récolte ou le prix de vente du bétail ; pour le surplus, il s'en désintéressait complètement. Il ne guidait pas plus son métayer par ses conseils qu'il n'augmentait ses moyens d'action et la fécondité du sol par des avances intelligemment consenties dans l'intérêt commun. « Je te donne ma terre ; donne-moi la main-d'œuvre et nous partagerons les produits. » Telle était l'ancienne conception du métayage en Sologne.

Conception fause ! — est-il besoin de le dire ? — et d'autant plus fausse que nous nous trouvons à une période agricole plus avancée.

La terre et la main-d'œuvre ne sont pas les deux seuls facteurs de la production ; il y a le capital, l'intelligence

humaine qui sait utiliser comme un puissant levier la Science et les expériences accumulées dans le passé. Alors, nous voyons de suite s'élargir le rôle du propriétaire dans le métayage. N'est-ce pas lui qui doit, comme possesseur du sol, fournir les capitaux nécessaires à une culture améliorante ? Ne lui appartient-il pas de par sa situation sociale d'être le directeur, le guide de l'association ?...

En 1840, le premier en Sologne, M. Thuault de Beauchêne, avait eu cette conception du métayage. Il l'avait exposée dans un Mémoire (1) et l'avait mise en pratique avec beaucoup de succès (2).

(1) THUAULT DE BEAUCHÊNE, *Innovations agricoles en Sologne par l'association du propriétaire avec ses fermiers*.

(2) Ces succès, bien entendu, avaient suscité de nombreuses jalousies. On prétendait que M. de Beauchêne n'avait pu augmenter les revenus de son domaine des Roches qu'en sacrifiant d'énormes capitaux. M. de Beauchêne soutenait le contraire. Il offrait de montrer ses livres. Une Commission, dont Malingrié fut le rapporteur, examina le domaine et la comptabilité ; elle constata les heureux résultats obtenus et l'excellence du système de M. de Beauchêne.

Un rapport sur le Mémoire de M. de Beauchêne fut fait, d'autre part, à la Section d'agriculture de la Société royale des Lettres et Sciences d'Orléans. Nous en extrayons ces passages :

« L'ancien bail à moitié n'est autre chose qu'une société léonine, « c'est-à-dire toute de domination d'un côté, toute d'asservissement de l'autre ; le maître, affranchi des charges, reste complètement en dehors de l'exploitation ; il n'apparaît sur le terrain « que comme le frêlon dans la ruche pour en prélever la plus pure « substance.

« Le fermier, constamment attaché à la glèbe, et, en quelque

Etabli sur de telles bases, le métayage pouvait prospérer ; car, ainsi compris, son application pouvait porter remède à l'ignorance des cultivateurs et à leur pauvreté.

Le colonat partiaire se développa donc en Sologne, et s'il n'a jamais menacé sérieusement le fermage il eut son heure de prospérité.

Quelques propriétaires obtiennent encore avec lui d'excellents résultats.

« sorte, asservi sous le joug, ne reçoit en échange de ses pénibles
« travaux qu'une faible moitié de récolte, trop souvent insuffi-
« sante pour satisfaire à ses besoins, à ceux de sa famille ; et, en
« cela, peut-être est-il plus à plaindre, surtout dans les années
« improductives, que le vassal des anciens temps féodaux, qui
« trouvait toujours à sa disposition, dans les greniers d'abondance
« du manoir seigneurial, des approvisionnements mis en réserve
« pour subvenir aux temps calamiteux...

« Telle est, au surplus, la condition, à quelques rares exceptions
« près, de la plupart des fermiers de Sologne qui vivent sous le
« régime du bail à moitié. Ils cultivent encore aujourd'hui (1845)
« comme cultivaient leurs pères il y a deux siècles.

« Dans le système de M. de Beauchêne tout change d'aspect : la
« propriété s'améliore et avec elle le sort de ceux qui la font valoir.
« Il a pour base, ce système, une société en participation, dans
« laquelle le maître comme le fermier apportent chacun leur tribut
« dans les charges communes ; si l'un paie de sa personne par le
« travail de ses bras, l'autre paie de son intelligence et de ses capi-
« taux », (*Mémoires de ladite Société royale*, t. VI, p. 155, Orléans,
1845).

M. de Beauchêne avait eu aussi une idée ingénieuse : c'était la constitution d'une « réserve » copieusement fumée, cultivée sous la surveillance du maître, de façon à toujours augmenter le bétail et les engrais, et dont les produits servaient à améliorer les autres terres. N'est-ce pas là le système de Leconteux : l'amélioration des mauvaises terres par les bonnes ?

Cependant, on ne saurait le nier, il tend à disparaître aujourd'hui, peut-être d'une façon prématurée car il pourrait encore rendre de grands services. La Sologne n'en est pas, tant s'en faut, à un degré de prospérité incompatible avant le métayage.

Et pourtant l'on voit peu à peu des fermiers succéder à des métayers ou ceux-ci le devenir eux-mêmes. Le contraire s'observe rarement.

Quelles sont donc les causes de l'abandon du métayage en Sologne ?

Il y a probablement une raison d'ordre psychologique : c'est un besoin d'indépendance que le progrès, l'instruction, le bien-être, font pénétrer, à notre époque, chez ceux qui se trouvent ou veulent se mettre à la tête d'une exploitation : ils tiennent à être leur maître et à diriger leur culture comme ils l'entendent.

La richesse générale ayant augmenté, ceux qui possèdent des capitaux sont plus nombreux qu'autrefois. Des petites avances leur permettent de réaliser leur rêve et de « s'établir en ferme » en toute indépendance, à leurs risques et périls... Le solonais, comme bien d'autres, n'est pas exempt d'un certain orgueil.

Une deuxième raison est la diminution de la population et des nombreuses familles.

Le métayer n'a pas d'avances, s'il en avait il serait fermier. Il évite donc le plus possible la main-d'œuvre salariée ; avec l'aide de sa famille il veut suffire à tout. Or, le nombre des enfants diminuant, les petites exploi-

tations resteraient seules cultivées en métayage. C'est bien ce que l'on observe dans le Bourbonnais et le Limousin, où les propriétaires trouvent assez difficilement des métayers pour leurs grands domaines.

Diviser les propriétés importantes en petites métairies, pour permettre le métayage à des familles devenues moins nombreuses, ne serait qu'un palliatif des plus éphémères. Ce n'est pas au moment où « les bras manquent » qu'il faut songer à multiplier la petite culture. La grande culture seule peut et sait prospérer avec une faible main-d'œuvre.

Nous ne pensons pas, avec M. Mairesse, que le métayage puisse favoriser l'accroissement de la population. « Le colon, — écrit M. Mairesse, — au lieu de voir une charge dans ses enfants, y voit la plus précieuse des ressources, celle qui l'exonère du travail étranger sur son exploitation (1). »

Le métayer a peut-être bien tenu jadis ce raisonnement ; en général, il ne le tient plus aujourd'hui.

M. Mairesse, lorsqu'il attribuait le développement de la population solonaise au métayage notamment, écrivait en 1905. Or, précisément l'année suivante, le recensement venait constater un arrêt dans la progression du nombre des habitants. Le dénombrement de 1911 indique un recul.

Sans doute, pourrait-on nous répondre : « La popula-

(1) MAIRESSE, *op. cit.*

tion diminue parce que les contrats de métayage diminuent »... Nous croyons que ce serait prendre pour l'effet l'une de ses causes. C'est le développement de la richesse et du bien-être qui nuit surtout et doublement au métayage : directement, en permettant aux métayers de devenir fermiers ; — indirectement, en diminuant la natalité.

Evidemment, il est possible de citer quelques régions, comme la Bretagne, où la population s'accroît encore et où la forme principale d'amodiation est le métayage. Mais la Bretagne est un pays pauvre, et les pauvres ignorent [généralement la stérilité volontaire. Quand elle sera devenue plus riche, peut-être malgré le métayage, connaîtra-t-elle à son tour la crise de la natalité.

Aussi bien, si le colonat devait avoir dans une région les heureuses conséquences qu'indique M. Mairesse, ce serait notamment dans l'Allier, — ce riche département aux nombreuses métairies prospères, — qu'on les constaterait. Or, c'est précisément dans l'arrondissement où ces métairies sont les plus florissantes que la population a le plus diminué. Toutes les communes, — d'après le recensement de cette année, — y sont moins peuplées : une seule a augmenté (1) et encore doit-elle son augmentation au voisinage immédiat d'une très célèbre ville d'eau (2).

(1) Bellerive-sur-Allier.

(2) Vichy.

Le colon est homme avant d'être métayer et le cœur de l'homme a des raisons que la raison du métayer n'a pas.

Dans la pratique, le métayage ne va pas du reste sans quelques inconvénients qui en faussent les résultats et en diminuent la valeur.

Si, — en théorie, et en Droit, — le propriétaire est « maître de » diriger la culture comme il l'entend, souvent, — en fait, — il se heurte à la routine qui lui oppose toute sa force d'inertie (1).

Combien alors sont rendues difficiles les améliorations les changements d'assolements, les cultures nouvelles, l'emploi des engrais !

Sans doute, l'on peut trouver et l'on trouve encore de bons métayers, mais c'est un « type » de cultivateur qui devient de plus en plus rare. Il n'y a pour s'en convaincre, qu'à entendre les lamentations des propriétaires qui en cherchent.

Concluons donc que le métayage, malgré les grands services qu'il peut rendre encore en Sologne, n'est pas appelé à s'y développer, si toutefois les faits économiques que l'on observe aujourd'hui évoluent normalement et si de grandes crises agricoles ou sociales ne viennent pas transformer l'économie rurale.

(1) Pendant l'année si pluvieuse de 1910, des propriétaires avaient bien recommandé à leurs métayers de ne faire sortir leurs moutons que par un temps sec ; la plupart des colons n'ont pas écouté ces sages conseils et ont perdu leur troupeau.

Dans les pays où le fermage donne les meilleurs résultats, il est exercé par des cultivateurs aisés, instruits, et en général sur des exploitations d'une certaine importance.

L'étendue n'a jamais manqué en Sologne. Et si les ressources pécuniaires et l'instruction ont fait trop complètement défaut au début, nous avons reconnu déjà que ces éléments de succès s'étaient sensiblement développés.

Les capitaux d'exploitation, encore insuffisants, pourront s'accroître sans cesse. Aujourd'hui, on est certain d'avoir pendant longtemps pour le bétail des débouchés très rémunérateurs. Malgré l'effort considérable de nos éleveurs depuis quelques années, nous n'arrivons pas à satisfaire les demandes de nos voisins, et le prix de la viande augmente dans de telles proportions en France qu'il est question de faciliter l'importation du bétail colonial et de suspendre les tarifs d'exportation des fourrages (1).

La Sologne, pays d'élevage, saura, nous n'en doutons pas, profiter de cette situation avantageuse. Les bénéfices augmenteront et avec eux le capital d'exploitation qui, plus élevé, augmentera les produits bruts et les produits nets.

Plus tard, — si jamais il survient une crise agricole, comme il y a vingt ans, — les cultivateurs, grâce à leurs

(1) Conseil des Ministres, 7 septembre 1911.

ressources plus importantes, pourront mieux résister ; pouvoir attendre est dans ces moments-là l'unique chance de salut.

On peut espérer aussi un développement rapide de l'instruction. Les concours, les comices plus suivis que jamais, le bon exemple de ceux qui marchent à l'avant-garde, le zèle intelligent des professeurs d'agriculture, le dévouement du Comité central, et cette ambiance générale d'intellectualité plus haute en sont les précieux garants.

Enfin, en progressant, le fermage ne doit plus être ce qu'il a été autrefois : une institution cherchant sa prospérité dans l'épuisement voulu ou inconscient du sol. Le fermier et le propriétaire, — dont on a trop souvent opposé les intérêts respectifs, — doivent au contraire trouver leur mutuel avantage dans une coopération harmonieuse. Le propriétaire ne doit pas plus chercher à épuiser les ressources du fermier que le fermier à épuiser la fertilité du domaine. Leur intérêt est l'amélioration de leur source commune de revenus : la terre.

Nous espérons à ce point de vue que des baux prévoyant et favorisant ces améliorations agricoles se multiplieront en Sologne, comme on le voit déjà dans les pays plus riches, au grand avantage des deux parties.

Le détail de ce que pourraient être ces baux dépasse le cadre de ce travail. Nous dirons seulement que le propriétaire n'hésitera jamais à avancer des capitaux nécessaires à une amélioration si le fermier lui en paye un mo-

deste intérêt ; et le fermier n'hésitera pas à le lui verser s'il est assez instruit pour comprendre l'importance réelle de l'amélioration. A l'inverse, le fermier consentira volontiers à exécuter des travaux augmentant la productivité du sol s'il est certain de pouvoir en profiter lui-même ou d'être indemnisé, au cas où il en serait empêché. Le propriétaire ne se refuserait pas, de son côté, à consentir un long bail pour un tel fermier et à lui promettre une indemnité (généralement déterminée d'avance pour éviter les abus) si le bail était résilié avant l'expiration de sa durée normale (1).

Tous ces intérêts sont conciliés au plus haut point dans le faire-valoir direct.

Le capital d'amélioration peut, sans crainte d'expropriation, s'incorporer au capital foncier puisqu'ils appartiennent l'un et l'autre au même détenteur du sol. C'est ce qui fait toute la valeur de ce genre d'amodiation et constitue aussi son danger. Le propriétaire imprudent qui ne calcule pas bien toutes ses ressources peut être incité, au début, à trop augmenter le capital d'exploitation ; de là peut résulter l'impossibilité de profiter des travaux d'amélioration car plus une terre est productive, plus il faut de capitaux pour en tirer parti. Pour n'avoir pas tenu compte de ces vérités économiques,

(1) Rappelons l'intéressante clause de Lord Kames : à la fin de sa jouissance, le fermier propose une augmentation du fermage annuel, — de mille francs par exemple. — Si le propriétaire refuse, il lui en paye le décuple, à titre d'indemnité, soit 10.000 francs.

maints propriétaires ont été obligés d'abandonner leur exploitation sinon leur propriété.

Cette réserve faite, le « faire-valoir direct » reste le mode d'exploitation le plus naturel, le plus intéressant, et celui qui a donné les meilleurs résultats lorsqu'il a été bien compris.

Il suffit, pour montrer son importance économique, de rappeler qu'il a été toujours et partout l'introducteur du progrès.

Malheureusement, lorsqu'il s'exerce sur de grandes cultures, — comme c'est le cas habituel en Sologne, — il demande une connaissance et une pratique agricoles solides, de la hardiesse et de la prudence à la fois, l'art difficile de se faire respecter, estimer et obéir, des qualités d'ordre et d'économie, une comptabilité rigoureuse, car selon la parole de M. de Béhague, le créateur de l'admirable Dampierre (1), « il ne faut pas faire de l'agriculture avec de l'argent, mais de l'argent avec l'agriculture ».

Enfin, ce rude métier du propriétaire cultivateur réclame, disons le mot, ce feu sacré qui vous donne du courage dans les épreuves, qui vous laisse calme devant les mille petits tracas de la vie quotidienne de l'agriculteur, qui vous met debout avant l'aurore avec la ferme résolution de tout voir, de tout surveiller jusque dans les moindres détails.

Un jeune lord, — raconte-t-on, — s'étonnait un jour

(1) Dans le Loiret.

des résultats merveilleux que le célèbre Bakewell avait obtenus dans ses cultures et dans son élevage. Ce jeune homme lui demandait le secret de pareils prodiges : « Du « coucher de l'agneau au lever de l'alouette savoir bien « fermer les yeux, — répondit Bakewell, — le reste du « temps, savoir bien les ouvrir. »

Cette vie d'activité incessante, et qui n'est pas sans charme, n'attire pas toujours les propriétaires. Il faut le reconnaître aussi, elle serait la plupart du temps incompatible avec leurs habituelles occupations.

La régie permet bien au propriétaire d'exploiter un domaine, sans être astreint à résider constamment à la campagne, mais alors le « faire-valoir » perd une de ses vertus : la bienfaisante influence de « l'œil du maître ».

Quoi qu'il en soit, ce genre d'amodiation est assez rare en Sologne. Cependant il n'est pas impossible et il est souhaitable qu'il se développe.

Peut-être les fils des propriétaires, devant l'encombrement des carrières et la nécessité de travailler pour qui ne veut pas déchoir aujourd'hui, seront-ils plus nombreux à consacrer leurs efforts, leur intelligence, leur temps et leurs capitaux à l'exploitation des terres paternelles ?... Peut-être entendront-ils cet appel au « retour à la terre » qui retentit confusément au fond de toutes les consciences et que M. Méline (1) a su exprimer avec toute sa persuasive éloquence ?...

(1) *Le retour à la terre*. Paris, 1906.

§ 3. — *Sylviculture et agriculture solonaises.*

La Sologne est en période forestière et pacagère, disait Lecouteux en 1860.

Quelle est sa situation aujourd'hui ? Où doit-elle se diriger ? Quelle voie doit-elle choisir pour continuer son évolution ? Nous voudrions essayer de répondre à ces différentes questions.

Recouverte de bois sur les trois cinquièmes de son territoire, la Sologne paraît avoir atteint le maximum de son développement forestier. Ses taillis et ses immenses pineraies constituent le plus beau fleuron de sa couronne; elle peut en être fière et veiller avec un soin jaloux à la conservation de sa valeur. Mais chercher à étendre son domaine boisé, dans les conditions actuelles des débouchés, serait dangereux ; nous nous sommes déjà expliqué à ce sujet, nous n'y reviendrons pas. Restreindre ce domaine ne laisserait pas aussi de présenter des inconvénients. L'agriculture a devant elle des étendues assez vastes pour absorber pendant longtemps tous ses efforts. Il semble donc que la Sologne est arrivée à une juste proportion entre ses territoires boisés et cultivables, — proportion parfaitement en harmonie avec sa situation économique.

La sylviculture s'est toujours montrée à la hauteur de sa tâche ; à plusieurs reprises, elle a su pallier de terribles secousses. Sortant plus forte de ses épreuves, elle a marché presque témérairement vers l'avenir. Elle a su

enfin employer les meilleurs méthodes d'établissement et d'exploitation, lutter contre la maladie des plantés sylvicoles, chercher sans cesse de nouveaux débouchés. Nous ne doutons pas qu'elle sache conserver à son domaine forestier son intégrité, sa valeur et son importance.

La Sologne peut rester forestière sans que pour cette raison son agriculture soit retardée dans son évolution. Depuis 1850 les immenses champs de bruyères qui servaient de pâturages ont été presque complètement défrichés ; ils sont rentrés dans la culture proprement dite et ne produisent des pâturages que dans la sole qui y est destinée. Ils donnent, en revanche, des céréales, du fourrage artificiel vert ou sec, des racines, qui servent à entretenir le bétail à la ferme. Mais les animaux vont encore paître sur les prés quand ils sont coupés, ou sur des pâturages naturels qui produisent véritablement de l'herbe et non des végétaux ligreux comme autrefois.

Il y a donc là très nettement, au point de vue du bétail, une progression vers un entretien plus intensif avec nourriture régulière à l'étable, sans diminution cependant du paturage. Ce serait folie, tout simplement, que de vouloir, dans un pays destiné à l'élevage, introduire la stabulation permanente, qui ne va pas du reste sans de très graves inconvénients.

Mais en augmentant les ressources fourragères à la ferme, en améliorant les pâturages et les prairies, le cultivateur solonais pourrait et devrait arriver à obtenir de

son élevage plus de quantité et de qualité. C'est vers ce but, selon nous, que devront tendre désormais tous ses efforts, car ce sera bientôt pour lui une nécessité.

Maintenant que la charrue n'a plus de landes à conquérir, que nombre de terres ont été marnées, « chauffées », assainies, il s'agit non seulement de maintenir leur fertilité mais encore de l'accroître. Les rendements actuels de 15 à 25 hectolitres de blé ou seigle à l'hectare, de 20 à 30 hectolitres d'avoine et d'orge (1) sont pour une culture extensive des résultats très satisfaisants et supérieurs à la moyenne obtenue en France.

Toutefois, il convient de ne pas oublier que beaucoup de terres soumises aujourd'hui à la culture sont neuves, riches en éléments organiques qui leur constituent une réserve de fécondité. Les mines les plus riches ne sont pas inépuisables ; et les Américains, pour avoir cultivé les terres pendant de longues années sans fumures, avaient vu baisser leurs rendements.

Il serait tout à fait injuste et inexact d'accuser les Solonnais d'utiliser la fertilité du sol sans rien lui donner en retour : l'hivernage des troupeaux produit forcément une quantité assez notable de fumier.

Cependant il est possible d'observer quelquefois en Sologne, — surtout parmi les terres qui ont été les pre-

(1) Evaluations établies par les soins du Comité central agricole de la Sologne en 1900 (Conf. DENIZET, *op. cit.*

nières marnées, — comme un commencement de stérilité. Bien entendu, certains fermiers, et non des moindres, en rejettent la responsabilité sur le marnage !... En réalité, ces terres moins riches que les autres, surtout entre les mains de médiocres cultivateurs qui les fumaient avec parcimonie, ont reçu le « coup de fouet » du marnage qui a hâté leur épuisement. Car, il ne suffit pas d'activer la nitrification, d'augmenter l'appétit des plantes encore faut-il leur donner des aliments si l'on ne veut pas qu'elles épuisent les dernières réserves nutritives du sol.

Allons donc, un instant, à travers champs, et examinons les assolements et les fumures.

L'assolement usuel, en Sologne, est celui-ci :

- Première année : 1/2 jachère sur pâturage ; plantes sarclées
sur une petite partie de la sole.
Deuxième année : blé et seigle.
Troisième année : avoine et orge.
Quatrième année : trèfle, souvent mélangé de ray-gras ⁽¹⁾.

Quelles sont les fumures appliquées ?

(1) Quelquefois le blé est fait sur un trèfle d'un an seulement.

Faisons observer, en passant, que cet assolement du type quadriennal ne tient pas compte du principe de l'alternance ; de plus, le trèfle, même mélangé de ray-gras, revient trop souvent (Conf. BERTHAULT, *Les prairies artificielles*, Paris, Masson. — GAROLA, *Les plantes fourragères*, Paris, Baillière.)

Il serait à désirer qu'une fois sur deux au moins il fut remplacé par une véritable prairie temporaire, avec mélange de plusieurs graminées et légumineuses. Ce ne serait pas, du reste, une innovation en Sologne ; d'excellents cultivateurs en ont donné depuis longtemps l'exemple.

La jachère reçoit, indépendamment du superphosphate assez couramment employé, environ 15 à 20.000 kilogrammes de fumier par hectare ; les plantes sarclées 25 à 30.000 (1).

Ainsi, d'une part, 20.000 kilogrammes de fumier au maximum doivent alimenter trois récoltes ; et d'autre part, 30.000 assurer la végétation à quatre récoltes. Cela ne fait pas une moyenne de 10.000 k. par hectare et par an. C'est notoirement insuffisant, surtout avec la qualité souvent médiocre des fumures.

Des enseignements d'agronomes éminents (Muntz et Girard, Berthault, Garola, Dumont), il ressort qu'une terre réclame, en moyenne, 20 à 25.000 kilogrammes de fumier par récolte, pour se maintenir dans un parfait état de fertilité, sans compter bien entendu les engrais complémentaires.

Ces doses sont même dépassées dans les fermes du Nord où un hectare reçoit, pour trois ans, l'énorme masse de 80 à 90.000 k. de fumier par hectare !

Sans doute, — dira-t-on, — il s'agit là de culture intensive, impossible pour l'instant en Sologne...

(1) Il est assez facile de se rendre compte, approximativement, des fumures employées par les cultivateurs. Un tombereau à deux chevaux, en Sologne, contient, en moyenne, 15.00 kilogrammes de fumier. Les charretiers ont l'habitude de répartir les tas à 8 mètres les uns des autres. Connaissant le nombre de tas par hectare, il suffit de voir décharger un tombereau et de compter les tas pour connaître la fumure totale : 5 « fumerons » par tombereaux correspondent à une fumure de 40 à 45.000 k. ; — 10, à 20 ou 22.000 k., etc...

Qu'on ne s'y trompe pas ! Culture extensive ne signifie point culture épuisante. Pratiquer la culture extensive, soit ! Mais on doit en même temps la rendre améliorante. La jachère et le pâturage, ces caractéristiques de la culture extensive, ne sont-ils pas là justement pour remédier à l'insuffisance des fumures et permettre leur concentration, en restreignant de façon artificielle l'étendue de la ferme.

L'agriculture en Sologne a fait « peau neuve » ; elle a troqué ses vieilles terres usées pour d'autres, vierges de culture : c'est une opération qu'elle ne pourra plus renouveler.

Il lui faut donc sur son domaine actuel préparer l'avenir, c'est-à-dire améliorer l'agent de production qu'est la terre, afin de se trouver prête le jour possible où, pour elle aussi, les gros produits bruts donneront seuls des bénéfices.

Est-il dans ce but une voie meilleure que celle tracée magistralement par Lecouteux (1) ?

Améliorer tout d'abord les prés existants, en créer partout où ils peuvent prospérer ;

Puis concentrer les efforts, les capitaux, les fumures sur une partie des meilleurs terres, leur demander le plus possible des fourrages et des racines ;

Augmenter par toutes ces opérations le nombre des têtes de bétail ;

(1) LECOUTEUX, *op. cit.*

Consacrer alors le supplément de fumures à l'amélioration d'autres terres qui deviennent, à leur tour et pour d'autres, des terres améliorantes ;

Savoir créer dans ce petit noyau de l'exploitation un excès de fertilité et le déverser peu à peu sur tout le domaine ;

Sur le reste des terrains (la forte majorité au début), établir une culture de temporisation, créer des pâturages, pratiquer la jachère ;

Voilà les vrais principes de la culture améliorante ; tout le monde les connaît ou en a l'intuition, bien peu les réalisent.

En Sologne, des prés sont encore négligés et insuffisamment amendés ; d'autres restent à créer ; le domaine est rarement divisé en terres améliorantes et terres à améliorer ; c'est partout le même assolement extensif avec ses fumures parcimonieuses.

« De l'herbe, du bétail, du fumier, des grains », — disaient les anciens.

Pourquoi méconnaître ces vérités, précisément à une époque où le bétail, qui sert à l'amélioration des terres, devient le plus sûr moyen de s'enrichir ?...

Nous ne sommes plus au temps où l'on pouvait dire de lui qu'il était un « mal nécessaire ».

La « cherté de la viande » devient un *leit-motiv* dans les colonnes de nos gazettes quotidiennes.

Tout récemment, M. Méline prononçait à ce sujet un

discours dont nous sommes heureux de pouvoir citer ce passage :

« Certes, il y a bien des causes à la cherté de la viande ;
« mais la cause primordiale, tout le monde le reconnaît
« aujourd'hui, est l'augmentation croissante de la con-
« sommation durant les vingt dernières années, non seu-
« lement en France mais plus encore dans les restes de
« l'Europe. Sait-on, par exemple, qu'en Italie la con-
« sommation par tête d'habitants a passé de 21 à 30 ki-
« logrammes, dans les sept dernières années seulement.
« En Allemagne, la proportion n'a pas été moindre.
« Il faut se féliciter, au point de vue philanthropique et
« social, de cet accroissement de bien-être qui prouve,
« avec la clarté de l'évidence, que la situation des classes
« laborieuses n'a pas cessé de s'améliorer; quoi qu'en
« disent les apôtres de la Révolution sociale. Mais il faut
« bien reconnaître qu'il était impossible à la production
« de marcher d'un pas aussi rapide que la consommation
« et que la crise des prix était inévitable : on n'improvise
« pas du bétail à volonté et il faut des années pour aug-
« menter sérieusement les effectifs » (1).

Dans la vie des peuples, des pays, des hommes, il y a une heure décisive où le voile épais qui cache l'avenir se soulève quelques instants ; à ceux qui les premiers ont su voir, l'avenir appartient.

Ce voile vient de découvrir devant le monde agricole

(1) Discours prononcé le 13 août 1911 au Concours du Comice de Remiremont.

une voie que déjà il avait, à plusieurs reprises, laissé entrevoir.

Pour s'enrichir et augmenter en même temps la fertilité de son sol, la Sologne peut trouver sur cette voie une occasion qu'on ne saurait souhaiter meilleure : nous avons acquis au cours de cette étude sur son Histoire agricole trop de preuves de sa vitalité et de ses constants efforts vers le progrès pour que nous n'ayons pas la certitude qu'elle saura la saisir.

Vu : le président de la Thèse :

A. SOUCHON.

Vu : le Doyen,

P. CAUWES.

Vu et permis d'imprimer,

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris :

LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

- D'AUTEROCHE. — *Mémoire sur l'amélioration de la Sologne*, Orléans, 1787.
- HUET DE FROBERVILLE. — *Vues générales sur l'Etat de l'agriculture en Sologne et sur les moyens de l'améliorer*, Orléans, 1788.
- DELOYNES DE GAUTRAY. — *Eloge de la Sologne*, Orléans, 1825, et 2^e édit., 1851.
- BERGERON-DANGUY. — *Observations sur les moyens à prendre pour parvenir à l'assainissement et à l'amélioration de la Sologne*, Paris, 1830.
- PUVIS. — *De l'agriculture du Gatinais, de la Sologne et du Berry et des moyens de l'améliorer*, Paris, 1833.
- BOURDON. — *Mémoire sur la situation agricole de la Sologne*, Orléans, 1840.
- BOURDON. — *Réflexions sur l'Economie agricole de la Sologne*, Orléans, 1842.
- THUAULT DE BEAUCHÈNE. — *Innovations agricoles en Sologne par l'association du propriétaire avec ses fermiers*, Orléans, 1843.
- AUBIN. — *Rapport au nom de la Société d'agriculture sur le mémoire qui précède* — *Mémoire société royale des lettres et des sciences d'Orléans*, t. VI.
- BEAUVALLLET. — *De l'agriculture en Sologne*, Orléans, 1844.
- JOUBERT ET CHEVALLIER. — *De l'agriculture en Sologne*, Orléans, 1845.
- ANONYME. — *Voyage en Sologne de Monsieur le Ministre de l'agriculture et du commerce*, Orléans, 1850.
- ANONYME. — *De la canalisation en Sologne par un cultivateur solonais*, Orléans, 1850.
- MACHART. — *De la canalisation en Sologne*, Orléans, 1850.
- BECCQUEREL, MACHART et DELACROIX. — *Rapports présentés au Conseil général du Loiret sur l'amélioration de la Sologne*, Orléans, 1850.

- GUILLAUMIN. — *Mémoire à l'appui d'un placet présenté à l'Empereur sur la question d'amélioration et d'assainissement de la Sologne*, Orléans, 1853.
- GAUGIRAN. — *Vues de Sologne. Sa renaissance*, Blois, 1856.
- PEREIRA. — *Amélioration de la Sologne, observations sur les moyens de l'obtenir*, Orléans, 1860.
- DU PRÉ DE SAINT-MAUR. — *Amélioration de la Sologne. Rapport présenté au Conseil général du Loiret*, Orléans, 1860.
- BURDEL. — *La vigne en Sologne, son influence sur le pays et la population*, Bourges, 1862.
- GAUGIRAN. — *Vues de Sologne*, n° 270. *Des chemins de fer en Sologne*, 1862.
- MASURE. — *Etude sur les Terrains agricoles de la Sologne*, Orléans 1870.
- H. SAINJON. — *Résultats dus à l'intervention de l'Etat en faveur de la Sologne*, Orléans, 1873.
- DE BUZONNIÈRE. — *Amélioration de la Sologne. Transformation et agrandissement des locatures*, Orléans, 1875.
- MARCEL MONMARCHÉ. — *Etude sur la Sologne*, Paris, 1892.
- BOUCARD. — *Le Comité central agricole. Son histoire et ses travaux depuis 15 ans*, Orléans, 1896.
- BOUCARD. — *La Sologne, pays de bois et d'élevage*, Orléans, 1897.
- BOUCARD. — *Transformation de la Sologne, son assainissement et sa mise en valeur*, Paris, 1900.
- H. DENIZET. — *La Sologne*, Orléans, 1900.
- M. JARRY. — *De l'établissement de quatre gares d'eau en Sologne, à Orléans-Briare-Villefranche, Blois, Romorantin*, 1901.
- M. MAIRESSE. — *Economie rurale de la Sologne au XIX^e siècle*, Paris, 1905.
- Annales du Comité central agricole de la Sologne.*

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

État de la Sologne en 1850

INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE PREMIER. — Son aspect.....	3
CHAPITRE II. — Population	6
CHAPITRE III. — La Propriété.....	14
CHAPITRE IV. — Les causes de cet état de la Sologne	34

DEUXIÈME PARTIE

La Transformation de la Sologne

CHAPITRE PREMIER. — Intervention des pouvoirs publics .	47
§ 1. — Considérations générales.....	47
§ 2. — L'assainissement	61
§ 3. — Marnage des terres	67
CHAPITRE II. — Rôle de l'association	83
§ 1. — Le Comité central et les pouvoirs publics.....	85
§ 2. — Son rôle envers les particuliers	87
CHAPITRE III. — Le rôle de l'initiative individuelle.....	95

TROISIÈME PARTIE

La Sologne Contemporaine

CHAPITRE PREMIER. — Le milieu économique	111
§ 1. — Aspect de la Sologne	111
§ 2. — Population	113
§ 3. — L'Association et la Mutualité	124

§ 4. — La terre	127
§ 5. — Les capitaux	140
§ 6. — Les débouchés	145
CHAPITRE II. — L'œuvre de production.....	146
§ 1. — La grande et la petite culture	146
§ 2. — Fermage, métayage, faire-valoir direct.....	158
§ 3. — Sylviculture et agriculture solonaises	171
BIBLIOGRAPHIE	180

